

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13700 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 12-LUNDI 13 FÉVRIER 1989

La résistance afghane divisée

Attendue depuis des semaines pour permettre aux multiples composantes de la résistance afghane de présenter un front commun avant le départ des derniers soldats soviétiques, le 15 février, la réunion manquée de la « choura » risque d'être lourde de conséquences. Cette conférence, réunie sous l'égide de l'islam pour fédérer une coalition hétérogène dont le seul lien est une haine commune des Soviétiques et du communisme, devait ouvrir ses travaux vendredi 10 février à Islamabad. Elle a été ajournée juste après la cérémonie d'ouverture. Des tractations se poursuivent à huis clos samedi pour éviter son ajournement à sine die.

Le conflit porte officiellement sur le fait de savoir s'il faut désigner en premier un gouvernement ou un chef de l'État, ainsi que sur la représentation des groupes ethniques basés en Iran. Ceux-ci avaient accepté la proposition des partis modérés de l'ANJAF des Sept qui leur avaient offert cent sièges sur cinq cent vingt-six à la « choura » et sept portefeuilles sur vingt-huit dans un gouvernement provisoire. Les quatre partis fondamentalistes ayant ensuite refusé de leur accorder plus de quatre-vingt sièges, les pro-iraniens ont menacé de rentrer à Téhéran. Ces imbricolures ont permis au régime de l'imam Khomeiny de jouer les conciliateurs : il a demandé aux moudjahidines de ne pas se disputer le butin avant la fin des combats, sous peine de risquer la défaite.

Les grands vainqueurs de cette lutte fratricide entre dignitaires barbus, dont beaucoup, vivant dans un autre âge, restent incapables de voir plus loin que leur vallée, leur clan ou leur faction religieuse, ne peuvent être que l'URSS et son protégé de Kaboul. Tous deux comptent sur les rivalités intestines des moudjahidines, qu'ils artisent, pour permettre au régime de M. Najibullah de se consolider. Toute journée gagnée à Kaboul représente un succès pour le Kremlin.

Les chefs de guerre qui, du Pachtou à la région de Kaboul ou de Hérat, mènent la « guerre sainte » contre les « infidèles », n'étaient guère représentés à Islamabad, où l'on ne comptait que trois cent cinquante délégués sur les cinq cent vingt-six invités. En dépit de leurs divergences, qui ont permis la survie de places assises, ils savent que le sort de leur pays se joue avant tout sur le terrain.

Pour des raisons de sécurité, les quelques sièges réservés aux « bons musulmans » venus de Kaboul sont restés vides. Qui plus est, les partisans d'un retour de l'ex-roi Zahir Shah, qui reste la seule personnalité afghane à disposer d'un prestige à l'échelle du pays, se heurtent à l'hostilité farouche des fondamentalistes islamiques. L'image de division offerte par la résistance est déplorable, même si elle était prévisible. Elle laisse mal augurer de l'avenir et risque de donner raison aux prévisions les plus pessimistes, ou cyniques. On voit ainsi des chefs de partis basés au Pakistan se disputer un pouvoir qui reste encore à prendre, même si la plus grande partie de l'Afghanistan échappe au régime de Kaboul, au lieu de se préoccuper d'une population qui a payé un prix si lourd pour une victoire qui paraît à portée de la main.

(Lire page 5 l'article de LAURENT ZECCHINI.)

M 0146 - 02130 - 6,00 F



3790146006000 02130

Multiplication des initiatives et des conférences

Les Européens vont se concerter pour lutter contre la pollution

L'hôtel Matignon a confirmé le vendredi 10 février qu'une conférence internationale sur la pollution de l'atmosphère et la protection de la couche d'ozone, aurait lieu à La Haye, le 11 mars prochain. Plus de vingt chefs d'Etat et de gouvernement devraient prendre part à cette réunion. Les Européens multiplient les initiatives pour la défense de l'environnement.

La couche d'ozone est décidément très courtisée. Après les Américains, qui ont multiplié les expéditions scientifiques et déclenché une vigoureuse offensive contre les bombes aérosols aux Etats-Unis, voici que les Européens se disputent l'honneur de défendre la couche d'ozone qui, dans la haute atmosphère, nous protège contre les rayonnements ultraviolets du soleil.

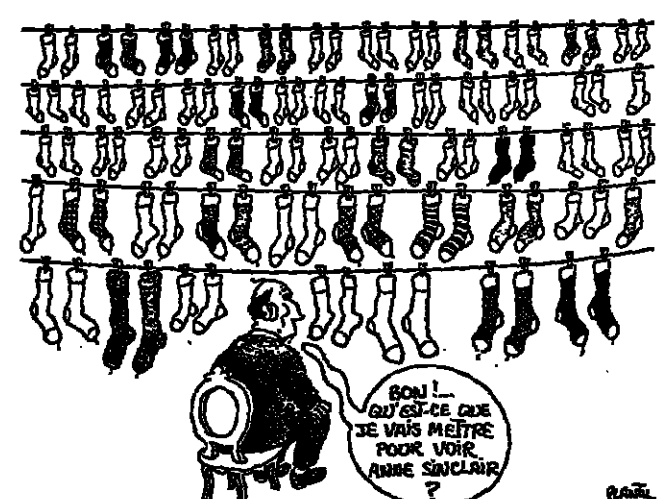
Le samedi 4 mars à Paris, le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, réunira à l'hôtel de Lassay un colloque scientifique sur le thème « Atmosphère et climat », auquel participeront tous les spécialistes de la couche d'ozone et du réchauffement de la terre, y compris des experts étrangers de la CEE, de la NASA et du Massachusetts Institute of Technology (MIT).

Pour sa part, le gouvernement britannique organisera à Londres, du 5 au 7 mars, une conférence internationale sur « L'impact des chlorofluorocarbones (CFC) et d'autres produits sur la couche d'ozone ». Cette conférence, due à l'initiative de M^{me} Margaret Thatcher, est placée sous l'égide du programme des Nations unies

pour l'environnement (PNUE). On y attend des ministres, hauts fonctionnaires, industriels et experts scientifiques de cent cinquante pays.

(Lire nos informations page 5.)

M. Mitterrand à « 7 sur 7 »



Reçu à l'émission « 7 sur 7 », dimanche 12 février sur TF 1, M. François Mitterrand devait commenter l'actualité et répondre sur la situation économique et sociale, ainsi que sur les affaires boursières.

Le marasme économique au Zaïre

« Kinshasa-la-Débrouille »

Une vive tension règne depuis janvier entre la Belgique et le Zaïre, son ancienne colonie du Congo. Les autorités de Kinshasa supportent mal les critiques de la presse et de certains hommes politiques belges à leur égard.

Après une période de prospérité, le Zaïre est confronté à des problèmes économiques dont les effets sont cependant tempérés par la débrouillardise de la population et une relative libéralisation politique.

KINSHASA
de notre envoyé spécial

Non, Kinshasa n'est pas en état de siège! A voir, pourtant, le nombre de personnes qui déambulent en talkie-walkie à la main, on pourrait penser que la ville est investie. La réalité est plus prosaïque. Le téléphone, pourtant de conception ultramoderne, marchant de moins en moins bien, la manière la plus efficace de communiquer reste le « moratoire », comme on l'appelle ici. Certains ne fonctionnent pas ou n'ont plus de pile; qu'à cela ne tienne. En avoir un à portée de la main, même inutilisable, confère l'importance qui sied aux « décideurs » et pourra peut-être, le cas échéant, aider à ouvrir quelques portes.

Aider seulement. Car, ici, le seul véritable sésame reste le zaïre (1), le billet de banque qui,

multiplié par dix, cent, mille ou des millions, permettra d'obtenir un rendez-vous, un papier, une consultation médicale, un appartement... ces zaïres qu'il faut absolument se procurer. Par tous les moyens, des « petites acrobaties » des uns aux grandes escroqueries des autres. « Si on ne se débrouillait pas, il y aurait des cadavres partout », explique un étudiant.

L'équation est simple : le salaire mensuel moyen oscille aux

alentours de 5000 zaïres, alors que, pour vivre « décemment », une « mama » qui tient un étal sur un marché de la banlieue de Kinshasa affirme avoir besoin au minimum de 2 000 à 3 000 zaïres par jour. Sa chance : elle a un mari fonctionnaire, qui, à son tour, pratique un second métier.

JOSÉ-ALAIN FRALON.
(Lire la suite page 4.)

(1) Un zaïre vaut 0,024 franc.

BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL

Rebond

Le Bilan économique, véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde, rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques de l'année dans leur environnement social et politique.



200 p - 45 F

Le Monde

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le gouvernement recherche l'apaisement dans les prisons

Le gouvernement recherche l'apaisement dans les prisons

Après l'annonce, le vendredi 10 février, de la levée des suspensions frappant treize surveillants, les négociations entre les syndicats et l'administration pénitentiaire devaient reprendre samedi. Malgré quelques interventions des forces de l'ordre pour permettre aux fourgons cellulaires d'entrer et de sortir des prisons, le calme est généralement revenu dans les établissements pénitentiaires.

Prévu depuis deux semaines, le comité technique paritaire qui s'est réuni le 10 février en début d'après-midi au siège de l'administration pénitentiaire, rue Saint-Honoré à Paris, a été l'occasion parfaitement saisie par M. Jean-Pierre Dintilhac, directeur de

l'administration pénitentiaire, pour faire le geste qui pouvait débloquer la situation. Si, depuis le 6 février, le mouvement de contestation des surveillants de prison n'avait cessé de s'amplifier, si les forces de l'ordre avaient dû régulièrement intervenir pour libérer l'accès aux prisons des fourgons cellulaires, notamment à Fleury-Mérogis où les incidents avaient parfois été très vifs, des signes de détente étaient perceptibles depuis la nuit du 9 au 10 février.

Analysant comme un signe de bonne volonté le fait que les surveillants venus manifester à Fleury-Mérogis n'avaient pas usé de violence, M. Jean-Pierre Dintilhac annonçait, en début d'après-midi, qu'il acceptait de lever les suspensions qui frappaient les surveillants. Un communiqué était aussitôt publié par le ministère de la justice :

Le ministre de la justice a été conduit à constater que l'appel qui a été lancé aux représentants syndicaux des personnels de l'administration pénitentiaire a été entendu.

AGATHE LOGEART.

(Lire la suite page 8.)

Paludisme à Madagascar

L'épidémie a fait de 100 000 à 300 000 morts en 1988.

PAGE 8

Salmonelle en Grande-Bretagne

Après les œufs... le fromage.

PAGE 16

Découverte en Haute-Egypte

Cinq statues millénaires déterrées à Louxor.

PAGE 16

Une « première » aux Etats-Unis

Un Noir à la tête du Parti démocrate.

PAGE 16

MUNICIPALES

Une semaine avec Marseille

M. Bernard Tapie et les « rénovateurs » soutiennent M. Robert Vigouroux.

PAGE 6

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, invité dimanche de 18 h 15 à 19 heures.

Le sommaire complet se trouve en page 16

Les originaux du maître de Vinci exposés à Londres

Léonard, dessinateur souverain

Une centaine de dessins de Léonard de Vinci sont exposés à la Hayward Gallery de Londres. Avec en complément quelques maquettes réalisées d'après ses projets.

Il vaut toujours la peine de revenir un moment à Léonard. C'est-à-dire regarder les dessins originaux au lieu des photographies qui ignorent la matière et le format; rencontrer le prodigieux praticien et non un personnage de légende.

La Hayward Gallery à Londres, logée — comme on sait — au milieu des blocs de béton du South Bank Centre, expose les dessins originaux de Léonard de Vinci. Deux excellents guides, le professeur Martin Kemp, à qui l'on doit — de loin — le meilleur livre paru ces dernières années sur Vinci (à traduire sans tarder), et Jane Roberts, qui conserve la collection, précieuse entre toutes, des dessins de Windsor. En fait, sur les quelques cent feuilles présentées ici, le fonds de la collection royale y est pour les neuf dixièmes; complété par quelques prêts du British Museum, d'Oxford, de Madrid et de l'Institut de France. Avec en complément quelques maquettes — impressionnantes — de projets ou de préfigurations qu'on est toujours curieux de voir actualiser (1).

Les grands volumes des dessins de Léonard ont été acquis par la couronne d'Angleterre au dix-septième siècle, à un moment où les manuscrits vinciens étaient dispersés un peu partout. C'était

une excellente sélection; pratiquement la meilleure. Ils devaient rester confidentiels pendant des siècles. Mais le graveur Hollar, vers 1646, et John Chamberlain, en 1812, en donnèrent quelques reproductions, en particulier les études de visages grotesques, communément appelées : caricatures; il aurait été instructif et amusant de montrer ces rares estampes avec les originaux. Mais Jane Roberts a choisi un parti rigoureux, sans à-côtés anecdotiques : les dessins d'abord.

L'appareil « scientifique » est réduit au minimum; l'ordre suivi n'est pas chronologique. L'idée, chère à Martin Kemp, est de sortir de la dichotomie habituelle : le savant prémonitoire séparé de l'artiste. Revenir aux intuitions qui gouvernaient toute cette activité. A travers une thématique : les âges de la vie, le tourbillon, les forces destructrices, l'émulation, dégrader la structure d'une vision acharnée à tout saisir, à tout analyser. Bref, retrouver ou, du moins, indiquer le jeu profond, constant, des patterns (le mot manque terriblement en français), des schémas dynamiques auxquels obéissait consciemment et inconsciemment cet effort inouï de représentation graphique.

ANDRÉ CHASTEL.

(Lire la suite page 10.)

(1) « Leonardo da Vinci - Dessins » : 118 numéros, 12 maquettes. Catalogue par Jane Roberts et Martin Kemp. Hayward Gallery, South Bank Centre, Londres (jusqu'au 16 avril).

مكتبة الأصيل

هكذا من الأصل

2 Le Monde • Dimanche 12-Lundi 13 février 1989 •

Dates

Il y a quatre-vingts ans

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 850 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wauts

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Salas

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Impression :
Le Monde
7, rue des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Remboursements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	ÉTRANGER	ÉTRANGER PAYS MUSLIMES	ÉTRANGER PAYS MUSLIMES
1 an	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	220 F	242 F	312 F	440 F
3 mois	130 F	140 F	180 F	260 F
1 an	1300 F	1380 F	1800 F	2600 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINTEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO
PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse :
Les abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an
☐ ☐ ☐ ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

Code postal : _____
Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

La NRF

« *La NRF* a la prétention de lutter contre le journalisme, l'américanisme, le mercantilisme et la complaisance de l'époque envers elle-même. » C'est sur cette déclaration toute en nuances qu'entre en scène, début février 1909, la *Nouvelle Revue française*, familièrement nommée par son équipe, ses collaborateurs, ses lecteurs et l'histoire, NRF.

Tel qu'il sort des Presses Sainte-Catherine, de l'imprimeur Verbeke à Bruges, après une première fausse sortie en novembre 1908, et dix ans d'hésitation, ce n° 1 est un manifeste assez éloquent. On y trouve une architecture de revue classique et déjà spécifique, un essai en ouverture, ici les *Considérations* de Jean Schlumberger, un roman, ou un morceau de roman, puisqu'il s'agit de promouvoir ce genre avant tout, et des critiques de peinture, musique ou poésie, mais surtout les célèbres notes qui incarnent un peu l'esprit NRF, ce ton, aussi tenace que rebelle aux définitions.

Ces notes le résumant en ce qu'elles sont présumptueuses et modestes, individualistes et souvent non signées, qu'elles procèdent d'un certain élitisme et se fixent sur des détails, qu'elles se réfèrent à y faire surgir un problème général. C'est le lieu des attaques, des tentatives de charme, des invites, des polémiques indirectes : tout un art.

Dans ce n° 1, le roman, c'est la *Porte étroite*, que Gide s'est résolu à publier ainsi, préférant sa revue à une autre plus installée. Les *Considérations* font office de manifeste. On peut les réduire à trois idées-forces inspirées bizarrement de trois auteurs fétiches tous étrangers alors que la revue se targue de son relatif nationalisme et défend indubitablement la littérature et la critique françaises. Jean Schlumberger met donc en avant Nietzsche : « La plus noble sorte de beauté est celle qui ne ravit pas d'un seul coup, qui ne livre pas d'assauts orageux, mais qui lentement s'insinue, qu'un jour en rêve on revêt devant soi. » Et puis Goethe, la grande référence de Gide : « Je déteste comme le péché toute besogne mal faite. » Et enfin Dostoïevski : « J'aime avec passion le réalisme en art, le réalisme qui touche pour ainsi dire au chimérique. »

Les bases sont posées. Il s'agit juste d'être à la hauteur.

D'abord Gide

La NRF, c'est d'abord Gide. En 1909, il a quarante ans et, dit-il, à peine douze bons lecteurs. Il a des idées et des amis. « Une grande idée n'a pas assez d'un seul homme pour l'exprimer. » Les amis sont six. Il y a Gide et Copeau : l'un s'efforce et l'autre prendra de l'importance. Ils partagent avec Gide les « carnets noirs » où ils tiennent registre de leurs amours illicites, de leurs escapades, de leurs contradictions. « Il nous faut précipiter la littérature dans un abîme de sensualisme », dit Gide. Ensuite, Marcel Drouin, le beau-frère de Gide, philosophe et universitaire, qui signe Arnault, et André Ruyters, le plus dogmatique de tous. Mais surtout, il y a Jean Schlumberger, protestant comme Gide, et même un peu plus que lui, romancier, qui se fait souvent chroniqueur de poésie, et puis responsable d'embûche et d'office. Indice qui ne trompe pas : c'est chez lui, 78, rue d'Assas, qu'on domicilie la jeune revue.

C'est une petite bande qui passe ses vacances ensemble, en famille ou entre garçons, à Cuverville, à Brailly, à Rome ou à Londres, d'où ils envoient des cartes postales, telle celle-ci, de décembre 1908 : « Ce qu'on se fiche de la Revue française ! »

Professeurs, puritains, protestants, ils cherchent la contrainte, passent leur vie à la fuir, et consacrent beaucoup de temps à l'inventer. Sous forme de revue, par exemple. Il faut dire qu'en 1908, il y a de la place : la *Revue blanche* est morte, et depuis dix ans, les tentatives avortées, celles de l'*Ermitage*, ou de la *Conquête*, n'ont pas manqué.

La *Nouvelle Revue française* n'est pas exactement une revue de jeunes. Saint-John Perse en donne une jolie définition quand il décrit ainsi la situation : « Acadé-

misme, paritarisme, opportunisme. Un homme de son temps, et que sa caste avantageait, s'est écarté du jeu. » Quels objectifs ? « Révision des valeurs, établissement du passif, réévaluation de l'actif, faussaires dénoncés comme concussionnaires, rhéteurs démasqués, mages confondus, parasites éconduits, indigence découragée... » Bigre !

Ils sont en vérité moins militaires, novateurs plus épris de dialogue que de *tabula rasa*. Schlumberger dit : « Nous avons fait sécession », mais c'est pour se tenir entre « les novateurs imparfaits et les parfaits conservateurs », sur une idéale ligne frontalière, d'où l'on agit par influence, d'où il faut « écarter les rétrogrades et les décadents ». A vrai dire, il y a dans tout cela une part très sous-estimée de navigation à vue. Ils veulent une revue vivante, une revue ouverte, « La rose des vents », dont parlera Mauriac plus tard.

Les frontières ont été définies à travers les confrontations concrètes. L'échec de 1908 est parfaitement significatif. On a échoué sur un article trop négatif à propos de Mallarmé, et sur un autre, trop louangeur sur d'Annunzio. Cela définit un espace littéraire.

Le balancement est l'arme principale : la vie et l'ordonnance, l'authenticité et l'art, la littérature et la critique. Trouver, disent-ils, « la ligne de plus forte tension » et aussi les œuvres « écrites au bon moment : un peu trop tôt, on sent l'effort, un peu trop tard, la manière ».

Amateurisme et détermination

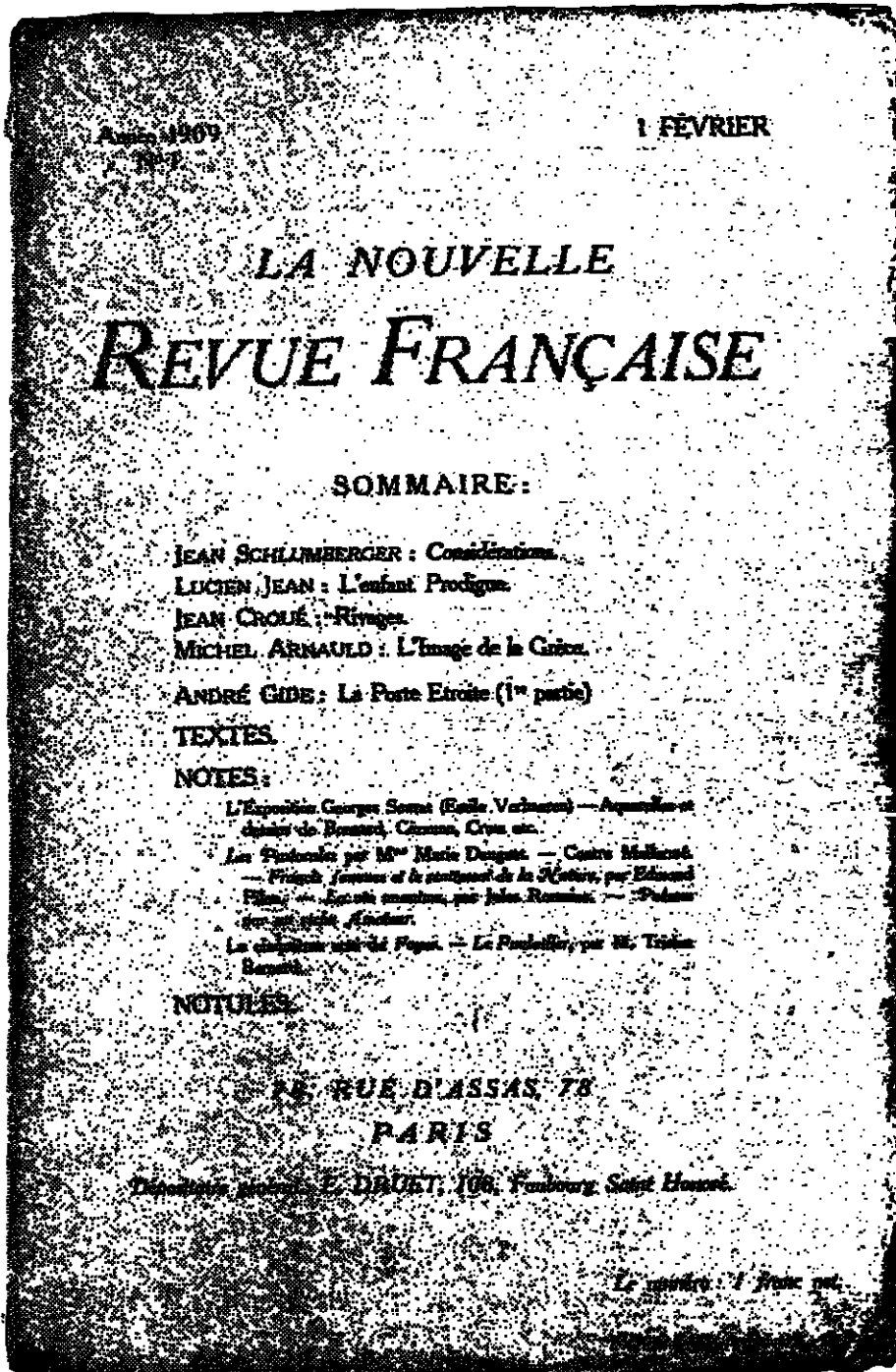
Ils ont des idées, ils ont une place. Il faut des ennemis. Ils en ont, ils en trouvent : le Boulevard, les mondains, les snobs et le journalisme, c'est-à-dire un tas de gens oubliés aujourd'hui, mais aussi Bataille (Henry), Adolphe Brissot, ou Anatole France, d'Annunzio toujours, Francis Jammes à l'occasion, Remy de Gourmont, parce qu'il est encombrant, Romain Rolland, parce qu'il est « contre l'art » (!) et trop sentimental dans ses engagements. Autre adversaire, et ancien ami, Blum, à qui Copeau reproche de pratiquer la critique théâtrale comme un divertissement, depuis que la politique a requis toute sa passion.

Copeau, Schlumberger, Gide, bientôt Jacques Rivière, et Gide vont faire de la NRF un cheval de Troie, une sorte de forteresse mobile. En 1909, ils en jettent les fondations, non sans bricolage, non sans difficulté.

Le dimanche, on écrit les bandes d'abonnement, on extorque à l'oncle Charles Gide un abonnement de luxe à 20 francs, on rackette les amis qui ne peuvent venir dîner sans s'abonner, on fait la chasse aux listes, on hésite à faire des envois gratuits. On fait le siège des libraires dépositaires pour vérifier que tout va bien. Ça ne va jamais. Cela tient de l'artisanat, du militantisme et de l'amateurisme, avec de la détermination et la volonté de réussir, et un art de compiler, dont Gide est le champion.

En effet, les membres du groupe ont en commun une qualité qui est pour leur revue une menace constante : ils sont agités, toujours par monts et par vaux, en retraite d'écriture, ou en voyage d'inspiration. Ils passent leur temps à mesurer le temps qu'ils accordent au collectif, et qu'ils se volent à eux-mêmes et à leur œuvre. Ce qui ne les empêche pas d'exiger d'eux-mêmes et des autres cette rigueur, cette ponctualité, cette perfection technique, qui vont assurer une partie du crédit naissant de la revue. Ainsi, au moment de la parution des premiers numéros, la piste de Gide mène à Cuverville (Normandie), puis à Rome (Italie), où il place un abonnement ordinaire à un religieux du mont Cassin.

A la NRF, en 1909, on passe son temps à égarer de la copie. Claudel, la grande caution sacrée, envoie son *Hymne au saint sacrement* de Tien-Tsin, où il est consul ; l'hymne fait quelques centaines de kilomètres superflus, avant d'aboutir à l'imprimerie Verbeke. La *Dolly*, de Valéry Larbaud, arrive chez Copeau ; au même moment, Gide la reçoit à Toulouse de



Schlumberger, qui est en Normandie. Problème de coordination ? Pas seulement. Miracles des commencements.

D'ailleurs cette désorganisation assez comique est le revers de l'esprit de détail qui les anime tous. Comme il s'agit beaucoup de séduire et d'attirer entre leurs pages les « grands », Verhaeren par exemple, Gide demande à un des acolytes s'il pourrait écrire une lettre bien tournée, et voir s'il serait possible de ne lui payer que 100 francs un poème, mais sans le dire, puisque les autres, on ne le paie pas de tout. D'ailleurs, pendant longtemps, on paie les gens s'ils sont dans le besoin, on voit, on s'arrange.

Pêcheurs en littérature

Empirisme toujours. Le même qui permet de faire face à la grande grève des postes de 1909, aux inondations de 1910, qui ouvre la voie aux projets : entretiens de Pontigny, ou création d'un comptoir d'édition, avec Gaston Gallimard. Jean Schlumberger, André Gide et Gaston Gallimard, qui vient du théâtre, mettent chacun 20 000 francs. La société est fondée le 11 mai 1911, elle commence par trois textes : *Isabelle*, de Gide, *l'Otage*, de Claudel, et *la Mère et l'Enfant*, de Charles-Louis Philippe.

Un triptyque éloquent. Comme l'est ce numéro spécial que la revue consacre à l'auteur de *Bubu de Montparnasse* juste après sa mort, en février 1910. Charles-Louis Philippe est aux yeux de toute la NRF un « très grand ». Il fait l'unanimité, par son style, sa simplicité, et aussi ses contradictions et ses souffrances. Il est consacré, au fond, parce qu'il incarne ce désir qu'ont les écrivains de la NRF de faire surgir de l'ombre des « simples ». L'émoi de Gide dans son journal est exemplaire. A propos du « petit bon sujet », il décrit Carilly, son village natal, en employant quinze fois l'adjectif petit : petit, donc grand.

La NRF fait face à des impératifs souvent contradictoires. Entre la « sincérité » et la « raison d'Etat » par exemple. Vieux problème, bouteille à l'encre des moralistes, mais problème très cru pour une jeune revue pas vraiment kamikaze. Ainsi pour ce fameux numéro spécial, « le nombre des amis à obliger en leur demandant de parler d'un livre de Philippe dépasse le nombre de livres de Philippe ».

La conquête de nouveaux territoires, de nouveaux alliés, Thibaudet, Suard, un instant Giraudoux, Péguy pas loin, s'accompagne de crises, bien sûr. A trois quarts de siècle de distance, la violence de la polémique est doublement étonnante. Elle s'accompagne de beaucoup de prudence. Leurs victimes ont des noms qui ne nous évoquent strictement rien, bien souvent. Et puis, nous avons perdu l'habitude des agressions verbales du début du siècle.

Présumptueux ou insaisissables, dogmatiques et jésuites. Il a été beaucoup reproché aux pères fondateurs de la NRF et de son comptoir d'édition. Ce qui frappe aujourd'hui, c'est leurs hésitations, leurs remords de conscience à refuser des textes plus qu'insignifiants, leur propension à en publier aussi. Ce qui frappe, c'est leur modestie de pêcheurs en littérature. Ils se perçoivent comme une sorte de filet, et souvent la nasse vaut mieux que les poissons.

Parce que la NRF fut toujours et avant toutes choses paradoxale, celui qui l'incarne le mieux à nos yeux, c'est le compagnon jamais totalement intégré, Valéry Larbaud. Nimmer disait qu'il était un grand critique parce qu'il ne considérait pas la critique comme une machine de guerre, mais comme des traits d'humanité. Aussi ne se trompait-il pas sur les « romantiques », savait découvrir Gertrude Stein et Joyce, et n'aurait jamais cru comme Gide qu'« un enfant n'est jamais artiste, non plus qu'une femme », parce qu'« il leur manque le style ».

GENEVIEVE BRISAC.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h15

ANDRÉ LAIGNEL

animé par Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON
et Alain LEBLANC (Le Monde)
Paul Jacques TRUFFAUT
et Béatrice HADJAJE (RTL)

en direct sur
RTL

ZAIRE : le marasme économique

« Kinshasa-la-Débrouille »

MICHELLE GOMDET
PHILIPPE LEROY DEATHLY
DEALITYS/NEW
RONALD OF TITMAN
FRANÇOIS CLUZET
WOLFF PINSOIAK
CATHERINE RHOOT
CLAUDE ZID
JUAN-CLAU DE PETIT
JAMES MCGILL OF BRUN
NICKOLAS SARKIS
JAMES MCGILL OF BRUN
NICKOLAS SARKIS
JAMES MCGILL OF BRUN
NICKOLAS SARKIS

Diplomatie

Avant d'accueillir M. James Baker, secrétaire d'Etat américain

La RFA a engagé un difficile combat pour contrôler les exportations à usage militaire

Le nouveau secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, est attendu, samedi 11 février, à Reykjavik, une tournée de tous les pays membres de l'Alliance atlantique qui doit s'achever à Paris le vendredi 17 février. M. Baker est attendu lundi à Bonn, où la participation d'entreprises allemandes à la construction de l'usine libyenne d'armes chimiques de Rabta a altéré les relations entre la RFA et les Etats-Unis.

BONN
de notre correspondant

C'est bien connu, le comte Otto von Lambsdorff déteste le carnaval et pour y échapper, il se rend tous les ans aux Etats-Unis. Mais cette année, le leader du Parti libéral n'a pas eu le temps de partir pour Washington. Il lui a fallu essayer de persuader les Etats-Unis que son ami, le ministre libéral des affaires étrangères, M. H.-D. Genscher, n'est pas prêt à succomber à la « gorbomanie » ambiante, comme beaucoup l'en soupçonnent outre-Atlantique, mais aussi tenter de les convaincre de la bonne volonté de la RFA dans le règlement de l'affaire libyenne.

Une trentaine de firmes occidentales ont aujourd'hui accusées d'avoir aidé par leurs exportations le colonel Kadhafi à construire l'usine d'armes chimiques de Rabta. En quelques semaines, pas moins de cinq figures marquantes de la classe politique occidentale se sont succédées à Washington pour essayer de réparer les brèches du gouvernement fédéral au début de l'affaire. Outre M. Lambsdorff, M. Gerhard Stoltenberg, le ministre des finances, M. Helmut Haussmann, celui de l'économie, M. Lothar Späth, le ministre président du Bade-Wurtemberg et Wolfgang Schäuble, le ministre à la chancellerie, ont eu de longues entretiens avec les responsables américains pour les convaincre de la bonne volonté de Bonn à trouver des solutions.

Après la mise en cause de la firme Imhausen Chemie, le chancelier Kohl avait, à plusieurs reprises début janvier, reproché aux Etats-Unis d'orchestrer une campagne anti-allemande alors qu'aucune preuve « utilisable en justice » n'existait pour ordonner l'inculpation des responsables de la firme. Dans l'entourage du chancelier on disait alors M. Kohl « amèrement » déçu de l'attitude des Américains qui laissent des accusations sans preuves. Il a fallu les révélations de la presse pour que le parquet d'Offenbourg ouvre une enquête contre Imhausen Chemie, et d'autres inculpations encore pour que l'on reconnaisse l'étendue du désastre : au moins trente firmes impliquées en RFA dont une filiale du groupe nationalisé Salzgitter AG, qui a reconnu avoir livré des plans d'installation pour une usine chimique à Imhausen. Siemens est mis en cause pour du matériel électronique qui a transité par Hong-kong avant d'être retourné à Rabta. Selon le président de Salzgitter, M. Ernst Plesner, une centaine d'entreprises ont fourni du matériel sans être trop curieuses sur sa destination.

En banc
des accusés

Désormais, le problème n'est plus de savoir si l'on dispose de preuves pour inculper les firmes soupçonnées d'exportations illégales, mais de mettre au point une nouvelle réglementation pour éviter ces exportations. La presse et l'opposition font remarquer que l'affaire de Rabta n'est pas un fait unique dans l'histoire de la République fédérale. « La RFA est impliquée dans l'exportation d'armes ABC dans le monde entier », accuse l'hebdomadaire *Der Spiegel*. En 1984, a-t-il révélé, les autorités de Bonn ont autorisé l'exportation de beryllium en Inde, une substance utilisée pour la fabrication de la bombe atomique.

Une entreprise ouest-allemande, Sigma Chemie, a reconnu avoir fourni de petites quantités de mycotoxines, susceptibles d'entrer dans la fabrication d'armes biologiques à une autre firme qui a exporté vers l'Irak. Dans un catalogue de quarante-quatre questions adressées le 25 janvier dernier au gouvernement, le Parti social-démocrate demande : « Comment se fait-il que la RFA interdise seulement l'exportation de neuf substances chimiques alors que les USA en interdisent vingt-six et l'Australie trente ? »

Aujourd'hui, le SPD n'est plus le seul à juger nécessaire un contrôle des exportations. « Il y a de la crédibilité de la RFA auprès de ses alliés occidentaux », a déclaré M. Späth en rentrant des Etats-Unis. « J'ai retiré de ma visite l'impression qu'en Amérique, ce ne sont pas quelques firmes isolées qui sont mises au banc des accusés, mais l'industrie allemande dans son ensemble », a-t-il ajouté.

Le ministre de l'économie de Bonn travaille d'arrache-pied pour mettre au point un projet de mesures restrictives qui devrait être adopté par le cabinet le 15 février, puis présenté au Bundestag. Lors de son voyage à Washington, M. Schäuble, le ministre à la chancellerie, en a révélé les grandes lignes au président George Bush et au secrétaire d'Etat, M. James Baker.

Désormais, les entreprises ouest-allemandes proposant des substances permettant de fabriquer des armes nucléaires, chimiques ou biologiques seront sévèrement contrôlées : l'exportation de matières premières et de produits chimiques dans des pays « sensibles » nécessitera une autorisation spéciale. Des peines plus sévères seront applicables aux industriels allemands soupçonnés de participer à la production d'armes chimiques et biologiques situées en dehors du territoire de la RFA.

Le conflit qui oppose actuellement la firme Degussa au ministre de l'économie a permis de révéler la livraison de produits chimiques à la Libye.

montre cependant que les barrières ne sont pas très faciles à fixer. Les douaniers ouest-allemands ont intercepté le 29 janvier dernier, juste avant qu'elle ne soit embarquée, une cargaison de dix-sept conteneurs chargés de 255 tonnes d'hexaméthyltétramine en partance pour la Libye. Le ministre a demandé à la firme de Francfort, spécialisée dans la chimie et les métaux précieux, de lui fournir des renseignements précis sur l'utilisation de ces produits pour en autoriser, ou non, l'exportation.

Selon Degussa, ces produits sont destinés à une usine de fabrication d'engrais à Bengasi, à plus de 1 000 kilomètres de Tripoli. Toutefois, son porte-parole a reconnu qu'il « pourrait également être utilisés dans la fabrication d'explosifs ».

La fédération de l'industrie chimique ouest-allemande a demandé de son côté à ses membres de ne pas cesser le commerce avec la Libye. En 1987, la RFA a exporté pour plus de 80 millions de Deutschmarks (45 millions de dollars) de produits chimiques en Libye.

(Interim.)

A l'initiative de la France, de la Norvège et des Pays-Bas

Une conférence internationale sur la pollution de l'atmosphère se tiendra le 11 mars à La Haye

AMSTERDAM
de notre correspondant

Les menaces qui pèsent sur la couche d'ozone et l'effet de serre qui en résulte seront notamment à l'ordre du jour de la conférence de La Haye qui se tiendra le 11 mars prochain. Le gouvernement néerlandais pourra publier la semaine prochaine la liste des Etats participants. L'incertitude actuelle s'explique par le fait que certains pays hésitent encore à accepter l'invitation qui leur a été lancée. Le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, a néanmoins donné pour certaine la participation de pays de l'Est, sans préciser lesquels. Celle de pays en voie de développement est également annoncée.

L'idée de la conférence revient à M. Michel Rocard. Le premier ministre français s'en serait d'abord occupé, l'été dernier, à M. Brundage, son homologue norvégien, auteur du rapport « Notre avenir commun » de la

commission des Nations unies pour l'environnement et le développement. Il l'aurait ensuite soumise à M. Lubbers, qu'il a rencontré en octobre et en décembre derniers. Les trois chefs de gouvernement sont aujourd'hui co-organisateurs de la réunion qui se tiendra probablement au Palais de la paix, où siège la Cour internationale de justice (CIJ), le principal organe judiciaire de l'ONU.

Le choix de ces locaux n'est pas neutre : outre la solennité des lieux, il semble indiquer la volonté des Etats participants de se placer sous le parrainage des Nations unies. Un accord international pourrait, dit-on, être signé et serait soumis à la juridiction de la CIJ. Par ailleurs, selon le quotidien *Het Parool*, M. Michel Rocard proposera la création d'une « autorité supranationale pour lutter contre les délits en matière d'environnement ».

CHRISTIAN CHARTIER.

Asie

AFGHANISTAN : le pont aérien des Nations unies

Le premier avion apportant de l'aide internationale est arrivé à Kaboul

Le premier avion du pont aérien des Nations unies pour approvisionner Kaboul est arrivé, vendredi 10 février, dans la capitale afghane. Transportant 26 tonnes de blé, de lait en poudre et de médicaments, l'appareil, affrété à la compagnie aérienne éthiopienne, venait du Pakistan. Les responsables du programme d'aide d'urgence organisé par le prince Sadruddin Agha Khan espèrent secourir trente mille personnes. L'ONU a aussi annoncé la conclusion d'un accord avec Kaboul, Islamabad et les moudjahidins qui permettrait le ravitaillement de Kaboul par la route.

Selon un expert du département d'Etat américain qui a gardé l'anonymat, les Etats-Unis, qui ne participent pas aux efforts de l'ONU, finan-

cent l'acheminement de secours dans les secteurs contrôlés par la résistance. Ils soutiendraient ainsi tacitement la stratégie des moudjahidins, qui tentent d'asphyxier Kaboul.

M. Robert Neumann, ancien ambassadeur américain à Kaboul, a estimé que l'utilisation de la faim comme arme n'était pas nécessairement condamnable, la chute rapide de la capitale afghane étant préférable aux souffrances causées par un long siège. Enfin, selon le *New York Times*, le président Bush a décidé de poursuivre l'aide militaire à la résistance tant que le régime prosoviétique restera en place. — (AFP, Reuter, UPL)

La popularité de l'ex-roi Zaher Chah

KABOUL
de notre envoyé spécial

La route de Ghazni, presque droite, traverse des étendues immenses. La vallée est paisible. Derrière nous, à une quinzaine de kilomètres, les faubourgs de Kaboul. Devant, à une distance équivalente, Maidan-Shahr, premier gros bourg sur la route du Wardak. Sortir, et donc entrer dans Kaboul, n'est pas si compliqué. Nous sommes au troisième poste de contrôle de l'armée afghane, le dernier. A un kilomètre de là, confirmation plusieurs chauffeurs de cars, on rencontre les *douchmans* (l'ennemi).

C'est un petit détachement de soldats bon enfant, habillés à la diable, avec de curieux bonnets de tankistes. Le thé chauffe près d'une maison en pisé, un troupeau de moutons à longue laine passe avec son berger. En venant, nous avons croisé des champs de mines entourés de herbes folles. Les cars s'arrêtent : ils viennent de Kandahar, parfois de Herat, sans encombre. Ils sont bondés d'enfants aux joues rouges et d'hommes enturbannés, de paquets mal ficelés.

Les contraires n'existent pratiquement pas. Les soldats sont confiants : les *douchmans* sont là, derrière le premier valloignement, presque à portée de regard, tranquilles eux aussi. Pour aller plus avant, il est préférable d'arriver entre 8 et 10 heures du matin. En dehors de ce créneau horaire, nous indiquent les soldats, les moudjahidins rançonnent systématiquement les voyageurs. La conversation roule sur l'avenir. Les soldats sont inquiets : « Cropez-vous que la paix va revenir ? » « Inch Allah », bien sûr, quoi d'autre ? L'avenir ? La réponse est unanime : « Zaher Chah ». Et s'il fallait choisir, entre le roi en exil et le président Najibullah ? Même acquiescement, dans un souffle : « Zaher Chah ». Et Massoud, le célèbre commandant du Panthir ? La réponse est donnée par un geste rapide, qui court de l'un à l'autre. Sondage rapide sans doute. Mais confirmé dix fois, cent fois. A Kaboul, le bazar et la rue sont royalistes.

Il y a plus d'un an, dans les camps de réfugiés situés dans la zone frontalière pakistanaise, le professeur Majrooh, assassiné peu après, avait effectué un sondage. La réponse était claire : « Zaher Chah ». Le régime procommuniste de M. Najibullah le sait bien : Bagrami et Chekwak sont deux villages situés à une trentaine de kilomètres de Kaboul. Les 4, 5 et 6 février, des affiches représentant le roi étaient collées sur les murs, gardées par des soldats... A Rikhsor aussi, ce quartier situé dans un périmètre interdit, après le ministère de la défense, la photo du « King Mohammad Zaher Chah » était apposée à deux endroits. Le roi, « gardé » par les soldats du PDPA, le parti procommuniste ?

M. Habibi, le président du Sénat, est francophone et francophile. La France, il l'a connue pendant treize ans, notamment durant la « période héroïque » de l'après-guerre.

Comme « la reine d'Angleterre »

Comme d'autres, M. Habibi voulait la fin de la « monarchie héréditaire ». Aujourd'hui, explique-t-il, « le peuple en a assez de la guerre. Il se rappelle moins le roi que l'époque du roi », une période de paix : « On aime le symbole qu'il représente ».

Non-membre du PDPA, « ami du roi », pour qui il a beaucoup d'estime, M. Habibi est favorable à son retour, comme un symbole d'unité nationale, de retour à la paix, et non en tant que chef de l'Etat doté de pouvoirs effectifs. Il le verrait bien comme « la reine d'Angleterre », parce que c'est « la seule personnalité acceptée par le plus grand nombre ».

L'avenir, le président du Sénat l'imagine sous la forme d'un conseil de cent ou cent cinquante membres, associant toutes les parties, c'est-à-dire notamment le PDPA et les moudjahidins. Là-dessus, il n'a aucun doute : « Il faut la participation absolue et indispensable du PDPA. Il y a de nombreuses couches de la population qui défendent les acquis

de la révolution. » Comme le président Najibullah, comme tous les principaux acteurs du régime de Kaboul, M. Habibi réfute par avance une « *choura* » qui nierait l'existence future du PDPA et en proposerait seulement d'intégrer les « bons musulmans ». Il s'interroge souriant : « Suis-je un bon musulman ? »

Le régime prosoviétique a bien compris qu'il y avait une « carte Zaher Chah » à jouer. Et les partis « traditionnalistes » et royalistes de Peshawar, dirigés par MM. Gaylani, Mohammedi et Mojadidi, probablement aussi. La faction Parcham (à laquelle appartient M. Najibullah) du PDPA verrait d'un bon œil un retour du roi, faire-valoir d'un PDPA à peine rénové, alors que le Kaboul ne veut pas en entendre parler.

A Kaboul, on rencontre de vieilles familles pachtounes qui vouent un culte aveugle à l'ex-souverain : « Du temps du roi, plaide un intellectuel à la mine très aristocratique, on pouvait rencontrer librement ses amis, lire tous les journaux, même ceux de l'opposition, et recevoir la presse étrangère. On pouvait lire tous les livres, se rendre à l'étranger, et le pays se portait bien. Le roi doit revenir. Il suffit qu'il se rende à Jalalabad ou à Kandahar, et qu'il annonce son retour ».

De Rome, après un long silence, l'ex-souverain a récemment manifesté son désir de rejouer un rôle pour son pays (le *Monde* du 17 janvier). En juillet 1973, avant de partir, alors qu'il avait laissé grandir l'influence des jeunes officiers prosoviétiques, il était un personnage lymphatique et effacé, dépassé par son entourage. Cet « emourage », composé « essentiellement d'intellectuels de droite », comme dit M. Habibi, est toujours présent. « Si le roi revenait demain, prétend un intellectuel, il y aurait plus d'un demi-million de gens pour l'accueillir à Kaboul. » Peut-être. Mais gouverne-t-on un pays seulement avec des symboles ?

LAURENT ZECCHINI.

Au Nicaragua et au Salvador

Nouvelles perspectives dans le cadre du plan de paix pour l'Amérique centrale

La prochaine réunion des chefs d'Etat de cinq pays d'Amérique centrale (Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador), qui devait débuter lundi 13 février dans la capitale salvadorienne, a donné lieu à une série de nouvelles propositions dans le cadre d'une relance du plan de paix pour la région présenté au mois d'août 1987 par le président costaricien Oscar Arias.

Au Nicaragua, le président Daniel Ortega devrait proposer des élections anticipées et l'amnistie de certains prisonniers politiques. Ces propositions ont été présentées au cours de pourparlers avec les partis d'opposition nicaraguayens. M. Adan Fletes, membre du Parti social-chrétien, a indiqué que les élections générales, prévues pour le mois de novembre 1990, pourraient être avancées à ce mois de février 1989.

M. Isidro Tellez, chef du Parti marxiste-léniniste, a, pour sa part, déclaré au quotidien pro-gouvernemental *Nuevo Diario* que le président nicaraguayen proposerait également la libération de mille huit cents membres de la Garde nationale de l'ancien dictateur Somoza qui se trouvent toujours incarcérés.

Au Salvador, les dirigeants de treize partis politiques ont annoncé vendredi 10 février qu'ils acceptaient le dialogue avec le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN, organisation de guérilla d'extrême gauche), afin de discuter du report éventuel des élections générales prévues pour le 19 mars. Cette annonce fait suite à une proposition du FMLN demandant le report du scrutin au 15 septembre en échange d'une reconnaissance de la légitimité du processus électoral. Les partis politiques, qui n'ont pas encore réussi à élaborer une contre-proposition, devaient se réunir à nouveau dès lundi. Deux dirigeants du FMLN se sont, d'autre part, entretenus, samedi 11 février, avec le président costaricien au sujet du report des élections au Salvador. — (AFP, Reuter.)

La visite du président Bush au Canada

Les Etats-Unis sont prêts à négocier un accord bilatéral sur les pluies acides

MONTREAL
de notre correspondant

La première visite que le président américain George Bush effectuera, vendredi 10 février, à Ottawa — et à l'étranger, — moins d'un mois après son entrée en fonctions, a été brève mais « encourageante » pour le Canada. Le premier ministre canadien Brian Mulroney, porté à nouveau au pouvoir en novembre dernier, a obtenu, à l'issue de quatre heures de discussions particulièrement détendues, ce que le président Reagan lui avait obstinément refusé pendant quatre années : l'engagement que les Etats-Unis négocieront un accord bilatéral sur les pluies acides.

Il ne s'agit toutefois là que d'une déclaration de bonnes intentions. M. Bush a expliqué qu'il lui fallait au préalable déposer à Washington la loi anti-pollution récemment promulguée et trouver un terrain d'entente avec le Congrès sur un calendrier et des objectifs de réduction des émissions polluantes américaines.

Les autorités canadiennes estiment avoir fait plus que leur part pour venir à bout de ce fléau, qui détruit les forêts canadiennes, tue la faune et menace les terres agricoles les plus fertiles. Les sept

provinces de l'est et du centre du pays se sont entendues en 1985 pour réduire de moitié d'ici à 1994 les émissions polluantes de leurs industries. Le Canada a aussi imposé des normes sévères pour limiter la pollution automobile et a banni l'essence au plomb. Toutes ces mesures restent toutefois largement insuffisantes : la moitié des précipitations acides recueilliées en 1987 provenait des Etats-Unis et de leurs principaux pollueurs, les quelque deux mille centrales thermiques au charbon des Etats du Middle-West.

La question des pluies acides constituait la seule « anomalie », selon le terme canadien, dans les relations entre Ottawa et Washington, qualifiées « de très bonnes » de part et d'autre. MM. Bush et Mulroney ont, en outre, au cours de cette première « rencontre de travail », abordé la question de l'évolution des rapports Est-Ouest et la situation en Amérique centrale, tandis que le ministre canadien du commerce extérieur, M. John Crosbie, et la représentante américaine pour le commerce, M. Carla Hills, évoquaient les premières atrocités commises dans l'application du traité de libre-échange canado-américain, entré en vigueur en janvier dernier.

MARTINE JACOT.

Devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU

Un Africain dénonce la discrimination raciale en Chine

GENÈVE
de notre correspondant

Respectant un accord tacite, aucune des grandes puissances n'avait trébuché jusqu'à présent la présidence ni même l'une des vice-présidences, de la commission des droits de l'homme des Nations unies. Cette année, la Chine a déployé de multiples efforts pour être élue à la vice-présidence. Avec la volonté, tout le monde en convient, d'éviter que ne se déroule un débat sur le Tibet. Son candidat a été élu, mais on a parlé et l'on repartira sans doute du Tibet.

En effet, vendredi 10 février, ce n'était pas le président en exercice, M. Marc Bossuyt (Belgique), mais son adjoint chinois, M. Qian Jiaotong, qui occupait le fauteuil présidentiel. Or, le sort des Tibétains a été évoqué, mais brièvement, par une organisation non gouvernementale, le Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples, représenté

té par un opposant guinéo-équatorien, M. Eya-Nchama.

Plus éloquent encore pour la Chine, M. Eya-Nchama a rappelé la séquestration d'un fonctionnaire international, M. Zhu Jiwang, traducteur attaché à la direction linguistique de l'ONU. Son crime ? Vouloir épouser sa compagne italienne, qui attend un enfant de lui pour le mois de mars. Cette nouvelle affaire de fonctionnaire international retenu de force dans son pays d'origine préoccupe d'autant plus ses collègues qu'ils avaient décidé de présenter un candidat à la présidence du conseil du personnel de l'ONU à Genève.

L'orateur, enfin, évoqué, avec force exemples, la discrimination dont sont victimes ses frères de couleur en Chine. En conclusion, il a invité les Etats africains « à rapatrier leurs étudiants de Chine dans les plus brefs délais, afin de sauver leur honneur et leur dignité ». C'était la première fois que la Chine était ainsi prise à partie au sein de la commission.

L. V.

مركز من الأصل

هكذا من الأصل

Politique

La préparation

Marseille : le Parti communiste à la proue

Marseille
de notre correspondant régional

Aux côtés d'un PS diminué par ses divisions internes et en proie au doute, le PC, lui, aborde les élections municipales, à Marseille, avec un moral à toute épreuve. Les communistes sont bien dans leur peau, assure M. Robert Bret, le secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône.

Depuis les dernières élections cantonales, qui ont marqué une remontée de son influence, le PC, il est vrai, paraît rasséréné. De 1978 à 1986, et surtout depuis les élections européennes de 1984, sa chute avait été rude avec une perte, à Marseille même, de plus de la moitié de son électeur. Alors qu'il devançait encore le PS, à l'élection présidentielle de 1981, avec 25,81 % des voix, il était tombé à 13,26 % aux élections législatives de 1986, le plus mauvais score de son histoire dans ce type de scrutin.

Le PC, en fait, a réagi avec retard aux mutations socio-économiques qui se sont produites à Marseille comme dans l'ensemble de la société française. Au moment où ces mutations intervenaient, explique M. Robert Bret, nous étions au plus fort de notre influence électorale. Nous n'étions donc pas concernés. La vie s'était déplacée et nous

sommes, un moment, restés figés. Mais nous avons redéfini notre stratégie, nous nous sommes réorganisés et nous commençons, aujourd'hui, à en voir les résultats. La fédération communiste des Bouches-du-Rhône serait donc, désormais, en état de marche et ses militants réunis, sur une ligne claire, pour reconquérir la place qui était, naguère, celle du parti dans la vie politique marseillaise.

« Un bon accord »

Ce tableau nécessite pourtant quelques retouches. Le PC marseillais est, certes, beaucoup plus calme que celui du Doubs ou celui de la Haute-Vienne. Mais il a aussi ses contestataires.

Les « rénovateurs », d'abord, qui ont eu pour ancêtres, en 1978, les signataires de la pétition des trois cents, mise en circulation à partir d'Aix-en-Provence après la rupture des négociations PS-PC sur l'actualisation du programme commun. Les seuls à être organisés en un collectif départemental qui compte une centaine de membres répartis dans sept ou huit collectifs géographiques. Parmi eux, trois maires, dont celui de Fos-sur-Mer (onze mille habitants).

Pour la première fois, aux dernières élections cantonales, ils ont

pris la mesure de leur audience électorale en présentant six candidats dans le département, dont la moitié à Marseille. Leur score n'a pas dépassé les 2 % sauf à Roquevaire où il a atteint 6,37 % grâce à la personnalité du candidat.

Le mouvement des « reconstruc-teurs » est également représenté, essentiellement à Marseille — où M. Claude Poperen leur a rendu visite — mais il est, par définition, très discret. Une trentaine de militants en feraient partie parmi lesquels est couramment cité un adjoint au maire de Marseille. Les critiques des uns et des autres — qui se rencontrent régulièrement — sont convergentes et se rejoignent, au moins, sur un point : le fonctionnement anti-démocratique et l'alignement de la fédération sur la direction nationale du parti.

Réplique de M. Robert Bret : « Alignement sur la direction, non. Accord total sur la ligne définie au vingt-cinquième congrès, c'est évident. Mais les faits nous ont donné raison ». Le secrétaire de la fédération, qui évoque, par ailleurs, l'action menée en direction des ingénieurs, cadres et techniciens (de vingt à trente cellules nouvelles d'entreprises ont été créées dans les deux dernières années) estime, au demeurant, que les contestataires « ont été battus politiquement » et qu'« aucune tête n'a été coupée » (les intéressés parlent, en effet, d'« exclusion »). « Loin d'étouffer les initiatives nous les avons, dit-il, libérées car nous sommes contre les communistes robots ».

Fort des dix-huit mille cinq cents militants qu'il revendique, le PC aborde, quoi qu'il en soit, les prochaines élections municipales dans un esprit résolument offensif. Il a tiré, il est vrai, de réelles satisfactions de l'accord conclu avec ses alliés du PS à Marseille, et dans l'ensemble du département. Moins « un mariage d'amour qu'un mariage de raison », mais un « bon accord », meilleur « en quantité et en qualité » que celui de 1983. Le PS, certes, n'était pas en position de force. Mais, M. Robert Bret s'en défend, « le PC ne lui a pas disputé sa représentativité ».

En cas de victoire des listes de l'Union de la gauche à Marseille, les communistes auront de dix-sept à dix-huit élus, soit un à deux de plus qu'il y a six ans. S'ils n'ont obtenu, comme en 1983, qu'une seule tête de liste, alors qu'ils en réclamaient deux, le positionnement de leurs candidats sur les listes est en revanche plus favorable (ce sont des socialistes qui occupent généralement les places « charnières »). Ils se félicitent, d'autre part, d'avoir fermé la porte à toute alliance, entre les deux tours, avec des « hommes de droite » et, surtout, de l'élaboration d'un programme d'action municipale auquel ils attachent beaucoup d'importance et qui porte fortement leur empreinte. Bref, la « lucidité et le réalisme » ont triomphé et le PC va désormais lancer toutes ses forces dans la bataille en se voulant le fer de lance de l'Union de la gauche.

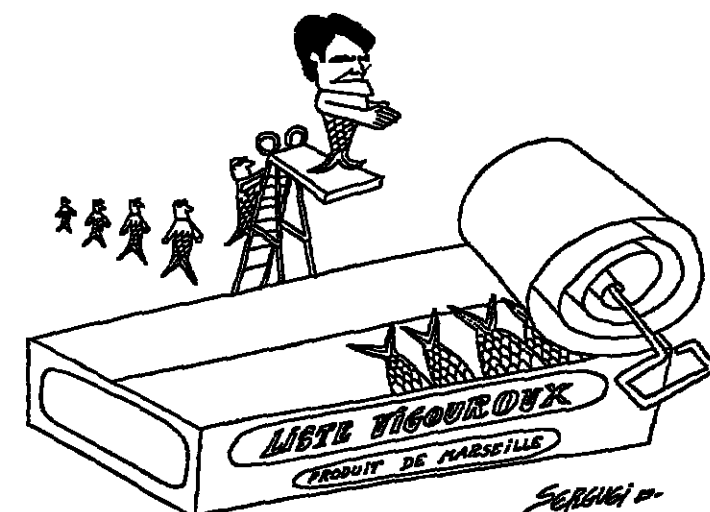
Le cas Vigouroux n'est pas son problème, et il n'a « aucun droit d'ame » à l'égard de Michel Pezet qui est « un socialiste comme un autre », désigné officiellement comme candidat par son parti et, sans doute, « injustement victime de sa mauvaise réputation ».

GUY PORTE.

M. Tapie
serait candidat
auprès de M. VigourouxMarseille
de notre correspondant
régional

M. Bernard Tapie, nouveau député des Bouches-du-Rhône, aurait décidé, en définitive, d'être candidat aux élections municipales à Marseille. Il aurait opté en faveur des listes du maire socialiste dissident de Marseille, M. Robert Vigouroux, sa présence sur l'une des listes PS-PC étant, par ailleurs, impossible en raison de l'opposition du PC.

M. Tapie se présenterait dans le cinquième secteur municipal (neuvième et dixième arrondissements) qui se confond en partie avec la sixième circonscription où il a été élu le 29 janvier.



L'homme d'affaires ne serait qu'en troisième ou quatrième position sur la liste conduite, dans ce secteur, par M. Charles-Emile Loo, député européen et M. René Olmetta, ancien député.

En cas de victoire cette liste aurait douze élus. Dans un premier temps, M. Tapie avait envisagé de défer le chef de file de la droite marseillaise, M. Jean-Claude Gaudin, dans son fief du quatrième secteur municipal (sixième et huitième arrondissements). Depuis son élection comme député des Bouches-du-Rhône, l'homme d'affaires a successivement rencontré M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ainsi que, le jeudi 9 février, M. Michel Rocard, premier ministre.

G. P.

Les reconstruc-teurs marseillais
du côté de l'actuel maireMarseille
de notre envoyé spécial

M. Lucien Vassal vole d'inauguration en inauguration. Vendredi, on le voit rue Saint-Ferréol, serré sur une minuscule tribune contre M. Robert Vigouroux. Il rend aux piétons cette artère qui va de la Canebière à la préfecture. Ses collègues socialistes sont au bas de l'estrade et ses amis communistes sont absents. Samedi 11 février, il devait remettre en avant l'immeuble de la Marseillaise, le quotidien régional du PCF, pour l'inauguration du cours Honoré-d'Estienne-d'Orves, débarrassé d'un abominable parking à étages en plein air et refait à neuf en granit et pierre de Cassis. Désormais les voitures iront

Dans ce bastion communiste marseillais, il affrontera M. Guy Her-mier, membre du bureau politique du PCF, tête de liste pour le compte de M. Michel Pezet, le candidat officiel du PS à la mairie.

L'entourage de M. Vassal affirme que le Parti communiste a « oublié » de le pressentir pour figurer à nouveau dans les éligibles du conseil municipal. De même que le parti aurait « omis » de lui remettre sa carte d'adhérent pour 1989. Est-ce pour cette raison qu'on lui aurait, en revanche, proposé de repartir aux municipales sous l'appellation de « République de progrès » ? Allez savoir !

Seul parmi les onze adjoints communistes à soutenir M. Vigouroux, ce professeur de physique-chimie de la mouvance des « reconstruc-teurs », qu'on dit « passionné par son boulot », ne serait pas seul à avoir opté pour ce qui va se traduire par une rupture avec le PC. Au total, huit « reconstruc-teurs » communistes figurent en position éligible, avec cette étiquette, sur les listes « Vigouristes ». On pourrait en trouver une vingtaine, selon un proche de M. Vassal, guignant un poste de conseiller d'arrondissement.

Chargé de l'aménagement du confort urbain et des espaces verts, M. Vassal s'est entouré d'une équipe d'urbanistes et de spécialistes en tout genre qui ont pour souci principal de le préserver, le protéger, le soustraire à la curiosité avec un goût du secret parfois hors de proportion. « Nous avons déjà été menacés », explique un de ses proches.

En opposition avec la stratégie et les méthodes de la direction du PCF, ces « reconstruc-teurs » phobes estiment que la fédération des Bouches-du-Rhône — qu'ils qualifient, sans nuance, de « brejeuvienne » — est trop alignée sur Paris. Ils n'en revendiquent pas moins une culture communiste en affirmant que « le jeu révolutionnaire a droit de cité ». Craignent-ils une dérive de Robert Vigouroux ? Pour eux, le maire exclu du PS « a soulevé l'espoir à gauche » et « il sait jusqu'où il ne peut pas aller sur sa droite ».

Apôtres de « la non-exclusion », défenseurs de la cohabitation entre les nouveaux villageois de la ville et la communauté immigrée, souvent reclus dans des ghettos, ces vassaux communistes de Robert Vigouroux savent, d'ores et déjà, que leur parcours au sein du PCF est arrivé à son terme.

OLIVIER BIFFAUD.

Querelle entre socialistes
Le coup de rasoir de Clichy

La victime est une jeune femme blonde, l'agresseur, « un grand Maghrébin barbu et mal rasé », l'arme, un rasoir. Un rasoir ou un cutter, le poigne n'est pas fidèle. L'affaire se déroule à Clichy-la-Garenne, une ville des Hauts-de-Seine dont le maire a mauvais caractère.

Ce mercredi 28 décembre, M^{me} Françoise Luneau distribue des tracts à 9 heures et demie du soir. En survêtement. Ex-jeune communiste, ex-socialiste de Courbevoie, du Val-de-Marne et des Hauts-de-Seine, ex-assistante parlementaire de cabinet députée PS, ex-membre du cabinet du maire socialiste de Clichy, M. Gilles Catoire, le tout à vingt-huit ans, M^{me} Luneau tient à épuiser son stock de tracts numérotés : « M. Catoire, vous n'êtes pas propriétaire de Clichy ». Et à en glisser un dans la boîte aux lettres de « la personne » qui l'a « courcée » la veille dans les rues de la ville. Elle est accompagnée d'un ex-ambulancier, M. Patrick Piffert, qui trouve, lui aussi, que « mademoiselle est un peu provo ».

L'objet déchire le survêtement et M^{me} Françoise Luneau est blessée dans le dos. M. Piffert reconnaît « formellement » dans l'un des agresseurs un gros bras parisien utilisé par le PS choisis au moment des législatives « pour assurer notre protection et fouler la zénitude du côté de la droite ». A sa sortie de l'hôpital Beaujon, M^{me} Luneau rédige son tract numéro trois : « La démocratie au rasoir ». Le maire l'attaque en diffamation. L'ex-premier adjoint, M. Henri Le Gall, surnommé, selon lui, le « Tonton de Clichy », rejoint les agresseurs et décide de se présenter contre le maire aux municipales pour « rendre Clichy aux Clichéens ». Il y aura donc deux listes de gauche, outre celle conduite, pour la droite, par M. Didier Schüller.

« Le Pen de gauche »

M. Gilles Catoire a horreur des agressions. Quand on vient lui demander pourquoi la police, dans sa ville, se range à la rubrique faits divers, son premier adjoint, M. Henri Conte, est heureusement présent dans son bureau pour lui rappeler qu'un journaliste pose des questions « pour s'informer », ce qui le détend un peu. On l'a vu, à la sortie d'une réunion, lâcher ses affaires et faire 200 mètres en courant. Le maire a pourtant un alibi en béton. Le soir de l'incident, il se trouvait à Berlin, « à un concert du Philharmonique dirigé par Karajan ». Agrégé de sciences sociales, M. Catoire juge la ville « d'un calme total », la section socialiste « active, disciplinée et pourtant démocratique », et lui-même se sent « bien dans sa peau ». Il a succédé à M. Jacques Delors en 1985 après empoignade dans la salle du conseil municipal et intervention des forces de l'ordre.

Chargée de l'enquête, la section départementale de la police

judiciaire interroge le militant Saad Belaid, dit « Nounours », après l'avoir délesté de ses lunettes de cheausse bien qu'il n'en fait qu'un air. Le premier la porte du local du parti le 5 janvier et qu'il ne soit pas le seul « beur » d'une section qui est selon son maire « un modèle d'intégration » (20 % de jeunes d'origine étrangère). Les policiers s'informent aussi auprès de M. Patrick Vié, secrétaire de section, du degré d'intervention du maire dans les affaires du PS. M. Vié est le troisième secrétaire de section depuis 1985. Son prédécesseur, M. Pierre Boedert, ne sait pas qu'il a été déposé et il inonde M^{me} Fiente Hauray, Jacques Delors et le préfet de lettres de récriminations écrites sur du papier à en-tête de la section. Selon M. Catoire, il y a toujours eu à Clichy-la-Garenne « une très forte rotation des secrétaires de section ».

Le coup de rasoir relance les agressions de tous bords. M^{me} Luneau, qui a travaillé pour la section en étant payée sur fonds publics, accuse le maire de lui avoir fait commettre un acte aussi odieux. Les dissidents traitent M. Gilles Catoire de « danger public » et de « malade du pouvoir qu'il faut anesthésier ». Au conseil municipal, ils refusent de voter le contrat de location de deux « motos-crochettes » destinées à nettoyer les trottoirs mais le projet est adopté grâce au RPR. Les socialistes, eux, ont un reproche à M^{me} Luneau d'avoir jeté un café à la tête d'un militant « beur », de publier sa « lettre » sur un papier si beau que seule la droite a pu le payer et de faire coller ses affiches par des léninistes.

Diplômée en droit, M^{me} Luneau confirme pour le café. Elle indique que l'imprimeur n'a pas signé ses affiches car il a été réglé « au noir », mais dénie toute responsabilité pour les couleurs : « Je les ai rencontrés au PS ». Quand on fait remarquer que le ton de ses tracts est lui-même assez léniniste, son associé, M. Yves Pirlot, conseiller municipal socialiste, ne se sent pas agressé : « Oui, mais Le Pen de gauche ». M. Pirlot a fondé la section SOS-Racisme à l'hôpital Beaujon. Il prenait, au départ, M^{me} Luneau pour une « maladroite de Catoire ». Elle lui trouve la mine d'une « levrette stalinienne ». Mais tout s'est arrangé : « C'est de l'humour noir ».

Le maire a moins d'humour, mais sa liste comptera à la fois des communistes et des personnalités « locales et démocratiques » d'ouverture, ainsi qu'un facteur anillais et deux « beurs ». S'il n'est pas à son avantage à la rubrique faits divers, il ne semble pas menacé sur le terrain politique. En ce qui concerne le coup de rasoir, la police continue son enquête.

CORINE LESNES.

GRENOBLE
de notre correspondant

La fédération iséroise du PS ne parvient pas à faire respecter l'accord conclu le 6 février, après onze heures de négociations, avec le PCF dans la « banlieue rouge » de Grenoble. Arguant des résultats électoraux enregistrés depuis 1983, militants et conseillers sortants socialistes de Saint-Martin-d'Hères, de Fontaine, et de Pont-de-Claix revendiquaient les têtes de liste.

L'accord signé par les deux fédérations allant à l'encontre de leurs vœux, ils ont décidé d'organiser des primaires « sauvages » dans ces trois communes.

Ni les menaces d'exclusion proférées par le premier secrétaire fédéral, M. Didier Migaud, ni l'absence incertaine du « combat » qu'ils engageaient ne semblent entamer leur détermination. Les contestataires sont décidés à en découdre avec le PCF qui, affirmant-ils aujourd'hui, leur aurait fait subir au cours des six dernières années les « pires humiliations ».

Ainsi, à Fontaine, où les socialistes disposent de sept sièges (dont deux adjoints) contre vingt-trois au PC et apparentés, la présidente du groupe PS, M^{me} Jacqueline Ballutet,

Isère : la gauche bafouille

dresse un tableau sombre de la vie quotidienne des élus de gauche non communistes. Ceux-ci ne disposaient pas du « minimum vital » pour travailler, comme par exemple, de clés personnelles pour pénétrer dans leur bureau, ou encore des journaux locaux, voire du courrier concernant leur secteur d'intervention.

A Saint-Martin-d'Hères, c'est M. Jean-Pierre Luppi (PS), élu député en juin dernier, qui mène l'offensive contre le maire sortant communiste, M. Joseph Blanchon. Il estime avoir été déseigné de ses prérogatives d'adjoint chargé du logement. Ses colistiers considèrent qu'« il n'est plus embaissable de repartir avec les communistes ».

Luppi constate que le PCF à Saint-Martin-d'Hères n'est, selon ses calculs, fondé sur les scrutins antérieurs, crédité que de 22,3 % contre 35,9 % à sa propre formation. Le PCF ne retient, pour sa part, que le résultat des dernières élections cantonales où M. Blanchon arriva nettement en tête avec 44 % des suffrages contre 32 % au député de l'Isère. « La primaire a déjà eu lieu », affirme le maire sortant, qui attend désormais la désignation par la fédération socialiste des candidats PS « officiels ».

A Pont-de-Claix, les socialistes veulent aussi conduire la liste d'« union » de la gauche. Mais la situation se complique en raison de l'organisation, le jour même des municipales, d'une élection cantonale partielle. Celle-ci verra s'affronter dans le canton de Vil, le maire communiste de Pont-de-Claix, l'une des communes du canton, et son adjoint socialiste.

A Echiroles, communistes et socialistes sont parvenus à un accord sur le nom de la tête de liste, M. Gilbert Blessey (PC), maire sortant, ainsi que sur la composition de la liste. Cette « entente » s'est réalisée sur le dos de cinq conseillers municipaux rénovateurs exclus du PCF, dont le premier adjoint, M. Alain Arvin-Bérod. Les socialistes ont souverainement ignoré le groupe contestataire, proposant seulement à M. Arvin-Bérod de figurer sur la liste PS... à Grenoble, M. Arvin-Bérod a décidé de constituer une liste avec ses amis du conseil municipal, mais également avec un conseiller PS sortant, M. Roland Allmondo, et des personnalités, toutes situées en dehors des formations politiques, mais engagées dans la vie associative de la commune.

Leur liste espère obtenir un soutien de poids, celui de M. Georges Kioulou (PC), qui dirige la com-

mune d'Echiroles de 1944 à 1981. Il céda cette année-là son siège de maire, puis celui de conseiller général en 1982 à M. Blessey. Le 3 janvier 1989, il a dénoncé « l'héritage mal employé de son successeur » et annoncé qu'il ne voterait pas pour lui le 12 mars. Depuis lors, l'ancien maire, qui a gardé un grand prestige dans la commune, est laconique. Un silence pesant pour ses nouveaux « adversaires » mais qui, s'il prenait fin avant le 12 mars, pourrait bouleverser le jeu municipal à Echiroles.

CLAUDE FRANCHILLON.

● PRÉCISION. — M^{me} Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central du PCF et conseillère sortante de Paris, nous demande de préciser, à la suite de l'information publiée dans le Monde du 11 février que c'est « grâce au refus du PS d'accorder aux élus communistes une place équilibrée, et à la publication par M. Paul Quilès d'une liste municipale de trente-neuf membres du PS (qu'elle a décidé de) conduire une liste de rassemblement des forces de gauche dirigée contre la droite ». « Cette liste, ouverte à des personnalités soucieuses de combattre les choix de M. Toubon et attachées au pluralisme, est en cours de constitution », ajoute-t-elle.

Politique

des municipales

M. Chirac satisfait de son bilan parisien : « Tous les engagements pris en 1983 ont été tenus »

M. Jacques Chirac doit publier, mardi 14 février, les noms de tous les candidats qui figureront sur les vingt listes Union pour Paris, dont il est le chef de file dans la capitale. Le lendemain, dans le troisième arrondissement, il présentera le « projet » de cette liste pour la mandature à venir.

Vendredi, M. Chirac a dressé le bilan de la municipalité sortante, qu'il illustre par un slogan grammaticalement approximatif mais politiquement satisfaisant : « 1983-1989 : Paris réussit ». Pour M. Chirac, celui-ci se justifie, puisque « tous les engagements pris en 1983 ont été tenus, ce qui est une garantie pour qu'il en aille de même à l'avenir ».

Le maire a alors longuement décrit ses actions, qu'il a regroupées en trois chapitres : améliorer la vie quotidienne des Parisiens ; renforcer la solidarité, affirmer la place de Paris dans le monde. Il a estimé que « jamais depuis Haussmann, Paris n'avait connu une période de transformations aussi profondes ».

A propos des logements sociaux, M. Chirac a rappelé qu'ils étaient « réalisés grâce à des crédits de l'Etat, programmés dans un contrat avec la ville, qui a été signé par le ministre de l'urbanisme et du logement de l'époque, M. Paul Quilès », ajoutant : « Si l'on m'avait donné

davantage de moyens, je les aurais acceptés ».

Le maire a souligné que sous sa mandature, la ville avait créé plus d'espaces verts que pendant les cent années précédentes. Il a rappelé aussi que les eaux usées des communes en amont de Paris et déversées dans la Seine n'étaient traitées qu'à 20 % en 1979, alors qu'elles le sont aujourd'hui à 70 % ; et il a promis qu'elles le seraient à 100 % en 1994, assurant : « L'eau de la Seine sera alors pure de rejet et on pourra même s'y baigner, comme je le faisais lorsque j'étais enfant, au moment de la Libération ».

Après avoir énuméré les autres domaines de son action, il a souligné que Paris était une des rares villes où la pression fiscale avait diminué en dix ans, les prix ont augmenté de 36 % en France, alors que les impôts locaux parisiens n'ont augmenté que de 14,8 %. Et il a demandé : « Que l'on me dise où l'on fait mieux ailleurs dans une ville comparable ? » Ce résultat est obtenu, selon lui, par « une rigueur de gestion, qui a permis de maîtriser les dépenses de fonctionnement qui n'ont augmenté que de 26,7 % en six ans, tout en accroissant de 63,5 % les dépenses d'investissements, qui permettent de créer des équipements durables ».

Se limitant à la description édifiante de son bilan municipal, qu'il « présente sans complexes aux Parisiens », M. Chirac a laissé à d'autres le soin de s'en prendre à ses adversaires politiques.

Répliques à M. Joxe

M. Jean Tiberi, premier adjoint, a reproché à M. Joxe d'avoir accusé le maire de fermer des classes, affirmant que de telles décisions « sont prises par l'Etat, qui affecte ou retire les maîtres en fonction des effectifs d'élèves, mais non par la ville qui, elle, au contraire, a construit cent vingt écoles en dix ans ».

M. Roger Romani, questeur du Sénat, accusant le ministre de l'intérieur de dire « des contre-vérités », lorsque celui-ci affirme « qu'il n'y a pas de débat au Conseil de Paris », a indiqué que ce conseil municipal était « le seul en France à disposer d'une conférence des présidents de groupes, qui prépare l'ordre du jour des séances et à laquelle participe l'opposition. Il est aussi le seul, a-t-il dit, à organiser des séances de questions orales ».

M. Jacques Dominati, président du groupe UDF, a enfin tranché : « M. Joxe ne sait pas ce qu'est la vie politique parisienne et il ignore tout de la vie d'un arrondissement ».

A. P.

M. Balladur juge « indispensable » le maintien de M. Chirac à la tête du RPR

M. Edouard Balladur a affirmé, vendredi 10 février sur France-Inter, qu'il lui paraît « indispensable que Jacques Chirac demeure à la tête du RPR ». En réponse aux dernières déclarations de MM. Philippe Séguin et Charles Pasqua, qui conseillaient à l'ancien premier ministre de quitter la présidence du mouvement pour renforcer sa stature de présidentiable, l'ancien ministre de l'économie et des finances a fait observer : « L'immense majorité des adhérents et des électeurs au RPR aurait le plus grand mal à se reconnaître dans un mouvement politique qui ne

serait pas présidé par Jacques Chirac ».

Par ailleurs, M. Jacques Roseau, porte-parole du mouvement RECOURS, a tenu à témoigner de « la reconnaissance des rapatriés » à l'égard de M. Chirac. « Sans prétendre se mêler des problèmes internes du RPR », M. Roseau a souligné, vendredi, « si d'ouverture, le RPR perdait Jacques Chirac, il perdrait aussitôt la sympathie d'une large fraction des communautés harkis et pieds-noirs, ce qui constituerait un handicap sérieux pour un certain nombre de ses représentants, notamment dans le sud de la France ».

Gironde : coups de canif à l'union de la droite

BORDEAUX
de notre correspondant

La droite girondine subit les séquelles de son échec au conseil général de l'automne 1988. Les « dissensions internes », responsables de la perte au profit du PS, des deux cantons de La Teste et du Bouscat, loin de s'effacer se nourrissent désormais de rancœurs, voire de haines sans merci.

Au Bouscat, M. Gérard Vibert (PR), dont la défaite à six voix près aux cantonales a fait basculer le département de droite à gauche, est décidé à en découdre avec le député et maire sortant RPR, M. Jean Vallet. Le contentieux entre les deux hommes s'est sans cesse aggravé depuis les municipales de 1983. Entre les deux tours de scrutin des cantonales de l'automne dernier, des tracts, appelant à l'abstention ou au vote blanc, avaient été distribués au Bouscat.

Accusé d'avoir couvert cette opération, M. Vallet avait été dénoncé à la vindicte de son propre mouvement et de M. Jacques Valade, ex-président du conseil général, en particulier. Ce dernier, qui doit se contenter désormais du rôle de dauphin de M. Jacques Chaban-Delmas à Bordeaux, n'a pas pardonné. Il a obtenu une première satisfaction lorsque M. Vallet a été contraint de démissionner de la présidence du comité départemental du RPR. Nul ne doute en Gironde qu'il souhaite une vengeance complète. Quitte à ce que la gauche (qui se présentera une) l'emporte au Bouscat dans une triangulaire ? Officiellement, non. « Nous n'allons pas risquer de perdre la majorité à la communauté urbaine bordelaise », affirme M. Hugues Martin, secrétaire départemental du RPR. Il faut savoir passer l'éponge.

M. Vallet est donc assuré de l'investiture officielle du RPR et sans doute aussi de celle de l'UDF, qui pose cependant comme condition une représentation suffisante de ses diverses composantes. Le PR menace de mettre M. Gérard Vibert en congé de parti. Ce dernier n'en a cure et prépare sa liste Tradition et renouveau. Le 20 janvier, pour la forme, il a proposé à M. Vallet une « primauté organisée », assortie de négociations pour le second tour. « Je vous invite à renoncer », a laco-

niquement répondu le député et maire. L'affrontement semble donc inévitable.

Terre d'agriculteurs et de touristes, le bassin d'Arcachon présente un curieux marécage politique. A La Teste, les divisions remontent aux précédentes municipales. Le maire, M. Gilbert Moga (CNI), s'était engagé par écrit à passer la main en cours de mandat à son adjoint, M. Jean-Louis Foulhac, conseiller général CDS. Non seulement il n'en fut rien, mais encore M. Foulhac trouva aux cantonales face à lui un dissident RPR, M. Claude Espied, pourtant son collègue au conseil municipal. Cette fois, M. Moga, à soixante-deux ans, cède enfin la place, mais non à M. Foulhac. C'est M. Pierre Aloit (sans étiquette) qui a reçu, le 7 février, l'investiture pour mener la liste UDF-RPR avec l'assentiment de M. Foulhac. M. Espied, cependant, ne désarme pas et prépare sa propre liste. Elle côtoiera celle du Front national.

La droite, dans ce combat incertain, compte sur les divisions de la gauche, qui ne se présenterait pas une derrière le nouveau conseiller général rocardien, M. René Serrano.

Mais le bassin réserve d'autres surprises, symptomatiques, elles aussi, de la fragmentation de la droite départementale. A Arcachon, le maire sortant RPR, M. Pierre Lataillade, a esquivé une primauté avec M. Robert Fleury, qui lui a cédé la place en cours de mandat et qui a finalement renoncé à constituer sa propre liste. En revanche, M. Jean Fitou, ex-animateur du comité de soutien à M. Raymond Barre, aligne la sienne.

A Saint-Aubin-de-Médoc, une petite ville de la communauté urbaine, actuellement dirigée par un maire CNI, les barristes devraient aussi soutenir une liste. Ces coups de canif dans le tissu de la droite girondine ne tiennent absolument pas de l'improvisation. Le 10 octobre 1988, lors de l'élection du président du conseil général, M. Valade avait essayé l'affront de voir trois voix de droite se porter sur le socialiste M. Philippe Madrelle. L'intention affichée des barristes de « brouiller le jeu » dans quelques villes du département ne serait-elle pas la suite logique de cet avertissement ?

GINETTE DE MATHA.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

EN cette année de bicentenaire d'une Révolution encensée, embaumée et réévaluée, il en est pour croire et affirmer qu'elle n'est pas morte. Que bien des rêves dont elle était grosse restent à réaliser : qu'il ne faut pas écouter ceux qui, en lui opposant la modernité et la réforme, en proclamant la fin, ou d'autres qui voient dans toute révolution surgir « une terre nouvelle des ruines de l'ordre ancien ».

On souffle encore l'esprit révolutionnaire ? Chez Claude Guillon, qui n'a pas renoncé au vieux idéal libertaire. Aussi s'est-il attaché à faire, avec « rage et passion », et, en plus, du panache et du style, l'inventaire « des rêves qui demeurent, des armes qui nous restent et de celles que nous devons forger ».

L'attitude libertaire, c'est une sensibilité aiguë qui cherche à s'ordonner, sans se perdre, en une nouvelle façon de penser le monde, afin que les hommes se détachent des chaînes qui les entravent. Sentimentale, elle s'arme de la dialectique ; critique, elle veille à ne pas s'enfermer dans de nouveaux dogmes. Elle est souvent excessive, comme les excès qu'elle dénonce ; elle est naturellement pamphlétaire, car elle se nourrit d'indignation ; elle achoppe sur cette double difficulté qui consiste, d'une part, à convaincre la collectivité de partager une démarche axée d'abord sur l'individu ; d'autre part, à promouvoir une morale sans dogme, sans entrave. Ses thèses, ses cris, on a le sentiment de les avoir déjà entendus. Ils risquent de paraître anachroniques dans cet environnement qui se réclame de la modernité évoquée plus haut.

Cependant, il arrive que la parole libertaire retrouve de son acuité, quand elle dit tout haut ce que l'on n'ose même plus penser ; quand elle touche juste, soit parce qu'elle exprime une réaction, jusque-là réprimée, de refus divers formes de la communication, de la crise économique, de la sociobiologie, de la Chine, de la sexualité ou de l'anarchie, pour citer quelques-uns des thèmes traités, il remet tout en cause avec virulence.

On l'imagine devant sa télé, sa radio ou son journal *Le Monde*, par exemple, qui le fait si souvent bondir : il ne se laisse pas faire ! En témoignage, à titre d'exemple, son analyse de l'émission diffusée le 22 février 1984 par Antenne 2 sous le titre provocateur : « Vive la crise » et qui était présentée par Yves Montand. Claude Guillon en décoda la conclusion en ces termes : « Je ne sais pas si nous avons réussi à vous flaquez la migraine, mais on a mis le paquet. De toute façon, vos opinions sont idiotes, vos terreurs ridicules. Vous ne comprenez rien à rien ; vous n'êtes pas les seuls, d'ailleurs. Vous allez encore débiter des âneries, mais ça ne fait rien, on ne vous entend pas. L'important, c'est qu'on puisse vous fouetter toute cette merde sur le dos. Voilà, excusez le dérapage. Bonsoir et à bientôt. »

La lecture de cette transcription irrespectueuse du message, tel que Claude Guillon l'a reçu, sera peut-être choquée par la forme ou en désaccord sur le fond, mais il y a gros à parier qu'il ne regardera plus de la même façon une émission analogue. C'est en ce sens que « l'inventaire des rêves et des armes » de Claude Guillon bouscule la torpeur ambiante et dérange des comportements convenus. Ce qui distingue le cauchemar du rêve, c'est, outre les sentiments qu'ils procurent, que l'un cesse avec l'éveil, tandis que l'autre...

« De la révolution », par Claude Guillon, Alain Moreau, 270 p., 89 F.

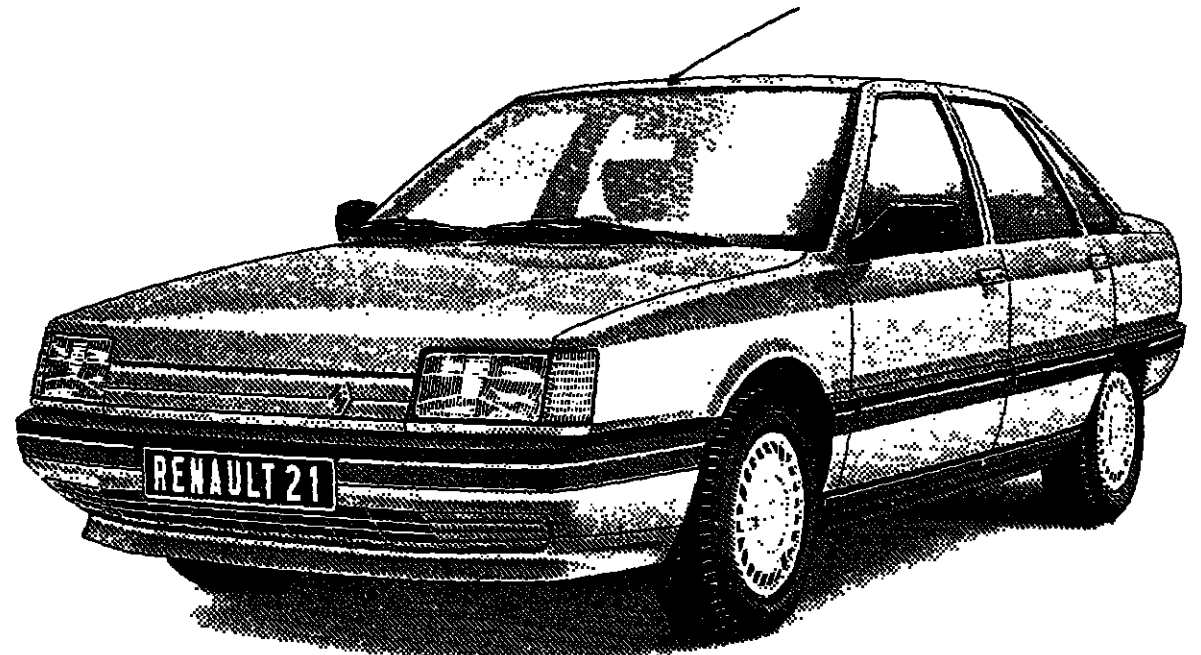
La Révolution la prochaine

que l'on ait besoin de l'entendre. Alors, sauf à se murer dans une surdité aliénante, tendons l'oreille vers elle.

Claude Guillon ne propose pas un système politique, encore moins une doctrine. Il se pose en mémorialiste, qui reprend dans l'actualité les matériaux nécessaires pour étayer sa critique sociale. C'est à la fois un journal et un manuel de savoir-réagir qu'il nous livre. Un journal décalé à un double titre. D'abord, dans le temps parce qu'il renvoie à des événements, des faits, des données qui appartiennent à un passé récent ou à l'histoire. Il se réfère à une actualité que nous avons vu défilier sous les formes fragmentaires et superficielles qui en ont favorisé l'oubli et que l'on retrouve dans sa continuité, sa cohérence ou son absurdité.

Le décalage s'opère ensuite dans la lecture et l'interprétation de ce qui se passe. Au lieu de la réceptivité très sélective, quand elle n'est pas indifférente ou biaisée, qui est le lot commun, Claude Guillon illustre une capacité de réaction « différente » qui agit comme un stimulant. Ou'il

Tout compte fait Février sera un grand mois.



Crédit 8,9% sur 12 mois. Reprise Argus + 6 000 F
jusqu'au 22 février sur les Renault 21*.

Du 1^{er} au 22 février, Renault vous fait bénéficier de deux offres exceptionnelles : Crédit sur 12 mois au TEG de 8,9% avec apport minimum de 20% sur toute la gamme Renault 21. Ex.: montant financé 10 000 F, 12 échéances de 874,05 F. Coût total du crédit : 10 488,60 F. Crédit au TEG de 11,9% sur 24 mois, 13,9% sur 36 mois, 14,9% sur 48 mois. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - S.A. au capital de F. 321.490.700 - 27-33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221.

Et en plus en ce moment chez Renault : Reprise Argus + 6 000 F de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois pour tout achat d'une Renault 21 "hors Séries Limitées". Conditions générales Argus. Diminution des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard. Ces deux offres sont réservées aux particuliers et concernent les VP. neuils. Modèle présenté : Renault 21 TXE.

DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT



مركزنا من الأصل

Société

MÉDECINE

Faute de mesures préventives adéquates

L'épidémie de paludisme à Madagascar a fait de très nombreuses victimes

Combien de victimes a fait l'épidémie de paludisme qui a sévi l'an dernier dans la région des Hauts Plateaux à Madagascar ? L'Organisation mondiale de la santé (OMS) parle de « plusieurs dizaines de milliers » de morts, tandis que Sophie Bedon, une infirmière française qui participait à une mission de l'Association internationale contre le fâim (AICF) à Madagascar, avance le chiffre de 300 000 victimes (1). Cette dernière estimation est jugée « plausible » par des représentants du ministère français de la coopération qui se sont récemment rendus sur place.

Quel que soit le bilan exact de cette épidémie, on est frappé par la discordance entre son ampleur et la faible retenue qu'elle a suscitée. Même si le gouvernement malgache est largement responsable de cette « discrétion », d'une manière générale, le paludisme, qui chaque année provoque 100 à 300 millions de nouveaux cas dans le monde et tue, uniquement en Afrique, un million d'enfants de moins de six ans, n'est pas au premier rang des préoccupations. Lors des septièmes Journées médicales et pharmaceutiques qui ont eu lieu le mois dernier à Abidjan, le ministre ivoirien de la santé avait pourtant rappelé qu'actuellement les deux priorités sanitaires en Afrique sont le paludisme et la rougeole, et non pas le SIDA.

Dans les années 50, avant l'indépendance de Madagascar, les autorités françaises décidèrent de lancer de vastes campagnes destinées à éradiquer le paludisme. De grosses

quantités d'insecticides, comme le DDT, furent répandues, à tel point que sur les Hauts Plateaux les moustiques, vecteurs de la maladie, disparurent peu à peu. Après l'indépendance, et surtout après l'arrivée au pouvoir, en 1975, du président Didier Ratsiraka, les campagnes de lutte contre la maladie, furent peu à peu abandonnées. Résultat : les moustiques commencèrent à revenir, attirés par les fantastiques réservoirs que sont les plantations de riz et les canaux d'irrigation. La population des Hauts Plateaux, qui n'avait pas vu de moustiques depuis des années, avait perdu ses défenses immunitaires et représentait donc une proie idéale pour la maladie.

L'Éthiopie aussi

A la faveur de conditions climatiques assez particulières — la température l'an dernier avait en moyenne augmenté de 8° — et de la déforestation, les moustiques furent particulièrement virulents. Faute de réserves suffisantes en médicament (chloroquine), plusieurs dizaines de milliers de personnes furent infectées par le « Plasmodium falciparum » transmis par les insectes. Et quand le gouvernement malgache se résolut à faire appel à l'aide internationale et à l'OMS, il était déjà trop tard.

Pour avoir une idée de la gravité de l'épidémie, l'Institut Pasteur de Madagascar choisit d'étudier son impact sur un village proche de la capitale, Antananarivo. Le taux d'infection était très élevé, atteignant tous les groupes d'âge. C'est alors que les autorités sanitaires prirent vraiment conscience de l'ampleur de la catastrophe. A titre

exceptionnel, l'OMS autorisa l'utilisation de DDT uniquement à l'intérieur des habitations. La Banque mondiale et les gouvernements français, italien, suisse et espagnol apportèrent une aide importante, en particulier sous forme de médicaments.

Aujourd'hui, la situation est à peu près stabilisée. Selon Sophie Bedon, on trouve maintenant partout de la chloroquine. Mais, dit-elle, des villages entiers ont été décimés par la maladie.

Au siège de l'OMS à Genève, on reconnaît la « gravité de la situation », une situation d'autant plus alarmante, explique-t-on, que l'épidémie a été « explosive ». Au début, le gouvernement malgache avait cru à un phénomène local. Il ne s'attendait pas à une invasion généralisée des Hauts-Plateaux par les anophèles. On ajoutera qu'il n'avait rien fait pour prévenir pareille catastrophe.

Madagascar n'est pas le seul pays touché par de graves épidémies de paludisme. Il y a deux mois, un responsable du ministère éthiopien de la santé a indiqué que son pays connaissait la plus importante épidémie de paludisme depuis un quart de siècle. Là-bas encore, les régions les plus atteintes sont situées à des altitudes relativement élevées (il s'agit des provinces de Gondar, du Tigré, du Wollo et du Choa), et ce sont également de fortes pluies et des températures élevées qui ont aggravé l'importance de l'épidémie.

FRANCK NOUHL

(1) Sophie Bedon avait été enlevée le 2 octobre 1987 par des rebelles dans la province éthiopienne du Tigré et libérée vingt-cinq jours plus tard.

JUSTICE

M. Arpaillange à Bordeaux

L'Ecole de la magistrature à la recherche de son deuxième souffle

BORDEAUX
de notre correspondant

Tout rappel brutal du conflit des prisons a été épargné au garde des sceaux, vendredi 10 février à Bordeaux. Seuls quatre gardiens de la maison d'arrêt de Gradignan, en quête d'audience, attendaient sagement M. Pierre Arpaillange aux marches du palais de justice. Le ministre a cependant commenté, au cours d'une conférence de presse, la levée « provisoire » des sanctions à l'encontre de treize surveillants (lire d'autre part).

Le reste de la visite ministérielle a été exclusivement consacré à la célébration du trentième anniversaire de l'Ecole nationale de la magistrature (ENM). Créée par décret du 22 décembre 1958, le Centre national d'études judiciaires, devenu ENM en 1970, est décentralisé à Bordeaux depuis 1960. Parfois accusé d'être une pépinière de « juges rouges », mais aussi salué comme un outil moderne de formation de magistrats, l'Ecole a souvent été sur la sellette. Maintes fois sa décentralisation fut remise en cause. Dernier en date à examiner ce problème, le rapport Terré, en 1987, proposait un regroupement à Paris où l'ENM dispose d'une antenne qui accueille les élèves étrangers et les magistrats français en formation continue. Le débat semble cependant provisoirement enterré. Un projet d'extension fait d'ailleurs l'objet, à Bordeaux, d'un concours d'architecture.

Le 10 février on avait symboliquement décidé de marquer l'ancrage à Bordeaux en y faisant venir, pour la prestation de serment, des élèves étrangers en même temps que des auditeurs de justice. Chacun se plut à rappeler que 4 500 des 6 000 magistrats en exercice ont été formés par l'ENM. Le garde des sceaux ne s'est cependant pas contenté de dispenser des louanges. « L'ENM, dit-il, a sans doute vu s'émousser sa puissance de créativité et de remise en cause. Il en impute la cause « aux sollicitations

multiples, parfois contradictoires et à l'insuffisance des moyens affectés par la double localisation ». Le budget de l'Ecole (125 millions de francs) est, en effet, identique, en francs courants, à celui de 1988.

Renforcer les liens avec l'Université

Le ministre a insisté sur la « nécessité absolue » de favoriser « une meilleure compréhension de l'époque et des évolutions de la société ». Il propose pour cela d'élargir le champ et la durée des stages de sensibilisation suivis par les auditeurs dans les cabinets d'avocats, les entreprises ou les établissements pénitentiaires. Il propose aussi de développer l'enseignement des techniques de gestion, l'initiation à l'informatique et aux techniques de communication. Pour mettre en œuvre ces orientations, le garde des sceaux envisage de recruter « des enseignants autres que magistrats », de renforcer les liens avec l'Université et d'allonger la formation initiale des magistrats. M. Arpaillange, a également développé une réflexion sur la formation

continue « outil privilégié d'une politique judiciaire ». « L'ENM n'est plus cent magistrats qui y sont astreints les quatre mois de formation continue obligatoire à raison de deux semaines par an. »

Le ministre imagine donc de « déconcentrer » cette formation par le biais de magistrats des cours d'appel déchargés à cet effet d'une partie de leurs services. Il a aussi annoncé qu'il confierait, « dans les jours à venir », une mission à une jeune personnalité, portant notamment sur les perspectives de développement de la formation continue et sur les problèmes de recrutement rencontrés par la magistrature. La diminution du nombre des candidatures au concours d'accès à l'Ecole est en effet constatée depuis plusieurs années et le nombre des auditeurs de justice diminue aussi. Ainsi, pour les concours de 1988, 186 postes seulement ont été pourvus par le jury sur les 245 offerts. Le conseil d'administration s'est réuni en octobre 1988, de ce phénomène dom l'Ecole cherche à cerner les causes.

GINETTE DE MATHA.

Près de 60 % de femmes

C'est une constante. Depuis au moins 1983 l'ENM admet plus de femmes que d'hommes : elles sont 58,5 % pour la promotion 1989. Les candidatures sont, cependant, plus souvent éliminées à l'oral que les hommes.

Le niveau universitaire des auditeurs se situe majoritairement à la maîtrise (72 % en moyenne depuis 1985).

On note un fort pourcentage (42,5 %) d'auditeurs originaires de la région parisienne ainsi que du sud de la Loire (36 %). Le Nord et la Lorraine fournissent le plus faible contingent (7 %).

M^{me} Anne Boiguel, chercheur au CNRS, dépouille actuellement

une enquête sociologique réalisée auprès des promotions 1986, 1987 et 1988. « Les auditeurs, constate-t-elle, sont majoritairement fils ou filles de fonctionnaires moyens ou de cadres. L'ENM s'inscrit plutôt pour eux dans un projet de promotion sociale. » Ce constat corrobore un sondage réalisé par un sociologue, M. Dominique Mehl, sur les promotions 1984 et 1986, 48 % des auditeurs de ces deux promotions étaient enfants de cadres ; 14 % étaient fils ou filles d'employés et 3 % d'agriculteurs.

G. de M.

RELIGIONS

Dans un document de la commission « Justice et paix »

L'Eglise catholique condamne le racisme sous toutes ses formes

« Toute théorie raciste est contraire à la foi et à l'amour chrétien (...). Nourrir des pensées et entretenir des attitudes racistes est un péché qui va contre le message spécifique du Christ ». C'est en ces termes sans équivoque que le Vatican condamne le racisme, dans un document de la commission pontificale Justice et paix, intitulé « L'Eglise face au racisme : pour une société plus fraternelle » et rendu public vendredi 10 février.

Le texte qui vise à « contribuer à éclairer et stimuler les consciences » a été adressé aux conférences épiscopales, aux dirigeants des autres religions chrétiennes et doit être transmis aux représentants des gouvernements, aux organisations internationales et aux groupes qui luttent contre le racisme.

Signé par le cardinal Etchegaray, ancien archevêque de Marseille et actuel président de la commission Justice et paix, le texte affirme : « Le racisme existe encore et il ressurgit toujours sous de nouvelles formes. C'est une plaie qui demeure mystérieusement ouverte au flanc de

l'humanité. Il faut donc que tous s'emploient à la guérir avec beaucoup de fermeté et de patience. »

La première partie du texte est consacrée à une étude des comportements racistes à travers l'histoire. L'Eglise catholique, soulignent les auteurs, les a toujours condamnés avec force. Mais ils soulignent au passage : « Là où les missionnaires sont restés étroitement dépendants des pouvoirs politiques, il leur a été difficile de mettre un frein à l'entreprise de domination des colons ; ils les ont même parfois encouragés en ayant recours à des interprétations fallacieuses de la Bible. »

La « racisme institutionnalisé » du régime sud-africain, accusé de s'appuyer parfois sur une « interprétation aberrante de la Bible » est vivement critiqué : « Bien qu'au cours de ces dernières années, certains pas ont été faits en vue d'un changement, la majorité noire de la population reste exclue d'une représentation effective dans le gouvernement national et ne jouit de la citoyenneté qu'en paroles. Beaucoup sont assignés dans des zones peu viables. (...) L'Afrique du Sud est un cas extrême de l'inégalité

des races. (...) Il est urgent que soit surmonté le gouffre des préjugés pour construire l'avenir sur les principes de l'égalité de tous les hommes. »

Un long passage du document est consacré à l'antisémitisme qui n'a « malheureusement pas encore disparu » : « L'antisémitisme (...) sert parfois de paravent à l'antisémitisme, s'en nourrit et l'entraîne. »

Mais la commission souligne également d'autres formes de discrimination raciale : à l'égard des populations autochtones, de minorités religieuses ou ethniques, de même que le « racisme social » au sein d'un même groupe. Elle met en garde aussi contre l'usage qui pourrait être fait des techniques de procréation artificielle : « Il importe que la drogue fixe au plus vite des barrières infranchissables, pour que ces « techniques » ne tombent pas aux mains de pouvoirs abusifs et irresponsables qui chercheraient à « produire » des êtres humains sélectionnés selon des critères de race ou d'autres particularités que celles qu'ils ont. On assisterait alors à la résurgence du mythe mortel du racisme eugéniste, dont le monde a déjà expérimenté les méfaits. »

ÉDUCATION

Le SNE-Sup rejette les propositions de M. Jospin

A propos des projets du ministre de l'éducation sur la revalorisation et la loi d'orientation, le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) avait adopté une attitude mesurée en déclarant notamment : « Il est hors de question de rejeter d'un revers de la main ce qui est proposé. » Changement de ton aujourd'hui : le syndicat du supérieur a en effet annoncé vendredi 10 février l'organisation à Paris et en province d'une série de meetings-débats dans les trois semaines à venir.

Cette grogne résulte d'un calcul simple : si l'on tient compte de l'enveloppe budgétaire prévue pour la revalorisation des enseignants du supérieur (1,2 milliard de francs sur cinq ans) et du montant moyen des indemnités indi-

viduelles prévu par le ministère (35 000 francs par an), il est clair que tous les enseignants du supérieur « loin de là » n'auront pas droit à ces indemnités.

Le SNE-Sup dénonce donc la logique du ministère fondée sur « la chasse à l'indemnité, la course aux heures supplémentaires et les risques d'attribution des primes à la tête du client ». Il souhaite au contraire privilégier une « revalorisation indiciaire pour tous accompagnée d'une accélération des carrières véritable », le tout assorti éventuellement d'une « prime modulable » pour tous, dont le plancher serait fixé à 8 000 francs annuels environ.

« Un professeur agressé à coups de chaise par un élève. En voulant séparer deux élèves de sixième qui se battaient, un professeur d'histoire-géographie du CES Jules-Verne des Mureaux (Yvelines) a été violemment frappé à coups de chaise par l'un d'eux. Souffrant d'une plaie au cuir chevelu et d'une fracture du nez, l'enseignant, M. Michel Mézais, quarante-trois ans, a dû être transporté à l'hôpital où un arrêt de huit jours de travail lui a été annoncé. »

L'élève, âgé de treize ans, avait déjà frappé un enseignant l'an dernier. M. Mézais ayant déposé une plainte « pour la forme », son agresseur sera présenté prochainement au parquet de Versailles. Il a été exclu de l'établissement en attendant que le conseil de discipline statue sur son cas en mars.

Les fausses factures dans le Sud-Est

Inculpation du vice-président de la chambre de commerce du Var

Entendu à Toulon, puis transféré à Marseille (le Monde du 11 février), M. Armand Da Silva Maia, cinquante-trois ans, entrepreneur en bâtiment et vice-président de la chambre de commerce et d'industrie du Var, a été inculpé, vendredi 10 février, de corruption passive par M^{me} Bernadette Augé, juge d'instruction à Marseille, chargée du dossier des fausses factures dans lequel pourraient être impliqués des élus d'une vingtaine de municipalités du sud-est de la France. M. Da Silva Maia, qui a été écroué, est le dixième inculpé dans cette affaire, tous les autres (le Monde du 9 février) sont des responsables et des collaborateurs de la SORMAE (Société auxiliaire d'entreprises Rhône Alpes Méditerranée), filiale de la SAE (Société auxiliaire d'entreprises), un important groupe national de bâtiment et travaux publics.

D'autres inculpations visant ce même groupe pourraient intervenir dans les prochains jours. Six autres cadres de la SORMAE ont, en effet, été interpellés, jeudi soir, à Lyon, et transférés à Marseille, où ils devraient être entendus lundi 13 février par M^{me} Bernadette Augé.

Le parquet fait appel contre la relaxe d'un haut fonctionnaire de l'arsenal de Toulon

Le parquet a fait appel à minima contre un jugement du tribunal correctionnel de Toulon qui a relaxé, lundi 6 février, du chef de corruption passive deux hauts fonctionnaires de l'arsenal de Toulon (le Monde du 9 février). Les deux relaxés étaient MM. Charles Suder et Pierre Trouchet, tous deux anciens ingénieurs généraux des travaux maritimes à l'arsenal de Toulon. Lors de l'audience du 26 janvier, le procureur de la République avait requis trois ans de prison ferme et 340 000 francs d'amende contre M. Trouchet et deux ans avec sursis et 25 000 francs d'amende contre M. Suder.

Le gouvernement recherche l'apaisement dans les prisons

(Suite de la première page.)

Le communiqué poursuit : « [Les représentants syndicaux] ayant tout mis en œuvre, dès jeudi soir 9 février, pour éviter l'escalade et la confrontation entre les personnels de l'administration pénitentiaire et les forces de l'ordre [en conséquence] le ministre décide de lever provisoirement les mesures de suspension récemment prises à l'encontre de trente agents. »

« Il invite, dès maintenant, les représentants syndicaux à engager les discussions avec le directeur de l'administration pénitentiaire. »

Le comité directeur paritaire dont l'objet principal était de régulariser les clauses du protocole d'accord signé le 8 octobre avec le médiateur, M. Gilbert Bonnemaison, et qui porte notamment sur la répartition d'une enveloppe pour améliorer les conditions de vie des surveillants, l'augmentation de certaines primes et indemnités et prévoit d'ouvrir mille agents deux ans plus tôt, que prévu, s'est donc réuni avec les représentants de FO, de la CFDT, de la CFCF et du SNAPP. L'UAP et la CGT (non signataire du protocole) ont refusé de siéger. Ils ont organisé un véritable chahut à la sortie de M. Jacques Vialettes, le secrétaire général de FO pénitentiaire, en l'accusant de « magouiller avec l'administration » et en jouant sur le fait que la levée des suspensions était « provisoire ».

Au cours de la journée, M. Dintilhac a précisé que la levée des suspensions n'était pas « provisoire », mais qu'on recourrait à de nouvelles mesures en cas de « cessation concertée de service ». Les syndicats, dans leur ensemble, ont donc accepté de se rendre, samedi 10 h 30, à l'invitation du directeur de l'administration pénitentiaire pour entamer des négociations. M. Jacques Vialettes, dont le syndicat représente 45 % du personnel de surveillance, a décidé — si l'administration comme prévu refuse d'accorder le 1/5 réclamé par les gardiens — de faire des contre-propositions et de demander, sans réévaluation des cotisations, une augmentation du point de retraite.

Outré par les attaques dont son syndicat fait l'objet — notamment de la part de la CGT, — M. Vialettes paraissait d'humeur combative, bien décidé à négocier pied à

piéd et à tenter de sortir de cette réunion en ayant obtenu des avancées concrètes. Dans une lettre au président de la République, il s'explique : « Ouverts à toutes les évolutions de la société et respectueux des prérogatives du gouvernement, les fonctionnaires pénitentiaires n'ont d'autre souci que la qualité du grand service public qui leur est confié par la nation. »

C'est à ce titre qu'ils attendent de l'Etat les signes tangibles de la reconnaissance de la valeur et de l'importance de leur mission.

« C'est pourquoi certaines des propositions formulées par le rapport de M. Gilbert Bonnemaison et l'absence, malgré leur attente, de la satisfaction de certaines, des demandes qu'ils avaient unanimement exprimées, n'ont pu manquer de les décevoir profondément. »

Ainsi, alors que sur le terrain on percevait parallèlement d'évidents signes de désescalade, les négociations venaient enfin s'ouvrir. Mais les syndicats sont divisés, et la CGT, dont le rôle de médiateur n'a échappé à personne, paraît peu conciliante. La réunion abordera-t-elle les propositions du rapport Bonnemaison ? Aucun ordre du jour n'était fixé. Le médiateur que nous avons interrogé ne veut pas faire de ce conflit « une affaire d'amour propre. Je suis prêt, dit-il, à tout moment, à discuter de toutes mes propositions avec les syndicats. »

AGATHE LOGEART.

« Cinq inculpations après la saisie de cocaïne dans la Nîèvre. — Après la saisie dans la Nîèvre de 471 kilos de cocaïne dissimulée dans un voilier (le Monde du 8 février), quatre personnes ont été inculpées jeudi soir 9 février : deux hommes, cinquante-quatre ans, directeur d'une société de location de bateaux à Antibes et considéré comme le commanditaire de l'affaire, ainsi que de Roberto Pires, l'un des skipper du bateau. »

Tous deux ont été écroués à la prison de Nice. L'autre skipper, Sylvano Biot et Pierre Dumont, associé de Kracembium, ont été écroués à la maison d'arrêt de Grasse.

Pyu Kracembium, épouse de Georges Kracembium, a été inculpée de complicité et remise en liberté sous contrôle judiciaire.

ÉTRANGER

Janvier 1989 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

1^{er} - CEE - ÉTATS-UNIS : La CEE dépose plainte devant le GATT après l'entrée en vigueur de rétrocessions américaines, mais n'engage pas de renoncer à interdire la commercialisation de viande aux hormones (4, 5, 7 et 25).

1^{er} - ISRAËL : Treize Palestiniens des territoires occupés sont expulsés vers le Liban sud. Tandis que le mouvement se poursuit et que la colère grandit parmi les colons de Cisjordanie, les autorités décident, le 17, de renforcer l'arsenal répressif contre les lanceurs de pierre (3, 5, 10, du 13 au 17, 19, 21, 25 et 31).

4 - ÉTATS-UNIS - LIBYE : La destruction de deux Mig-23 libyens par deux F-14 américains au-dessus de la Méditerranée, au large des côtes libyennes, provoque une vive tension alors que les États-Unis accusent la Libye de fabriquer des armes chimiques dans l'usine de Rabta. Cependant Washington et Tripoli estiment le 11 que « l'incident est clos » et la controverse se déplace vers la RFA, où le gouvernement de Bonn est contraint de reconnaître que des firmes occidentales ont participé à la construction de l'usine de Rabta (du 3 au 16, 18, 20, 21, 26 et 27).

6 - SAHARA OCCIDENTAL : Le roi Hassan II du Maroc s'entretient pour la première fois avec une délégation du Front Polisario, qu'il reçoit à Marrakech (4, 5, 6, 11, 13, 14, 19 et 29-30).

6 - INDE : La pendaison de deux sikhs, condamnés à mort pour le meurtre d'Indira Gandhi en octobre 1984, est suivie par des assassinats d'hindous au Pendjab par des séparatistes sikhs (4, 6, 7, 8-9, 14 et 24).

6 - 7 - AFGHANISTAN : De nouvelles négociations entre Moscou et la résistance échouent à Islamabad (Pakistan). Les jours suivants, le retrait des troupes soviétiques reprend, et s'accroît vers la fin du mois, tandis que Washington accuse Moscou de pratiquer la politique de la « terre brûlée » par des bombardements évacués Kaboul, assiégée par la résistance et devenue de plus en plus difficile à ravitailler (du 3 au 10, 12, 15-16, 17, 19, et à partir du 22).

7 - JAPON : Mort de l'empereur Hirohito après soixante-deux ans de règne. Son fils Akihito lui succède, ouvrant l'ère Heisei après l'ère Showa (du 7 au 12 et 26).

8 - ESPAGNE : L'organisation indépendantiste basque ETA annonce une trêve des attentats pour quinze jours, qui est prolongée de deux mois le 22. Cette décision est suivie d'une reprise, après un an d'interruption, des conversations en Algérie entre le gouvernement et des membres de l'ETA (10, 21 et 24/31).

10 - URSS : Le comité central désigne les cent candidats pour les cent sièges réservés au parti sur les 2250 du futur Congrès des députés du peuple. Pour les autres candidats, la première vraie « campagne électorale » est lancée avant le scrutin du 26 mars (7, 12, 19, du 21 au 24 et 26).

Un choix d'enquêtes et de reportages

URSS : La ténacité des villageois arméniens (1-2).
ÉCONOMIE : Marchés financiers, le regain (3).
SONDAGE : La culture révolutionnaire des Français (4).
ENVIRONNEMENT : Le coût de la dépollution (5).
CAMPUS : Le manque d'ingénieurs de production (6).
AFFAIRES : La surenchère des stations de sports d'hiver (7).
ÉCONOMIE : L'endettement des Français (8).
GRENADE : Courtisée, puis dédaignée (11).
SCIENCES : Ozone, cap sur l'Arctique (11).
PACIFIQUE SUD : La stratégie des grandes puissances (12).
CAMPUS : Humaniser l'enseignement des mathématiques (12).
FRANCE : M. Pierre Mauroy, un socialiste qui ne gêne personne (13).
GRECE : La population déçloyé d'Andrés Papandréou (14).
CANADA : Passions linguistiques au Québec (15-16).
SCIENCES : Graphologie, les détectives de l'écriture (18).
VILLE AU FUTUR : Angers (20).
FRANCE : L'emploi en marge (24).
MÉDECINE : Les greffes de moelle (28).
FRANCE : Le débat sur l'urbanisme à Marseille (28).
LIVRES : Voyage chez les agents littéraires (27).
Soudan : Impasse entre le pouvoir, l'opposition et la rébellion dans le Sud (27).
AFFAIRES : Le blues des télécoms (28).
OUGANDA : Les premiers signes d'une embellie (28).
ÉCONOMIE : L'endettement des Allemands (31).

10 - 15 - AFRIQUE AUSTRALE : Trois mille des cinquante mille soldats cubains quittent l'Angola pour regagner leur pays. A la fin du mois, l'armée sud-africaine amorçe son retrait de Namibie (6, 10, du 12 au 16, 18, 20, 24, 26, 27 et 29-30).

12 - URSS : L'administration du Haut-Karabakh, peuplé à 75 % d'Arméniens, est rattachée à Moscou, mais son statut de région autonome de la République d'Azerbaïdjan n'est pas modifié. Cette décision est suivie du transfert à Moscou des onze membres du Comité Karabakh arrêtés en décembre et janvier en Arménie (5, 8-9, 10, 14, 17, 19 et 25).

13 - BELGIQUE - ZAIRE : Kinshasa suspend le remboursement de ses créances belges et dénonce les traités d'amitié et de coopération belgo-zairoise, accusant la rétrocession du contentieux « né de l'époque coloniale et de la décolonisation » (15-16, 17 et 26).

13 - ÉTATS-UNIS - GRANDE-BRETAGNE : Les groupes américains General Electric et britannique GEC annoncent leur intention de fusionner leurs activités européennes dans l'électronique médicale, l'électroménager et la distribution électrique (10, 11, 14, 15-16 et du 20 au 23).

14 - BELGIQUE : M. Paul Vanden Boeynants, ancien premier ministre, est enlevé à Bruxelles. Une mystérieuse Brigade socialiste révolutionnaire revendique cet enlèvement et demande une rançon (du 17 au 20, 25 et 26).

14 - FRANCE-ALGÉRIE : Gaz de France et la Sonatrach signent à Alger un accord sur un prix de compromis pour le gaz algérien qui met fin à plus de deux ans de contentieux. Le 8, Paris avait accordé 7 milliards de francs de crédits à Alger (du 10 au 14).

14-20 - CHINE-VIETNAM : M. Dinh Nho Liem, vice-ministre des affaires étrangères, se rend à Pékin pour des « consultations privées ». Alors que Hanoi a proposé, le 6, la date de septembre 1989 pour la fin du retrait de ses troupes du Cambodge, il est le premier membre du gouvernement vietnamien à se rendre en Chine depuis la guerre de 1979 (4, 7, 8-9, 11, du 13 au 17 et 21).

15 - TCHÉCOSLOVAQUIE : La police disperse brutalement plusieurs milliers de personnes rassemblées place Wenceslas à Prague pour commémorer la mort de Jan Palach, l'étudiant qui s'était immolé par le feu le 16 janvier 1969, afin de protester contre l'intervention soviétique. Les jours suivants, d'autres manifestations sont réprimées et des milliers de personnes arrêtées (11, du 14 au 24, 27 et 29-30).

17 - POLOGNE : Le général Jaruzelski fait approuver par le comité central une résolution sur le rétablissement du pluralisme syndical, après deux jours de débats houleux. Le 22, Solidarité accepte de négocier avec le pouvoir, en dépit du meurtre, le 21, et de la mort suspecte, le 30, de deux prêtres proches de l'opposition (14, 17 et du 19/1 et 21/II).

17 - 19 - EST-OUEST : La troisième conférence-bilan « la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) » réunie depuis novembre 1986 à Vienne, est close en présence des ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays signataires en 1975 de l'Acte final d'Helsinki. Seule la Roumanie ne prend « aucun engagement » de respecter le document final, adopté le 15 par consensus et prévoyant de « garantir à tous le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». En annexe, le document donne mandat aux seize pays de l'OTAN et aux sept membres du pacte de Varsovie pour entrer, en mars à Vienne, des négociations sur la stabilité conventionnelle (NSC) destinées à rechercher un équilibre des forces classiques en Europe à un niveau réduit (5, 6, 11 et du 15 au 21).

CULTURE

1^{er} - L'année du Bicentenaire de la Révolution débute par l'envoi de montgolfières, parties des quatre-vingt-dix-huit chefs-lieux de France et d'outre-mer, après la lecture de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 (13/XII, 1-2, et 3/II).

9 - Roger Planchon met en scène *Andromaque* de Racine, avec Christine Boisson, Mino-Mion, Richard Berry et André Marcon, au TNP de Villeurbanne (7 et 14).

13 - Pierre Bergé, président de l'Association des théâtres de l'Opéra de Paris, met fin aux fonctions de Daniel Barenboim à la direction artistique et musicale de l'Opéra Bastille. Cette décision suscite une vive polémique à la fois politique et artistique. Le principal reproche fait au chef d'orchestre, nommé en juillet 1987, est d'avoir renoncé au projet original d'« opéra populaire » pour établir une programmation de « festival élitiste » (6, 10, 13, du 15 au 21, 24 et 27/II, 1-2/II).

14 - Plus de deux cent cinquante œuvres de Gauguin sont exposées au Grand Palais (12).

16 - Mort de l'écrivain Pierre Boileau, auteur de romans policiers avec Thomas Narcejac (17 et 20).

17 - Mort à Paris de Georges Schéhadé, poète et dramaturge libanais francophone (19 et 20).

18 - Mort de Bruce Chatwin, écrivain britannique (21).

19 - M. Michel Debré, reçu à l'Académie française par le professeur Jean Bernard, prononce l'éloge du duc Louis de Broglie (20 et 22-23).

23 - Mort à Figueras du peintre espagnol Salvador Dalí, dernier grand survivant du surréalisme (du 24 au 27/II et 3/II).

31 - Mort de Fernando Namora, écrivain portugais (2/II).

FRANCE

4 - M. François Mitterrand, au cours des cérémonies de vœux à l'Élysée, défend une idée élargie des droits de l'homme. Après ses déclarations du 31 décembre sur les immigrés, sévèrement critiqués à droite, le ministre de l'Intérieur a modifié, le 1^{er}, les circulaires d'application de la « loi Pasqua », et le ministère des affaires sociales a annoncé, le 3, une accélération des procédures de naturalisation (du 3 au 11 et 28/II, 1-2/II).

4 - M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, est exclu du PS pour avoir maintenu sa candidature aux municipales alors que le PS a investi M. Michel Perret (4, 6, 7, 10, 12 et du 15 au 20/II, 1-2/II).

5 - Le RPR et l'UDF s'entendent pour présenter des listes uniques aux élections municipales dans près de deux cents villes de plus de trente mille habitants. Les principaux désaccords concernent Lyon et Lille (7, du 10 au 14, 28 et 31).

7 - M. Mitterrand prononce le discours d'ouverture de la conférence internationale sur les armes chimiques, qui se tient à Paris au palais de l'UNESCO jusqu'au 11. Chevardnadze annonce le 8 que l'URSS commencera dès cette année à détruire ses stocks. La déclaration finale exprime la volonté des cent quarante-neuf États participants de « prévenir tout recours aux armes chimiques en les éliminant complètement ». La conférence de Genève est présidée de « conclure dans les meilleurs délais une convention interdisant la fabrication, le stockage et l'emploi de ces armes, et ordonnant la destruction des stocks existants. Aucun lien n'est établi entre désarmement chimique et désarmement nucléaire, malgré le souhait de plusieurs pays arabes (du 6 au 14).

10 - Le gouvernement autorise le redémarrage du réacteur surgénérateur Superphénix de Creys-Malville (Isère), arrêté depuis le 26 mai 1987 après la découverte d'une fuite de sodium dans le barillet (13, 14, 15-16, 21, 24, 29-30 et 31).

10 - Framatome rachète la société américaine Burnby, grâce à une OPA amicale, puis, le 26, prend le contrôle de la firme française Soufflet, constituant ainsi le deuxième fabricant mondial de connecteurs (12, 21, 27 et 28).

11 - M. Michel Rocard, élu à la présidence des Assises internationales sur les nouvelles solidarités qui se tiennent depuis le 9 à la Sorbonne à Paris, vante la « révolution » du revenu minimum d'insertion (RMI), qui est mis en place depuis le 15 décembre (du 8 au 17).

11 - La police arrête plusieurs militants basques espagnols, dont José Urzua, dit Josu Ternera, considéré comme un des principaux dirigeants de l'ETA (du 13 au 16, 18 et 21).

12 - Le PS et le PC concluent un accord pour les municipales : M. Pierre Mauroy et Georges Marchais signent une déclaration politique sur la constitution, « dans chaque commune », d'une « liste de rassemblement de la gauche ». Mais les négociations sur l'établissement de ces listes butent sur de nouveaux obstacles et n'aboutissent pas avant la fin du mois (5, 6, 7, 12, 13, 14 et à partir du 17).

13 - M. Bernard Arnault prend la tête de Louis Vuitton-Moët-Hennessy, où il remplace M. Alain Chevalier à la présidence du directoire. Les 5 et 6, à la Bourse de Paris, le cours de l'action LVMH a augmenté de 20 %, et 8 % du capital ont changé de mains : après ces achats massifs, la COB ouvre une enquête (7, 10, 11, 14, 19 et 21).

13 - CERUS, holding française de M. Carlo De Benedetti, et la banque d'affaires Duménil-Leblé annoncent leur intention de fusionner pour former le quatrième groupe financier français (12, 13 et 15-16).

13 - La chute d'une cabine, lors des derniers essais d'un téléphérique à Vaujany (Isère), provoque la mort de huit techniciens (15-16 et 17).

14 - La cour d'assises spéciale de Paris condamne à la réclusion perpétuelle les quatre dirigeants d'Action directe, jugés depuis le 9 pour l'assassinat, le 17 novembre 1986, de Georges Besse, PDG de Renault (8-9 et du 11 au 17).

17 - Le papetier français Aussat-Rey accepte l'OPA amicale du groupe américain IPC, premier producteur mondial de papier (13, 14, 19 et 21).

17-18 - M. Lionel Jospin présente ses propositions pour l'avenir de l'éducation nationale avec, le 17, les grandes lignes du projet de loi d'orientation sur l'enseignement et, le 18, le plan de revalorisation de la fonction enseignante. Ces projets suscitent le mécontentement de la plupart des syndicats d'enseignants, tandis que M. Jospin appelle à la concertation (3, 4, 5, 8-9, 12 et à partir du 17).

23-24 - Les neuf membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel sont désignés par le chef de l'État et les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale. Présidé par M. Jacques Boutet, nommé par M. Mitterrand, le CSA prend, le 30, le relais de la CNCL (7, 19, 21, 25, 26 et 27/II, 1-2/II).

24 - Le document de préparation du X^e Plan (1989-1992),

avoir reçu des « garanties crédibles » pour la sécurité de ses délégués (24).

23 - ARGENTINE : L'attaque de la garnison de La Tablada par un commando d'extrême gauche fait trente-sept morts, dont vingt-huit parmi les assaillants (24, 25, 26 et 28).

23-26 - FRANCE-CANADA : M. Robert Bourassa, premier ministre du Québec, est reçu en visite officielle en France au cours d'une tournée européenne (17, 21, 26 et 28).

24 - SALVADOR : La guérilla accepte de participer à l'élection présidentielle à condition que le scrutin soit reporté de mars à septembre (25, 26 et 27/II, 1-2/II).

25-27 - CAMBODGE : M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, est reçu à Bangkok, bien que la Thaïlande ne reconnaisse pas son gouvernement. Le prince Sihanouk, inquiet des succès diplomatiques du régime de Phnom-Penh, annonce, le 26, son refus de participer à toute négociation jusqu'en septembre (du 19 au 30).

26-27 - CEE-PROCHE-ORIENT : M. Yasser Arafat, chef de l'OLP, est reçu avec tous les honneurs à Madrid, où il s'entretient avec les ministres espagnol, français et grec des affaires étrangères, chargés par les Douze de contacts en vue d'une initiative de paix de la CEE (7, du 11 au 16, 22-23, 24, et du 27 au 30).

27 - PAYS-BAS : Deux criminels de guerre nazis détenus depuis 1946 sont expulsés vers la RFA après avoir été graciés en raison de leur âge (26 et 29-30).

27 - LIBAN : La Croix-Rouge internationale reprend ses activités, interrompues depuis un mois, après

gieux du Tibet, qualifié par Pékin d'« ami dévoué du Parti communiste chinois » (26 et 31).

28-29 - URSS : La société Mémorial, lancée depuis un an pour dénoncer la répression stalinienne et devenue la plus importante organisation nationale indépendante, parvient à tenir son congrès constitutif à Moscou (29/XII et 31/II).

29 - AUSTRALIE : Ivan Lendl redevient le numéro un mondial du tennis et remportant pour la première fois les Internationaux de Melbourne. Le 28, l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf a gagné son cinquième titre consécutif dans un tournoi du grand chelem (du 17 au 31).

29 - RFA : L'extrême droite réalise une percée inattendue aux élections régionales à Berlin-Ouest : le Parti républicain remporte 7,5 % des suffrages et 11 des 138 députés, le SPD et la CDU en obtiennent 55 chacun et les Alternatifs (extrême gauche) 17 (28 et 31/II, 1-2/II).

30 - EST-OUEST : Alors que la RDA, la Tchécoslovaquie et la Bulgarie annoncent, après l'URSS, une réduction de leur potentiel militaire, un état détaillé des forces du pacte de Varsovie est publié pour la première fois. L'OTAN se félicite de cette initiative mais conteste l'idée d'une « parité approximative » entre les deux alliances (20, 21, 25, 29-30 et 31/II, 1-2/II).

30 - LIBAN : Les deux milices chiites rivales - Amal et le Hezbollah - signent un accord à Damas, sous l'égide de la Syrie et de l'Iran, afin de mettre fin à un mois de combats qui ont fait plus de cent vingt morts dans la banlieue sud de Beyrouth-Ouest et dans le sud du Liban (3, 4, 10, 11, 12, 15-16, 17, 25, 26, 27 et 31/II, 2/II).

31 - Au deuxième tour des deux législatives partielles, organisées après l'annulation des résultats du 12 juin par le Conseil constitutionnel, M. Bernard Tapie, soutenu par le PS, est élu à Marseille (Bouches-du-Rhône) et M. François Asensi (PCF) est élu en Seine-Saint-Denis (1-2, 14, 19, 20, 22-23, 24, 25, 28 et 31/II, 2-4/II).

31 - Deux hommes sont écroués à Nice après avoir reconnu cinq attentats racistes commis sur la Côte d'Azur depuis 1985, dont celui du 19 décembre 1988 à Cagnes-sur-Mer (31/II, 1-2 et 3/II).

31 - Les prix ont augmenté de 0,2 % en décembre, ce qui porte la hausse pour 1988 à 3,1 % (18 et 31).

31 - Le conseil des ministres approuve le projet de loi de M. Bérégovoy visant à rendre leur liberté aux actionnaires stables (« noyaux durs ») des sociétés privatisées (15-16, 17, 20 et 21/II, 1-2/II).

Délits d'initiés

Le 5, M. Pierre Bérégovoy évoque pour la première fois publiquement les rumeurs de délits d'initiés, en soulignant que « les noms qui sortent ne sont pas les seuls concernés ». Après le rachat, annoncé le 21 novembre 1988, d'American National Can (ANC) par la société nationalisée Pechiney, la COB (Commission des opérations de Bourse) a été alertée par son homologues américaine, la SEC, sur des achats importants d'actions par la société mère d'ANC, qui ont précédé l'OPA amicale lancée par Pechiney. La COB a ouvert, le 14 décembre, une enquête sur ces achats, dont les auteurs auraient pu bénéficier d'informations confidentielles pour réaliser de substantielles plus-values. Les personnalités alors mises en cause sont deux proches du pouvoir : M. Max Théret, ancien président de la FNAC, a reconnu avoir acheté 32 300 actions Triangle, et M. Roger-Patrice Pelat, ami de longue date de M. Mitterrand, 10 000 titres. MM. Théret et Pelat se défendent d'avoir participé à un délit d'initiés.

A partir du 12, la polémique s'amplifie avec les déclarations de M. Juppé, secrétaire général du RPR, dénonçant l'« effarisme socialiste », et celles de M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, publiées par l'Express, estimant que l'affaire de la Société générale apparaît « d'une tout autre gravité » que l'affaire Pechiney, car « les plus-values réalisées ont été beaucoup plus importantes ». D'autre part, M. Bérégovoy se déclare « entouré d'honnêtes gens », alors qu'une « campagne de rumeurs » vise son directeur de cabinet, M. Alain Boubil, en raison de ses relations d'amitié avec M. Samir Traboulsi, homme d'affaires libanais qui a servi d'intermédiaire pour le compte des dirigeants de Triangle.

Le 13, M. Rocard exprime, à la suite de M. Mitterrand, « son entier soutien » à M. Bérégovoy et annonce le prochain dépôt

d'un projet de loi renforçant les pouvoirs et les moyens de la COB.

Le 20, M. Boubil remet sa démission afin de ne pas « se voir accusateur » et « poursuivre les diffamateurs ».

Le 21, Le Monde annonce qu'un rapport remis à M. Mitterrand soupçonne M. Pelat d'avoir acquis, outre les 10 000 titres, 40 000 autres actions Triangle par des intermédiaires suisses. Ces informations relancent la polémique politique, mais, le 23, l'Élysée affirme qu'« aucun rapport n'a été remis au président de la République », précisant que « l'enquête en cours est le ressort exclusif de la COB ». Le Monde mentionne qu'une note rédigée à partir d'informations des renseignements généraux, ce qui suscite de nouveaux démentis de l'Élysée et du ministère de l'Intérieur, le 24.

Le 26, M. Mitterrand demande la publication du rapport d'enquête de la COB, estimant qu'elle est « indispensable à la transparence et (...) à la renommée de notre place financière », tandis que M. Bérégovoy, entendu en audition publique par la commission des finances de l'Assemblée nationale, promet que « toute la vérité sera faite ».

Le 27, à La Roche-sur-Yon, M. Rocard dénonce la « détestable procace » fait par l'opposition et rappelle d'autres « affaires » imputables aux anciens gouvernements gaullistes ou giscardiens.

Le 31, la COB décide de transmettre à la justice le dossier de l'affaire Pechiney, et une information judiciaire est ouverte le 1^{er} février. Le rapport d'enquête de la COB, qui est rendu public, met plus particulièrement en cause M. Max Théret et démontre clairement qu'il y a bien eu délit d'initiés à partir de la France, mais sans en identifier les responsables (du 5 au 10, et à partir du 12).

Culture

ARTS

Les originaux du maître de Vinci exposés à Londres

Léonard, dessinateur souverain

(Suite de la première page.)

Orientation passionnante, tout à fait légitime, qui ne pouvait naturellement être qu'esquissée. Les tableaux sont absents : combien y en a-t-il finalement ? Et comment les réunir ? Les rares sculptures aussi. En revanche, on a sous les yeux des feuilles richement meublées de signes vivaces et infatigables, avec le grain, la texture, la douceur de la sanguine. Qu'apprend-on ? Dans les images de tourbillon (*vortex*), l'analogie entre les remous de l'eau, les tresses des chevelures — Léonard y tient beaucoup — la torsion du corps, les flux de l'air. Les mêmes ramifications organisent les rivières, les branches des arbres, le système des veines. Avec l'anatomie, le vivant devient une mécanique, mais la mécanique assume les caractères du vivant. Le monde est un énorme organisme, et le corps humain sa concentration fabuleuse.

Scruter
les possibles

Léonard n'ignorait pas qu'il s'aventurait seul dans ces domaines du savoir. Non qu'il refusât les travaux des Anciens ou des physiiciens modernes — les carnets sont pleins de notes d'information — mais son impératif était autre. A moins de quarante ans, en 1489, dans l'élan de confiance en l'investigation scientifique qui le saisit alors à Milan, il avait formé le plan d'une étude intégrale, tour à tour physiologique et psychologique, de l'homme. C'est sur une feuille conservée à Windsor qui aurait très bien pu être citée à l'exposition : on ira du mystère du fœtus à celui de la vision. Les dessins répondant à ce programme insensé existent. Léonard vous met impitoyablement sous les yeux ce que l'on tend d'ordinaire à oublier : le dessin d'un vulve béante, et l'on pense à Courbet qui, dans une toile fameuse, crut être le premier à représenter sans pudeur « l'origine du monde ». La coupe sagittale du cou, analyse bizarre et glacée d'une mécanique à faire rêver Marcel Duchamp... Et ainsi de suite : le visage frontal de l'homme-lion, superbe sanguine ; l'être souriant ; une silhouette de rêve, parfois dite « Matelda », désignant quelque chose...

Chaque dessin frappe un point sensible, choc, intrigue, séduit. Un art étonnant, infatigable, pénétrant, cruel. Une plate-forme, réservée au monde de la mécanique, contient quelques « modèles » réalisés d'après les dessins de Léonard.



Etudes de fœtus. Corpus des dessins d'anatomie. Château de Windsor, P 197

Un homme volant en bois et filins, de 10 mètres de long, flottant au-dessus des vitrines, a été spécialement fabriqué pour l'occasion : il adresse aux contemporains de l'aviation son message philosophique. Parmi les autres maquettes, engrenages, bombes... qui éveillent en nous l'esprit du jeu, on note surtout la superbe réalisation à grande échelle (2,60 m de haut) d'un sanctuaire de plan central à huit chapelles radiales. C'était le clou de l'exposition « Léonard ingénieur et architecte », présentée à Montréal en 1987 : ce montage de bois clair, merveilleusement articulé, est fascinant. Il traduit avec un zèle que n'aurait peut-être pas dédaigné Léonard les dessins du manuscrit B de l'Institut de France, exceptionnellement prêt pour l'exposition (2). Léonard, quand il n'observait pas, ou même en observant, scrutait les possibles. Trois ou quatre piliers dotés d'un écran déroulent ici, à l'aide de l'informatique, les variations auxquelles il s'intéressait. Ceux qui souhaitent des conclusions

ou, du moins, des faits nouveaux, seront déçus. On trouve ici un « Léonardus britannicus », propre, net, concret. Un artiste saisi dans l'allégresse du dessin. Un Prospero, peut-être, en fin de compte, avec l'aveu mélancolique — « and my ending is despair » — qui suit si souvent un déploiement extrême de l'intellect.

Le premier biographe de Léonard, le florentin Vasari, qu'il ne faut d'ailleurs pas suivre en tous points (il s'est trompé sur Mona Lisa) a une indication singulière : « La splendeur de ses traits (aria) qu'il avait très beaux, rassérénait toute âme triste ». Sa physionomie ou son dessin ? Mais de qui a-t-on jamais pu dire chose pareille ?

ANDRÉ CHASTEL.

(2) Les auteurs, le professeur Jean Guillaume (de Tours) et son assistant, K. De Jonge, ont analysé les problèmes ardu posés par la traduction du dessin en volume dans un article paru dans le nouveau *Journal of Leonardo Studies*, dirigé par Carlo Pedretti, éd. Giunti, Florence.

THÉÂTRE

L'autre Bastille

Jean-Marie Hordé en quelques années a transformé le centre culturel de Cergy-Pontoise en foyer de création très actif. En décembre dernier, il est nommé à la direction du Théâtre de la Bastille, rue de la Roquette, théâtre d'arrondissement subventionné par la Ville de Paris et le ministère de la culture. Il succède à Jean-Claude Fall, qui, lui, prend en charge le Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis. Il en avait assez de manquer d'argent et d'être obligé de faire payer les troupes invitées.

La Bastille pourrait être classée « art et essai » pour le théâtre, comme pour la danse ou tout art en train de se définir. Elle a acquis une identité et un public. Le Théâtre de la Ville de Paris y programme ses productions d'auteurs contemporains (actuellement *Moblie Dig*, de Marie Redonnet), mais la Ville de Paris ni le ministère ne veulent que la Bastille soit rattachée à une institution. Elle doit garder sa personnalité. D'ailleurs, Jean-Marie Hordé veut poursuivre le travail mené par Jean-Claude Fall et son équipe dans un même esprit d'ouverture, de recherche. Comme aucun spectacle n'y est rentable (la « grande » salle compte deux cents places), il voudrait en faire un endroit où on montre. La diffusion se faisant ailleurs.

Seulement, pour mener à bien l'entreprise, un peu d'argent est nécessaire. Jean-Marie Hordé avait demandé 7 millions de francs (les budgets des théâtres appartiennent à une autre catégorie que ceux des opéras). Il en a obtenu, 5,2 millions de francs, soit 200 000 de plus que la somme qui avait découragé Jean-Claude Fall.

C'est évidemment stupide. A moins que finalement, du côté de la Ville comme du côté de l'Etat, on préfère laisser mourir la situation (le bâtiment a besoin d'être rénové) et laisser le champ libre à la spéculation immobilière, comme cela s'est passé pour Bobino, rue de la Gaîté.

C. G.

Remous à la Maison de la culture du Havre. — Rébellion contre leurs directeurs, demande d'un « nouveau projet culturel » : le personnel de la Maison de la culture du Havre a adressé, le 9 février, une lettre ouverte au ministre de la culture pour dénoncer « la dérive de l'artistic vers l'administratif » dans l'établissement ; pour se plaindre de l'« absentéisme » de leur directeur artistique, le cinéaste Raoul Ruiz (nommé en 1985 par M. Lang) et demander sans autre forme de procès son départ ; celui de M. Jean-Luc Larquier, directeur administratif. Selon le personnel, l'existence de cette Maison de la culture serait menacée par un déficit de 5 millions de francs. — (A.F.P.)

« Pâquerette », avec Maria Pacôme

Les misérables

Par Maria Pacôme.
seulement
pour Maria Pacôme.

Pourquoi ne pas l'écrire ? Il y a deux comédiennes et deux seulement qui donnent l'envie de courir sur les Boulevards : Jacqueline Maillan et Maria Pacôme. La Maillan pour ses coups de gueule, la Pacôme pour ses soliloques drolatiques.

Toutes deux sont des femmes d'instinct, de violence, de brutalité, la première, égoïste qui s'offre, la seconde, généreuse qui se rétient. Quand le spectacle s'achève et que le rideau s'ouvre une dernière fois pour les applaudissements, l'une est déjà rentrée chez elle, presque en elle, l'autre ouvre les bras pour nous remercier tous.

Jacqueline Maillan et Maria Pacôme ont assez de forces pour faire du théâtre avec du vent, ces pièces, toutes ces pièces, écrites un peu trop vite, pleines d'aspérités, de moments épatants, pics de bouffonnerie issues sur des plaines infinies de banalité.

L'époque attend toujours son Feydeau et son Labiche. Mais le rire n'attend pas et, mystérieuses alchimistes, les deux actrices en connaissent tous les composés : travail acharné de la voix et du corps, de la musicalité et du mouvement et.

peut-être surtout, ce sens absolu du public. Au point que, dans une même soirée, l'une comme l'autre peut jouer à un, deux, trois ou autant de degrés que de types de spectateurs.

La pièce de Claude Magnier, l'auteur d'*Oscar*, librement inspirée du scénario de *Chéri* je ne sais pas, ne vaut que par ce qu'on en fait. A l'exception de Maria Pacôme dans le rôle titre, seuls deux des onze comédiens présents sur le plateau étaient dignes de ce statut : Stéphane Hillel, jeune singe devenu homme par absorption d'une potion magique, et Edith Cebula, la servante Odile transformée par la même potion en postulant à l'Académie des sciences. Le reste, la mise en scène hystérique de Francis Perrin qui s'envoie dans les décors au moindre virage de la pièce, le décor misérable et ringard de Jacques Marillier, les costumes hideux du même, était affligeant.

Le pire est de penser que, statistiquement, *Pâquerette* devrait dépasser sans problème les cent représentations.

OLIVIER SCHMITT.

* Théâtre de la Michodière, 20 h 30, du mardi au samedi, matinee dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-95-23.

VARIÉTÉS

Didier Gustin au Théâtre de la Ville

Profession : imitateur

Nouveau caméléon
de la voix.
Didier Gustin
se lance à son tour
dans un genre
aujourd'hui encombré.

L'imitation se partage en deux écoles : celle des chansonniers, dont Thierry Le Luron était le maître et qui s'épanouit dans la caricature et l'humour dévastateur ; celle de Patrick Sébastien, imprégnée de l'amour pour les acteurs et qui restitue la sensibilité de ces « gens de la famille » en jouant sur les gammes du rire et de la tendresse.

Didier Gustin, qui offre son premier spectacle au Théâtre de la Ville, se rattache à l'école de Sébastien.

Comme tous les imitateurs, bien sûr, Didier Gustin est redevable à Thierry Le Luron d'avoir élevé l'imitation au rang d'un genre autonome. Pour le reste, tout le différencie, et d'abord le physique (Gustin est grand, blond) et le choix des modèles : députés, ministres et présidents ne font pas à vrai dire partie de son univers. De plus, il préfère mettre les artistes (comédiens, comiques et chanteurs) qu'il aime

dans des situations positives. Tel cet exercice de style où il fait chanter une chanson de Serge Lama par Charles Aznavour, une autre de Johnny Hallyday par Yves Montand, une autre encore de Charles Aznavour (*Je m'voyais déjà*) par Claude Nougaro.

Gustin ne restitue pas vraiment la psychologie des personnages du show-biz, il ne traduit pas le comportement des modèles par des touches impressionnistes. Ici, la voix crée l'essentiel de l'illusion — et il évite de prêter à ses victimes des tics sonores plus vrais que nature.

Il manque encore de la rigueur à Didier Gustin. Certaines imitations (Yves Mourousi, Jacques Chirac, Georges Marchais, Michel Jonasz) sont trop grossières dans l'approximation, au point de devenir des déformations, et il reprend sans invention des thèmes éculés comme le canevas de Coluche et de Devos sont superbes. Ainsi qu'en général toutes celles se jouant des chanteurs de l'actuelle génération (Renaud, Bernard Lavilliers, Francis Cabrel).

CLAUDE FLEOUTER.

* Théâtre de la Ville, 18 h 30. Jusqu'au 11 février.

Segalen à Neuilly

Voyage au fond de soi

Segalen avec les médecins de la mission française de Pékin, sur les routes du Tibet avec son ami Gilbert de Voisins, juché sur un de ces drôles de petits chevaux mongols, devant un chameau de pierre dont on retrouve l'image dans son essai sur la *Grande Stupa chinoise* : des dizaines de photos racontent, à Neuilly, les séjours de Victor Segalen en Chine et sa fascination pour un peuple, une civilisation, une langue. Mais qu'est-ce que l'auteur d'*Equipe* et de *Stèles* espérait trouver si loin ? Dans une lettre à Claude Debussy, il avoue : « Au fond ce n'est ni l'Europe, ni la Chine que je suis venu chercher ici. Mais une vision de la Chine. Celle-là je la tiens et j'y mords à pleines dents ». Qu'importe si cette vision ne coïncide pas toujours avec la réalité. La Chine impériale se délite dans le chaos ? Il lui suffira d'écouter les récits fabuleux de Maurice Roy, jeune Belge que l'on voit sur une photo en costume de théâtre, pour que l'imaginaire l'emporte sur le réel.

Marie-Pierre et Philippe Levisse-Denoix, les organisateurs de l'exposition ont doublé le voyage de Segalen par leurs propres clichés. La famille de l'écrivain a prêté livres et manuscrits, pièces ramassées de Chine ou de ce tableau, *Coin de la forêt du Huelgoat*, peint à l'âge de quinze ans par celui que l'on retrouvera mort, vingt-cinq ans plus tard, au pied d'un arbre, au même endroit, un exemplaire d'*Hamlet* ouvert à ses côtés. Après avoir parcouru tant de mondes différents, il méditait d'écrire des « Immémoriaux » de Bretagne, après ceux du Pacifique. L'un des derniers tableaux peints aux Marquises par Gauguin, dont on voit la palette ramenée par Segalen, n'est-il pas un *Paysage breton sous la neige* ? On fait comme toujours un voyage au loin de ce qui n'était au fond qu'un voyage au fond de soi », constatait l'écrivain.

E. de R.

* La Chine de Victor Segalen, Centre Arturo-Lopez, 12, rue du Centre, Neuilly-sur-Seine. Jusqu'au 15 février.

MUSIQUES

M. Landowski au secours des conservatoires de Paris. — M. Marcel Landowski, ancien directeur de la musique, vient d'être chargé par le maire de Paris (dont il fut le délégué aux affaires culturelles) d'une « mission de réflexion » sur la situation des conservatoires de la capitale. Deux mois sont accordés au compositeur pour réunir un groupe de travail et établir un rapport autour de

deux points principaux : meilleure harmonisation des dix-sept conservatoires d'arrondissement avec le CNSM de la rue de Madrid ; revalorisation du statut des enseignants. Il y a deux ans, M. Landowski avait été chargé par le maire de Paris d'une mission sur les enseignements artistiques dans les lycées et collèges. Ses propositions ne sont toujours pas appliquées.

CINÉMA

« Withnail and I » de Bruce Robinson

Ex-fans des « sixties »

Les dernières folies
de deux comédiens
dans le délire.
Un premier film
apparemment léger,
franchement désespéré

Pour une fois, on aurait gagné à chercher un titre français qui s'éloigne de l'original, pour le moins étonnant. Il faut expliquer au lecteur, à l'éventuel spectateur, que dans *Withnail and moi*, Withnail est un nom masculin et que « moi » n'a pas de nom puisqu'il s'agit du narrateur. Nous lui mettrons une majuscule pour éviter par écrit une confusion que l'image évite avec d'autres moyens.

Moi et Withnail sont deux comédiens au chômage à la fin de l'année 1969, à Londres. Ils vivent dans un appartement minable au milieu d'un repaire fouteur où de vieilles vaisselles sont empilées sur de plus anciennes, où la crasse retourne à la jungle et paraît animée, quasi vivante. Moi (Paul Mc Gann) a vingt-cinq ans, une bonne tête enfantine et angloise. Withnail (Richard E. Grant) a trente ans, beaucoup d'altère, une arrogance et une flouetterie de grand seigneur ruiné, une lâcheté sans remords, très sympathique. Ils sont tellement saoules que, pour lutter contre le froid, ils s'enduisent d'embrocations diverses. Et ne peuvent même plus s'offrir les faveurs épuisantes de Danny, leur copain dealer de toutes les armes.

Finalement, ils décident d'aller voir l'oncle de Withnail, Monty, et de se faire prêter par lui sa maison à la campagne. Monty (Richard Griffiths), obèse excentrique et géné-

reux, accepte. Moi et Withnail partent ainsi à bord d'une Jaguar à moitié démontée et s'installent au vert. Vont au pub et découvrent un monde de paysans aussi souriant que celui du métro parisien aux heures de pointe. Le braconnier surtout, à peu près fou, les terrorise. Une nuit qu'il craint la venue criminelle de ce dernier, Withnail se glisse dans le lit de Moi. Ce n'était pas le braconnier, mais oncle Monty qui arrivait sans prévenir, essayant de ne pas faire de bruit... Et, trouvant les deux lascars dans les mêmes draps, ce pédéraste avéré conçut une passion redoutable pour Moi, qui n'en peut mais.

C'est apparemment simple, un peu léger, d'une drolerie, d'un désespoir constant, qu'on n'analyse pas avant la fin du film. Moi décroche un rôle, il est content, va quitter Withnail. Mais est-il si content ? Était-ce une question d'argent, de conscience avec Danny en fumant un pétard géant, ce n'est pas seulement la fin de la jeunesse qui les désolent en profondeur, plutôt la certitude d'avoir fini de vivre la plus belle, la plus prestigieuse décennie du siècle, celle des « sixties ».

Bruce Robinson a écrit ce scénario en partie autobiographique et réalisé à son premier film cruel et d'un beau style sec, comique sans facilité, qui le place — dans nos espoirs, du moins — dans la galaxie subtile du voyageur Jim Jarmusch. Percy Adlon et bien sûr le cousin Stephen Frears. Si ces noms ne suffisent pas à nous faire aller au cinéma, sachez qu'on y apprend, au passage, une recette pour préparer le poulet qui pourrait vous valoir un certain succès en société.

MICHEL BRAUDEAU.

Les nostalgies d'un scénariste-réalisateur

Bruce Robinson a gardé cette silhouette de jeune premier romantique, aux cheveux longs, des années 60. Aujourd'hui, marié, père de famille, il se souvient avec lucidité et nostalgie de cette époque, celle des Beatles, celle où le monde entier avait les yeux et les oreilles fixés sur Londres, celle où, « même fauché, on avait le sentiment de vivre quelque chose d'exceptionnel et d'important à la fois ».

Robinson, qui fit ses débuts dans le *Roméo et Juliette* de Zeffirelli, est surtout connu en France pour avoir incarné le lieutenant Pinson, obsession d'Adèle H., incarnée par Adani. Paradoxalement, c'est après le film de Truffaut qu'il décide d'abandonner la comédie — « Un métier frustrant que je déteste, mais j'adore les acteurs », — pour l'activité à laquelle il voulait se consacrer dès le départ : l'écriture.

Au fil des ans, il écrit une vingtaine de scénarios, dont quatre sous l'égide du producteur David Putnam. Le premier à passer du tiroir à l'écran sera celui de *La Déchirure*, de Roland Joffé, sur la prise du pouvoir au Cambodge par les Khmers rouges. *La Déchirure* lui vaudra une nomination aux Oscars et l'attention d'un producteur qui lui propose de réaliser *Withnail and I*.

« Je n'avais jamais rien mis en scène, pas même au théâtre le plus marginal. Et, tout d'un coup... la panique. Mais parce qu'on y est entouré d'une équipe hautement technique, la mise en scène lui

paraît plus facile que l'écriture, où tout se passe entre machine à écrire et feuille blanche : décrire un cottage, dire, est moins aisé que d'y planter sa caméra. Il a donc décidé d'être incapable de mettre en scène un scénario d'autrui — « Je ne saurais par où commencer. Avec son propre matériel, la moitié du travail de réalisation se fait à la machine à écrire » — et se revendique avant tout écrivain-scénariste.

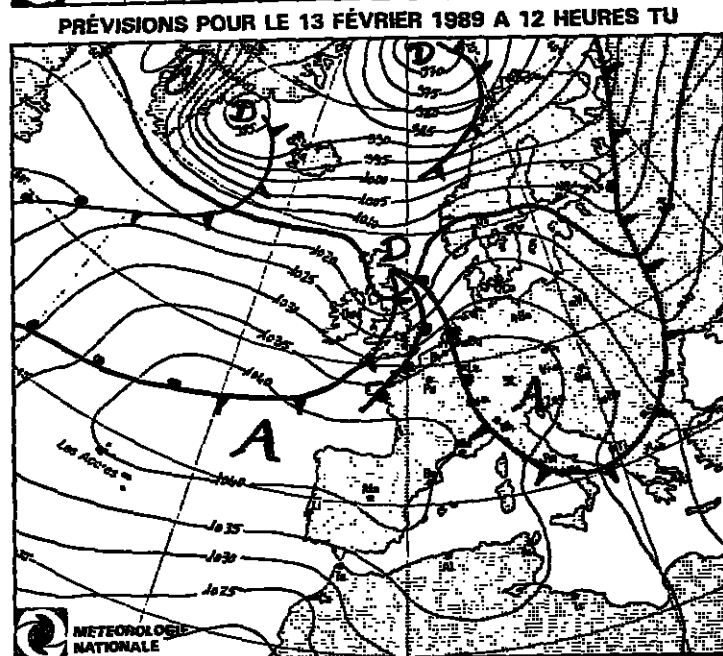
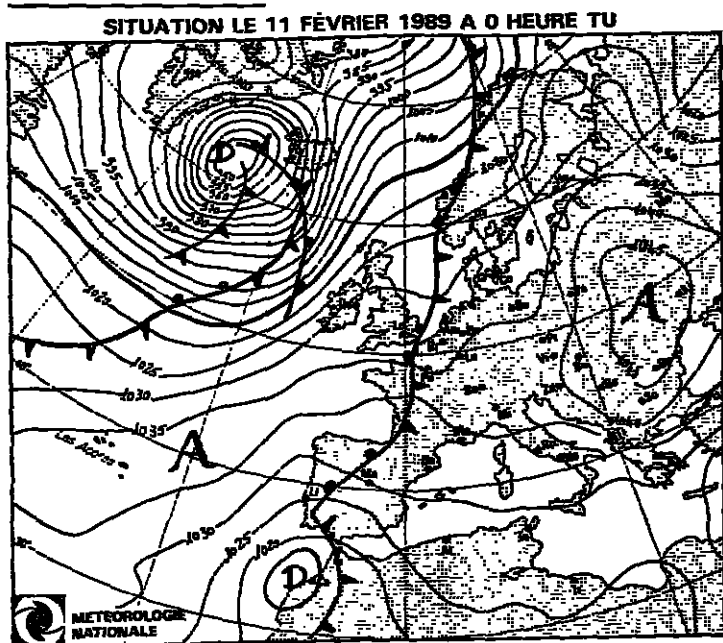
Mais il entend mener les deux activités de front. Son *Fox Man and Little Boy* (surnoms des deux bombes atomiques lâchées sur le Japon) vient d'être tourné par Roland Joffé ; il met la dernière main à une adaptation du *Germinal* d'Emile Zola et apporte les ultimes finitions à sa nouvelle réalisation : *Comment progresser dans la publicité*, une satire sur « un cadre supérieur dans une agence de pub, à qui il pousse un furoncle sur un côté de la tête ». « Mais le furoncle a des yeux, un visage et une bouche et se met à parler », Richard Grant, acteur sud-africain qui n'avait jamais tourné auparavant, incarnera le cadre supérieur, une sorte de cousin de Withnail (« mais différent »), tout comme c'était le personnage de John Malkovich dans *La Déchirure*.

Au passage, Robinson entend bien épingler à la fois la manipulation des esprits, la persuasion plus ou moins clandestine... et l'Angleterre de Margaret Thatcher.

HENRI BEHAR.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 11 février à 0 heure et le dimanche 12 février à 24 heures.

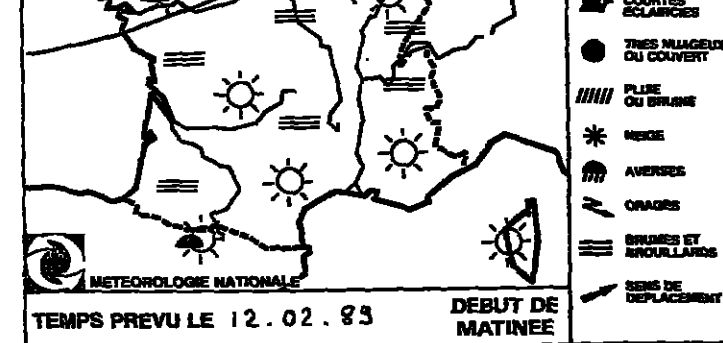
Les hautes pressions régneront encore sur la pays. Ainsi, la perturbation qui abordera les côtes de la Manche la nuit prochaine, sera très atténuée. Son activité ne dépassera guère le littoral.

Dominante : nuages sur le nord-ouest, brouillard ailleurs. Puis le soleil reviendra partout.

De la Vendée et de la Bretagne à l'île-de-France et au nord, le ciel sera très nuageux en début de journée. Des petites pluies se produiront de la Haute-Normandie au Pas-de-Calais.

Mais des éclaircies apparaîtront rapidement sur le Finistère et les Côtes-du-Nord. Elles s'étendront dans l'après-midi jusqu'aux Pays de Loire, et au Touraine, au bassin parisien et au nord, en descendant de plus en plus belles.

Sur la Champagne-Ardenne, le Centre, la Bourgogne, la Lorraine et l'Alsace, on trouvera quelques bancs de brouillards le matin. Ils ne se lèveront que pour laisser la place à de nombreux



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé									
Valeurs extrêmes relevées entre le 10-02-1989 à 6 heures TU et le 11-02-1989 à 6 heures TU									
FRANCE	TOUR	12	3	N	LOS ANGELES	15	9	D	
ABRUZZO	14	2	6		LUXEMBOURG	15	3	C	
BARCELONE	13	6	10		MADRID	12	4	N	
BORDEAUX	14	0	8		MILAN	21	7	B	
BREST	11	0	8		MONTREAL	-5	-18	C	
CAEN	10	-1	N		MOSCOW	-4	-8	C	
CHERBOURG	9	2	D		MURKIN	25	13	C	
CLEMONT-FERR	14	1	D		NEW YORK	-1	-7	D	
COCIN	10	-1	N		OSLO	5	4	C	
COGNAC	10	2	D		PALM JAMAICA	17	4	D	
CRETE	12	3	B		PARIS	11	-2	D	
DIJON	12	4	D		SAO PAULO	15	1	D	
LYON	14	-2	B		SINGAPORE	23	26	C	
MARSEILLE	16	3	D		STOCKHOLM	2	2	C	
NANCY	9	3	D		TOKYO	6	2	D	
NANTES	12	2	D		TUNIS	7	-2	D	
NICE	14	6	D		VIENNE	11	0	D	
PARIS	13	10	B						
PERDRE	12	2	N						
RENNES	16	6	N						
STRASBOURG	11	-1	P						

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4938

HORIZONTEMENT

I. Tel qu'il y a matière à faire plus d'un éclat. Même à la réussite quand elle est bonne. - II. Ne put freiner dans la descente. Opéculent naturellement. - III. Susceptible de frapper fort. Capables de chasser les nuages. - IV. Il nous en fait voir ! Est plus ou moins nocif. Lettre grecque. - V. Sont très creuses. Préfixe multiplicateur. - VI. Est très loin de notre monde. Va et vient. - VII. Prouve qu'on a mis du sel dans la farce. A beaucoup donné d'air. Fils de patriarcat. - VIII. Quand le « diable » se fait entendre. Certains y laissent des plumes. Se fait désagréablement remarquer. Qui s'est donc fait agréablement remarquer. - IX. Fut poussé à la consommation. Est mis sur la voie. Signe de reconnaissance. - X. Porteur de charge. N'aide évidemment pas à faire bonne figure. Fit disparaître. - XI. Aura une vive réaction. Est réduit à presque rien par ceux qui profitent de lui. Végétal indien. - XII. Dots en partie. Plus ou moins bien placés. Démontre. - XIII. Est gâchée par maintes gens. Qui assurent le maintien. - XIV. Pas de quoi se vanter ! Est placée dans certains sabots. Est connue et reconnue. - XV. Source de complication. Pas belle à voir. Beau à voir.

parfum. Ne se montre guère actif. - 9. Peut faire partie d'un paquet. On lui doit parfois d'être dans la bonne voie. - 10. Fait passer par différentes épreuves. Département. - 11. Agréable à toucher. Conjonction. Agent de transmission. - 12. Est régulièrement rempli. Peut se révéler utile à celui qui a le bac. Avec lui, il y a des limites à ne pas dépasser. - 13. Sont détenteurs. Dans une île. Fais le déplacement. Protection végétale. - 14. Moyen de se faire connaître. Utile à celui qui met le pied à l'étrier. Qui peut donc servir à « labourer ». - 15. Est commandé pour la commodité.

VERTICALEMENT

1. Avec lui, on peut en apprendre tous les jours. Descend de la montagne. - 2. On a l'œil sur lui. Qui ont donc moins de force. - 3. Un qui peut se voir tendre la perche. En fin de classement. Participe. - 4. A son utilité pour des gens du Nord. Assura bien sa descendance. Certains cherchent régulièrement à en faire tout un plat. - 5. Ce n'est pas la tête qu'il se tape contre les murs. Utilisée pour couvrir. - 6. Qui ne remue même pas le petit doigt. Exclamation. - 7. Coureur australien. Ouvre les lèvres. Interjection. - 8. Artisan de la victoire. On peut y mettre les pieds. Se fait mettre au

Solution du problème n° 4937

Horizontalement
I. Mémoire. - II. Avarice. - III. Si. Manet. - IV. Sède. Si. - V. Erwin. - VI. Sué. Os. - VII. Ra. Esse. - VIII. Liesse. - IX. Close. Pal. - X. Le. Etoile. - XI. ENA. Suais.

Verticalement
1. Masseur. Clé. - 2. Evier. Allen. - 3. Mâles. Jo. - 4. Or. Diurèse. - 5. Isène. Sot. - 6. Ria. Tees. Ou. - 7. Eon. Sépia. - 8. Nesses. Ali. - 9. Asti. Selles.

GUY BROUTY.

Le Carnet du Monde

Naissances

- Gilles, Marie-Laurence et Laure CHOURAQUIL, sont heureux d'annoncer la naissance de Frédéric, le 7 février 1989.

141, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

Décès

- Baroudia Chekkat, son épouse, Amel et Rafik, ses enfants.

Ainsi que toute la famille et ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

Abdel Hafid CHEKKAT, cadre au ministère de l'Intérieur algérien, survenu le 9 février 1989 à Kouba (Alger), dans sa quarantième année.

- M^{me} Pierre Dupuy, son épouse, Roger et Olivier, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès dans sa soixante-deuxième année de

Pierre DUPUY, ingénieur arts et métiers Chuy 46, survenu le 5 février 1989.

Les obsèques civiles ont eu lieu le 10 février, à Villeparisis.

- M^{me} Madeleine Garipuy, ses enfants et petits-enfants, Le docteur Anne Garipuy-Richard, Le docteur Daniel Garipuy, Le docteur Janine Carrax-Garipuy, Laurent Richard et Jean Garipuy, Les familles Thierry, Grand, Gaubert, Duclos, Augé, font part du décès, à l'âge de quarante-neuf ans, de

docteur Jean GARIPUY, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaillé de la Résistance, croix du combattant, médaillé de la Croix-Rouge.

Un hommage d'adieu lui sera rendu à son domicile, 38, rue du Taur, à Toulouse, le lundi 13 février 1989, à 11 h 30.

L'inhumation aura lieu le même jour à 14 heures, dans le cimetière de Montjoux (Haut-Garonne).

« Que la Paix coule comme une source et la Justice comme un fleuve intarissable. »

M. Yves LEGOLVAN, fondé de pouvoir principal, responsable du marché des professionnels.

Notre nous associons à la douleur de sa famille et lui exprimons nos sincères condoléances.

- M^{me} Odile Waechter, son épouse, Et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy WAECHTER, agrégé de l'Université, survenu le 8 février 1989.

Les obsèques auront lieu le 15 février à Estampes (Hauts-de-Seine).

19-21, rue Gayton-de-Morveau, 75013 Paris.

Notre chers, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

LE JOUR MÉME

7, rue de la Harpe, 75005 Paris Cedex 05. Tél. MONPAR 600 572-573. Télécopier : 46-23-08-81.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et extérieures 73 F

Communications diverses 86 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

EN BREF

• Année de la France en Inde.

• L'association Cours de France consacre sa première mission à l'Inde. Elle s'est fixée pour objectif la constitution d'un carnet de commandes, émanant de souscripteurs publics et privés français, d'œuvres d'art traditionnelles indiennes.

• Cours de France, CFC, 81, rue de Paris, 92100 Boulogne. Tél. : (1) 45-25-26-66.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ÉCONOMIE

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ◻ Film à éviter ◻ Ou peut voir

■ Ne pas manquer ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 11 février

TF 1
20.40 Variétés : Copacabana. 22.20 Magazine : Ushuaïa. 23.15 Feuilleton : Mont-Royal (6 épisodes). 0.05 Journal Méta. 0.25 Spécial sports. 0.40 Série : Manu. 1.30 Série : Drôles d'histoires. 1.55 Feuilleton : Rendez-vous en noir. 2.50 Feuilleton : Symphonies. 3.15 Documentaire : Histoire des inventions. 4.05 Documentaire : Histoire naturelle. 4.30 Musique. 4.40 Feuilleton : Les aventures de Caleb Williams. 6.15 Série : Drôles d'histoires.

A 2
20.40 Variétés : Champs-Élysées. 22.25 Série : Médecin de nuit. 23.20 Ski. 23.30 Journal. 23.45 Magazine : Lettres noires pour nuits blanches.

FR 3
20.35 Samedi 11. 21.50 Journal. 22.15 Magazine : Le divan. Invité : Patrick Sébastien. 22.35 Magazine : Musicales. 23.35 Magazine : Sports 3.

CANAL +
20.30 Série : Les jupes de la Révolution. 22.05 Boxe. 23.10 Cinéma : Les entrailles de l'enfer. et 0.45 Cinéma : Tost ce que vous avez toujours voulu savoir sur le sexe sans jamais oser le demander. ■■ 2.10 Cinéma : Y'a bon les Blancs. ■■ 3.45 Cinéma : Initiation d'une jeune marquisette. 4.55 Cinéma : Sonatine. ■■ 6.25 Série : Max Headroom.

LA 5
20.30 Téléfilm : Opération Survie. 22.05 Série : La belle et la bête. 23.05 Série : Arabesque. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Arabesque (cont.). 0.10 Série : Amicalement vôtres. 1.00 Les enquêtes de commissaire Maigret (rediff.). 2.35 Journal de la nuit. 2.40 Boulevard et compagnie (rediff.). 3.00 Magazine : Club Cinq. 3.10 Volin, volin (rediff.). 4.10 Feuilleton : Dominique. 4.50 Volin, volin (rediff.). 5.50 Magazine : Club Cinq (rediff.). 6.00 Boulevard et compagnie (rediff.).

M 6
20.35 Téléfilm : Le mal des mutants. 22.20 Téléfilm : Les griffes du péché. 23.45 Série : On se dépêche d'un rien. 23.50 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 2.30 Boulevard des clips. 3.20 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 3.50 Boulevard des clips. 4.30 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 5.00 Boulevard des clips.

Dimanche 12 février

TF 1
11.30 Magazine : Téléfoot. 12.30 Jeu : Le just prix. 13.00 Journal. 13.20 Série : Tous Policiers. 14.15 Mondo Diago. 14.40 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.30 Tiroir à Vincennes. 15.40 Série : Pour l'amour du risque. 16.30 Série : Colombo. 18.05 Série : Douce France. 18.30 Série : Vivement lundi ! 19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : François Mitterrand. 20.30 Journal. 20.50 Cinéma : L'Africain. ■■ 22.30 Magazine : Sport dimanche soir. 23.25 Journal. 23.45 Documentaire : Allers-retours. 0.40 Concert. 1.50 Série : Drôles d'histoires. 2.15 Feuilleton : Rendez-vous en noir. 3.10 Feuilleton : Symphonies. 3.35 Documentaire : Histoire des inventions. 4.25 Musique. 4.50 Téléfilm : L'année noire. 5.40 Documentaire : Histoire naturelle. 6.10 Série : Drôles d'histoires.

A 2
13.00 Journal. 13.25 Dimanche Martin. 15.00 Série : Magnum. 15.50 L'École des fans. 16.40 Feuilleton : Des grèves aux fous. 17.40 Documentaire : L'odyssée sous-marine du commandant Cousteau. 18.30 Magazine : Sado. 2.19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal. 20.35 Téléfilm : L'ingénieur sans trop les chiffres. 22.10 Ski. 22.15 Musique au concert. 23.35 Journal. 0.05 Magazine : Aps. 0.20 Documentaire : L'odyssée sous-marine du commandant Cousteau (rediff.).

FR 3
13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Forum RMC. FR3. 14.30 Expression directe. 14.50 Magazine : Sports loisirs. 17.03 Magazine : Montagne. 17.30 Année 3. 19.00 Série : Les aventures de Sherlock Holmes. 20.00 Série : Benny Hill. 20.30 Documentaire : Au cœur de dragon. 21.30 Magazine : Océaniques. 22.05 Journal. 22.30 Cinéma : Le dernier milliardaire. ■■ 0.05 Musique, musicale.

CANAL +
14.00 Série : Palace. 15.10 Documentaire : Kasparov, le léon. 17.00 Basket américain. 17.55 Magazine : Sport Rase. 18.00 Cinéma : Howard. Une nouvelle race de héros. ■■ En clair jusqu'à 20.30. 19.50 Deuxième année : Ce carton. 20.30 Cinéma : Saxo. ■■ 22.30 Documentaire : Movie Mahal. 23.30 Cinéma : Le magot de Joffa. ■■ 1.00 Cinéma : Initiation d'une jeune marquisette. 2.10 Les superstars du catch.

LA 5
13.00 Journal. 13.25 Téléfilm : La rage de survie. 15.00 Sport : Météo. 16.00 Magazine : Télé-marchés. 17.15 Téléfilm : Menteur en trois actes. 18.50 Journal images. 19.00 Série : 200 dollars plus les frais. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Les filles du régiment. ■■ 22.20 Magazine Club Cinq. 22.30 Cinéma : Trois jolies pour être lauses. ■■ 0.00 Journal de minuit. 0.05 Cinéma : Le temps de mourir. 1.27 Magazine : Club Cinq. 1.37 Cinéma : La brigade. ■■ 3.17 Magazine : Club Cinq (rediff.). 3.30 Série : Volin, volin. 4.30 Boulevard et compagnie (rediff.). 4.50 Série : Volin, volin.

M 6
13.20 Téléfilm : Le feu de septembre. 14.50 Téléfilm : Sa vie d'homme. 16.25 Film. ■■ 16.30 Magazine : Destination samedi. 17.30 Magazine : Le plaisir et la balance. 18.0 M 6 express. 18.05 Série : Brigade de nuit. 19.00 Série : Espion modèle. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Coby show. 20.35 Cinéma : Un dimanche de flics. ■■ 22.15 Six minutes d'informations. 22.20 Capital. 22.30 Série : On se dépêche d'un rien. 23.30 Cinéma : La vie secrète de Walter Mitty. ■■ 0.15 Rendez-vous quand vous voulez (rediff.). 1.10 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Malaventure. 2.10 Anné, jour après jour. 2.25 Magazine : Quand la science mène l'enquête (rediff.). 3.15 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 3.40 Destination samedi (rediff.). 4.30 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 4.55 Malaventure (rediff.). 5.05 Anné, jour après jour (rediff.). 5.20 Poly en Espagne (7^e épisode). 5.45 Musique : Boulevard des clips.

ÉTRANGER

La forte hausse des prix de gros aux États-Unis risque de précipiter le relèvement des taux d'intérêt

Les prix de gros aux États-Unis ont augmenté de 1 % en janvier, soit deux fois plus vite qu'en décembre. Cette très forte hausse — la plus rapide enregistrée outre-Atlantique depuis octobre 1985 — s'explique notamment par l'augmentation des prix de l'énergie (+4,9 % en un mois) et celle des produits alimentaires (+1,1 %). Mais beaucoup d'autres prix ont également augmenté très sensiblement (médicaments, équipement ménager, jouets, magazines...) accréditant l'idée d'une accélération de l'inflation.

En 1988, les prix de gros ont augmenté de 4,4 % et beaucoup d'observateurs prévoient une augmentation de l'ordre de 5 % cette année, nettement supérieure à la prévision officielle (+3,6 %).

La hausse des prix de gros généralement attendue pour janvier ne dépassait pas 0,3 % ou 0,4 %. C'est dire que le résultat du mois dernier a pris à contre-pied la plupart des observateurs, déjà alertés par le président de la FED — M. Alan Greenspan — qui ne cesse de rap-

per les risques de dérapage inflationniste dus à une activité trop forte par rapport aux capacités de production.

La réaction des marchés a donc été rapide. Si Wall Street a accueilli le coup à la baisse, le dollar, lui, a immédiatement rebondi dans l'attente d'une hausse des taux d'intérêt. La réaction des marchés a été d'autant plus vive que les intentions de M. Bush la veille en matière budgétaire n'avaient pas donné l'impression d'une ferme volonté de réduire le déficit budgétaire.

A tort ou à raison, l'impression générale est qu'une politique monétaire de plus en plus stricte compensera au cours des prochains mois une politique budgétaire guère plus rigoureuse que ces dernières années. L'avance d'une forte hausse des prix de gros survient au moment où les banques américaines relèvent leurs taux, pour tenir compte du renchérissement de leurs ressources entraînées ces derniers mois par la politique de la FED.

Les banques américaines relèvent leur taux de base

Les banques américaines ont porté leur taux de base (Prime Rate) de 10,50 % à 11 %, vendredi 10 février. C'est le quatrième relèvement depuis le début de 1988, date à laquelle ce taux était revenu des 9,75 % pratiqués avant le krach du 19 octobre 1987 à 8,50 %. La remontée avait commencé le 11 mai 1988, en raison du renchérissement du coût de l'argent à court terme. Depuis juin 1988, ce taux est passé de 6 1/4 % à

8 % puis à 9 1/2 % récemment (10 % à six mois). La dernière hausse remonte au 28 novembre 1988.

Quand le coût de l'argent à court terme augmente, rattachant les ressources des banques, ces dernières sont contraintes de majorer le taux de leurs crédits. C'est ce qui s'est encore passé cette fois-ci.

(Lire nos rubriques financières p. 13.)

Tension entre l'Espagne et la CEE

Le système fiscal des Canaries doit être révisé

MADRID de notre correspondant

Les Canaries vont-elles provoquer un conflit entre les instances européennes et l'Espagne au moment où ce pays préside la Communauté ? On peut le craindre, alors que la Commission est sur le point d'entamer une procédure pouvant mener Madrid devant la Cour européenne de justice.

Au centre du conflit se trouve le refus du gouvernement régional canarien de réduire, comme il était prévu le 1^{er} janvier dernier, les impôts locaux à l'importation. Ces impôts, appelés « arbitrios », existent depuis plus d'un siècle et ont été reconnus par un texte légal en 1972, frappant la majeure partie des produits d'importation à un taux qui varie de 0,1 % à 5 %.

Le traité d'adhésion de l'Espagne à la CEE oblige les Canaries à démanteler progressivement, avant le 1^{er} janvier 1993, les « arbitrios » appliqués aux produits communau-

taires. Les autorités locales s'étaient, jusqu'à présent, refusées à cette obligation, mais le nouveau gouvernement, entré en fonctions en décembre 1988, s'est refusé à la faire. Il entend ainsi faire pression sur Madrid afin d'obtenir une compensation de l'Etat central. Le conflit oppose donc deux entités : les Canaries à Madrid qu'à Bruxelles. Les relations entre le gouvernement socialiste espagnol et le gouvernement autonome canarien forment d'une coalition de partis régionalistes et de gauche. Et, le 10 février, des milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Madrid à l'appel d'un ultimatum d'un parti local. Les responsables canariens se montrent d'autant plus fermes qu'ils savent que, derrière le problème des « arbitrios », s'en profile un autre, plus important : celui de l'indépendance. Ils réclament une réforme d'un système fiscal dont la spécificité a jusqu'ici constitué le moteur de l'économie locale.

THÉRIER MALINIAK.

La Banque centrale ne défendant plus l'austral

Buenos-Aires est à nouveau saisi par la fièvre du dollar

BUENOS-AIRES de notre correspondant

Une nouvelle poussée de « fièvre verte » a frappé la City de Buenos-Aires. Dans le micro-centre de la capitale, là où sont regroupées l'essentiel des banques et maisons de change, la tension est montée depuis que le gouvernement argentin a jeté l'éponge face à la spéculation sur le dollar.

Le billet vert s'est renchéri de quelque 50 % en deux jours par rapport à l'austral national, qui ne cotait plus, mercredi 8 février au soir, que 27 unités pour 1 dollar, contre 18 mardi matin à la réouverture des marchés.

Conséquence prévisible à moyen terme, une augmentation des prix avec son corollaire inflationniste et ses effets négatifs — pour le gouvernement et le Parti radical qui le soutient — sur l'opinion publique, à presque trois mois des élections présidentielles.

Pourquoi une telle réaction en chaîne ? Traumatisés depuis plus de sept ans par une inflation qui ne leur laisse que de rares répit, les Argentins ont fait du dollar la référence quasi mythique de leur santé économique, individuelle comme nationale.

Consentant de ce phénomène, le gouvernement avait décidé, lors de la mise en place du plan Primavera de lutte contre l'inflation en août dernier, de défendre sa monnaie pour laisser le temps de mettre en place le plan dont le chef de l'Etat disait qu'il était « l'ultime chance » de débarrasser le pays du fléau inflationniste. Et, même si M. Alfonsín ne le disait pas explicitement, il constituait aussi la dernière possibilité de renverser la tendance électorale favorable, dans tous les sondages, au candidat de l'opposition peroniste.

Pendant six mois, la Banque centrale (BCRA) a relevé le défi. Du 1^{er} août au 31 janvier, l'inflation s'est élevée à 87,5 % et le dollar ne s'est renchéri dans le même temps que de 38 %. Mais il a fallu pour cela que la BCRA vende quelque 2 milliards de dollars pour décourager la spéculation. Il lui a fallu aussi, pour attirer l'épargne sur sa monnaie, soutenir des taux d'intérêt bancaires atteignant le plus souvent deux fois le taux d'inflation.

La semaine dernière, elle a fini par craquer. Le dumping sur les taux d'intérêt et la multiplication

des titres publics ont fait enfler la dette intérieure de l'Etat dans une proportion alarmante (elle atteint désormais 20 milliards de dollars, selon la plupart des estimations bancaires).

Cotation à trois niveaux

En annonçant, lundi 6 février, un système complexe de cotation du dollar à trois niveaux (selon qu'il s'agit du taux régissant les exportations ou importations agricoles, de celui concernant les échanges commerciaux industriels ou de celui réglant la vente de devises aux particuliers), la Banque centrale a surtout fait savoir qu'elle renouait à défendre coûte que coûte sa monnaie. Qu'elle revenait pour ses opérations commerciales internationales à un dollar déterminé administrativement sans plus se préoccuper de sa valeur réelle sur le marché intérieur et libre des changes.

Le gouvernement de M. Alfonsín, qui avait tablé sur l'effet psychologique d'un dollar sous-évalué pour assurer le succès de sa politique économique et donner à son candidat à l'élection présidentielle, M. Eduardo Angeloz, un espoir de refaire le terrain perdu sur son concurrent peroniste, M. Carlos Menem, risque aujourd'hui de voir ce même effet jouer à ses dépens avec un dollar qui a repris sa course en avant.

En Argentine, dès que le dollar s'emballe, la panique gagne. Les commerçants commencent à faire valser les étiquettes, les épargnants se replient sur le billet vert et les chefs d'entreprise renouent à tout projet, les salariés, eux, ont le sentiment que leurs revenus — qu'ils traduisent systématiquement en dollars — fondent, et la colère monte partout.

Les seuls qui ont pourtant vraiment des raisons de se sentir floués sont ceux des Argentins qui, tablant sur la surévaluation de leur monnaie, avaient prévu de partir en vacances (février est, dans l'hémisphère sud, l'équivalent du mois d'août en France) à l'étranger. Ils ont aujourd'hui confrontés — pour payer billets d'avion, hôtels ou locations — à des tarifs qui ont, du jour au lendemain, augmenté de moitié.

CATHERINE DERIVERY.

SOCIAL

Le CSMF juge nécessaire de reconverter 20 000 médecins

« Il faut reconverter 20 000 médecins » : ce cri d'alarme a été lancé mercredi 8 février par la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), qui suggère plusieurs solutions et entend soumettre la question à M. Jacques Chirac, ministre chargé des reconversions.

Ces médecins, ce sont les 21 700 diplômés inscrits à l'Ordre des médecins qui n'ont pas indiqué de mode d'exercice : ils n'étaient que 9 800 en 1979. Selon le docteur Patrick Brezac, spécialiste de la « démographie médicale » à la CSMF, ils « bricolent », de remplacements en urgences, de gardes en installation, et leurs capacités professionnelles comme leur moral finissent par se dégrader...

du nombre d'admis dans les études de médecine.

Pour la CSMF, il faut donc élargir les possibilités offertes aux diplômés et aux médecins en début d'exercice. D'abord en ouvrant des postes dans certains secteurs reconnus comme déficitaires, par exemple la médecine scolaire, où il manquerait 500 à 600 médecins, les assistants temporaires des hôpitaux généraux (1 200 postes), pour lesquels le financement est insuffisant ; ensuite en créant un système de « compagnonnage » c'est-à-dire d'exercice à temps partiel auprès de médecins déjà installés ; enfin en encourageant le départ à la retraite dès soixante ans (en 1988, 600 médecins libéraux ont demandé à profiter de la formule de retraite anticipée créée fin 1987).

La CSMF demande, en outre, la mise en place d'un « plan de reconversion honorable » pour 20 000 diplômés vers d'autres secteurs professionnels, proches ou non du sanitaire.

Parallèlement, il faudrait, selon la CSMF, décider d'études médicales, en décaissant l'issue de chaque cycle, comme c'est le cas dans les études littéraires, juridiques ou scientifiques, un diplôme offrant des équivalences permettant donc des réorientations. Pour faciliter celles-ci, des formations complémentaires devraient être introduites au cours du deuxième cycle, permettant de glisser ensuite vers des domaines comme le génie biomédical, l'industrie pharmaceutique, le marketing ou la gestion... En même temps, il faut, même si cela n'a pas d'effet avant 1995, réduire encore à 3 800 ou 3 700 le nombre d'entrées dans les études médicales, déjà ramené à 4 100, et continuer la réduction plusieurs années.

G. H.

Système de « compagnonnage »

Ce stock ne va pas se résorber, car le nombre des installations en médecine libérale dépasse depuis plusieurs années de 3 500 le nombre des départs, et chaque année arrivent plus de 6 000 diplômés. Ceux-ci se « déversent » de plus en plus vers la médecine générale libérale, car les carrières hospitalières sont bloquées et la sélection pour les spécialistes. Or, 10 000 généralistes installés depuis au moins un an font moins de huit actes par jour et ne couvrent pas leurs frais, selon le docteur Brezac : la proportion dépasse 20 % des médecins dans les régions Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon, 24 % en Ile-de-France et en Provence-Côte-d'Azur.

Ce gonflement du corps médical ne s'arrêtera pas avant 2010, selon les prévisions de l'Ordre des médecins comme celles du ministère de la santé, malgré la réduction progressive

Hausse des salaires de 2,2 % dans les banques

Un accord salarial pour 1989 a été signé vendredi 10 février entre l'Association française des banques (AFB), l'organisation patronale, et les syndicats CFDT et CFPC. La CGT l'a refusé et la CGC doit venir donner leur réponse avant le mardi 21 février. L'accord prévoit des augmentations générales de salaire de 2,2 % (1 % au 1^{er} avril, 1,2 % au 1^{er} octobre) — chiffre qui correspond à la prévision gouvernementale de hausse des prix sur

l'année — et une hausse générale de cinq points (représentant 62,5 F au cinquième point) pris par le 1^{er} mars. Rendez-vous est pris pour le début de 1990 pour examiner l'évolution des salaires et des prix en 1989. Les établissements adhérents à l'AFB comptent deux cent cinquante mille salariés : le Crédit agricole, les caisses d'épargne et le Crédit mutuel n'en font pas partie, mais les banques mutualistes (cinquante mille salariés) s'alignent en général sur les accords.

F. Ch.

AFFAIRES

La crise de Petit Bateau

Les salariés d'Yves Rocher manifestent contre la BNP

« BNP rend-nous notre blé » : la devise de quelque deux mille salariés d'Yves Rocher qui manifestent, le vendredi 10 février, devant le siège parisien de la banque, ce slogan constitue le nouvel épisode de la guerre qui oppose, depuis la mi-janvier, le PDG de l'entreprise de cosmétiques, le PDG de la BNP à propos de la vente de Petit Bateau. Bizarrement aucun des salariés de cette entreprise troyenne n'était présent.

En revanche, M. Yves Rocher était entouré de ses plus farouches partisans : les salariés et les élus politiques de la région de La Gacilly, son fief breton dont il est lui-même un édile et où il a installé ses usines.

Une quarantaine de cars avaient amené les manifestants qui n'ont même pas demandé à être reçus par les responsables de la BNP. « Nous voulons montrer qu'ils nous plus gros mais pas les plus forts », expliquent M. Yves Rocher qui se prétend prêt à déposer une troisième plainte...

En même temps, il assure vouloir redresser la situation de l'entreprise et précise ses nouvelles revendications : « Nous sommes prêts à mettre 55 millions si la BNP fait de même. Par ailleurs, nous avons besoin d'un prêt participatif de 200 millions de francs ».

La direction générale de la BNP rappelle, de son côté, que les tranchées du différend juridique. Sur la situation de Petit Bateau, elle maintient ses propositions : conversion de 85 millions de

francs de créances en capital et restructuration de la dette. Loin des querelles et des défilés, M. Jean-François Debevoise, le PDG de Sanofi, actionnaire d'Yves Rocher, cherche à mettre d'accord les deux parties. Il a notamment entrepris une « série de contacts » pour trouver un partenaire textile qui entrerait dans le capital.

F. Ch.

● Prouvost et Rhône-Poulenc rachètent la Norddeutsche Faserwerke. — Les groupes français Vitos Ets Vitou (textile) et Rhône-Poulenc (chimie) viennent de racheter à la Dresdner Bank le contrôle du fabricant ouest-allemand de fibres synthétiques Norddeutsche Faserwerke GmbH. Les actifs de cette société seront apportés à une nouvelle holding à créer, dont VEV-Prouvost sera actionnaire majoritaire à 49 %. La part de Rhône-Poulenc sera de 24 %. L'opération doit toutefois recevoir encore le feu vert de l'Office fédéral allemand des cartels. Affaire délicate (perte non précisée), Norddeutsche Faserwerke réalise un chiffre d'affaires de 284 millions de deutschemarks (900 millions de francs). Son rachat devrait permettre à VEV-Prouvost (7 milliards de francs de chiffre d'affaires) de se développer vers l'amont et à Rhône-Poulenc d'écouler ses fibres via sa filiale allemande Rhodia AG. Le montant de l'acquisition n'a pas été rendu public.

CONJONCTURE

Le gouvernement approuve définitivement les contrats de plan avec 13 régions sur 22

Comme on pouvait s'y attendre, à cause de nombreux retards de procédure accumulés depuis six mois, un nombre important de contrats de plan entre l'Etat et les régions, pour la période 1989-1993, ne pourront pas être officiellement signés avant les élections municipales de mai. Cependant, le gouvernement a définitivement approuvé, le 10 février, des contrats avec treize régions (1). Ces documents fixent les engagements financiers réciproques de l'Etat et de chaque conseil régional concerné pour les grandes opérations d'équipement et de développement dans les cinq années qui viennent.

MM. Jacques Chirac et Lionel Stoléru, respectivement ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux reconversions et secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé du Plan, ont communiqué la réunion gouvernementale mardi que deux autres contrats (Bretagne, Centre)

seraient ratifiés incessamment, et que quatre (Aquitaine, Auvergne, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Lorraine) devraient encore recueillir, dans un bref délai, l'approbation formelle des élus régionaux. En revanche, pour trois autres régions (Bourgogne, Rhône-Alpes et surtout Ile-de-France), la négociation entre les partenaires n'est toujours pas achevée.

Pour les vingt-deux régions de métropole, l'Etat dépensera, en cinq ans, 52,1 milliards de francs, pour les régions d'outre-mer, 2,7 milliards (2). Par rapport au IX^e Plan (1984-1988), les crédits publics connaissent, en France, une progression de 25 %. Mais les conseils régionaux, eux, feront un effort financier et budgétaire proportionnellement plus important que celui de l'Etat, puisque les sommes qui seront affectées aux contrats passeront de 28 milliards à 40 milliards.

La part la plus forte des engagements de l'Etat (23,5 milliards) concerne les infrastructures de communication ; puis, pour 11,9 milliards, les actions de rééquilibrage en faveur des zones géographiques les plus fragiles ; 8,75 milliards pour la recherche et la formation, et 6 milliards pour le développement local et l'emploi. Si l'on considère les dépenses de l'Etat par habitant, c'est la Corse qui est la mieux servie, du Nord-Pas-de-Calais et de la Lorraine, du Nord-Pas-de-Calais et du Languedoc-Roussillon.

Enfin, dans les semaines qui viennent, l'Etat pourra conclure avec certaines grandes villes, voire avec

des agglomérations, des « contrats d'agglomération » : ils concernent l'urbanisme, le logement et le développement social des quartiers. Marseille, Montpellier, la région lyonnaise ou les agglomérations nantaises et lyonnaises pourraient être les premières concernées.

F. Gr.

(1) Alsace, Basse-Normandie, Champagne-Ardenne, Corse, Franche-Comté, Haute-Normandie, Languedoc-Roussillon, Limousin, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Pays de la Loire, Picardie, Poitou-Charentes.

(2) A l'issue du précédent comité interministériel consacré à la question, le 17 novembre 1988, M. Michel Rocard avait annoncé que l'Etat dégagerait 51 milliards pour la métropole et 3,8 milliards pour l'outre-mer. Une rallonge pour certaines régions de métropole particulièrement « mal servies », dans un premier temps, et « courtoises » a donc été trouvée.

Le gel de 10 milliards de crédits budgétaires « Une grande vigilance s'impose » écrit M. Rocard

« Pour consolider les acquis et faire disparaître les points noirs, une grande vigilance s'impose dans la gestion de notre économie, d'autant que les perspectives internationales restent incertaines et laissent entrevoir chez nos partenaires économiques les plus inquiétants un ralentissement de la croissance », écrit M. Michel Rocard dans la lettre adressée aux membres du gouvernement pour expliquer le « gel » de 10 milliards de francs de crédits budgétaires (le Monde du 8 février).

La France a ainsi été conduite à « adapter ses taux d'intérêt aux conditions du marché. (...) De même nos dépenses budgétaires doivent contribuer à une croissance saine, non inflationniste et équilibrée vis-à-vis de l'extérieur ».

La lettre précise en outre que le gel « se traduira par le blocage de

5 % des autorisations de programme ouvertes par la loi de finances pour 1989, des crédits de paiement correspondants et de la totalité des crédits de fonctionnement et d'intervention, à l'exception des crédits évaluatifs, de ceux consacrés à la dette publique et aux dotations des pouvoirs publics et aux dépenses de personnel ».

« Les crédits correspondants seront gelés jusqu'à l'été, leur déblocage pouvant intervenir en fonction de l'évolution de la situation économique qui sera alors constatée ».

La lettre de cadrage précise que sont exclus de cette procédure les crédits de l'éducation nationale, l'aide publique au développement, le budget civil de recherche et développement ainsi que les engagements pris par l'Etat dans le cadre des contrats de plan.

هكذا من الأصل

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

La transparence est à l'ordre du jour

Si le marché international des capitaux gagne en transparence, c'est la course des rendements qui en est la cause. Cette course, on le sait, s'incarne depuis quelque temps de façon inhabituelle, les capitaux à court terme étant mieux rémunérés que ceux à long terme. Certains des plus prestigieux débiteurs n'ont pas manqué de mettre à profit une telle conjoncture.

En levant des fonds sur la plus longue durée possible (dix ans présentement pour des obligations en dollars), ils se sont assurés d'un financement relativement bon marché, en tout cas d'un coût moins élevé que le Libor, le taux d'intérêt interbancaire de référence, et ce, même si les conditions actuelles, il ne servirait à rien à ces débiteurs de procéder à une transaction de swaps qui déboucherait sur des fonds à taux variables car ceux-ci seraient plus chers que l'emprunt de départ. Ils conservent donc le produit de leur emprunt tel qu'ils l'ont levé, tel que les prêteurs l'ont vu.

Les quelques cas récents de grands emprunts ayant fait l'objet d'un swap digne de mention ont probablement bénéficié d'une subvention. Ce genre de subvention par des établissements bancaires japonais à la recherche de mandats qu'ils semblent acheter. Pour l'emprunteur le gain peut être de l'ordre d'une vingtaine de centimes ou points de base, ce qui est important et réduit d'autant le coût de l'opération. La pratique des subventions n'est cependant pas du gré de tous.

Certains l'acceptent, jugeant peut-être de bonne guerre de récupérer de la sorte une partie des bénéfices des euro-établissements japonais, dont il est pour l'instant le bon droit de critiquer l'emprise sur le marché international.

Mais nombreux sont également ceux qui refusent de recourir à une solution de ce genre et qui préfèrent jouer le jeu de la libre concurrence. Ils trouvent dans leur attitude claire et sans équivoque un bénéfice à long terme, à l'échelle supérieure à celui qu'ils pourraient tirer dans l'immédiat d'une opération faussée par la distorsion due à une subvention de swaps. Ces derniers de cette façon que se confirment des réputations sur l'européisme.

Parmi les récents emprunteurs de tout premier plan dont on sait qu'ils n'ont pas eu recours à de tels subsides, l'Italie a retenu l'attention par une énorme opération de 1 milliard de dollars à taux fixe (voir également le Monde daté 22-23 janvier).

La moitié de l'opération sert à rembourser un emprunt qui va être remboursé, le reste étant maintenu en position d'attente. Une position très confortable au demeurant, que la hausse générale du niveau de l'intérêt de ces dernières semaines n'a cessé de justifier. On imagine aisément la satisfaction d'un trésorier qui a si bien anticipé l'évolution des taux et qui a le temps pour lui. Lorsque les occasions d'arbitrage redeviendront plus favorables, on sera en mesure de swapper cette dette à d'excellentes conditions et sans artifices ni subside extérieur. Et, qui sait, si le dollar venait à baisser un peu plus tard dans l'année, quelle belle occasion de réaliser un profit de change !

Electricité de France a suivi la semaine passée la voie tracée par l'Italie, obtenant un succès appréciable pour une euro-emission en dollars à dix ans. Son montant, initial, prévu de 250 millions, a rapidement été porté à 300 millions. EDF n'est que le troisième emprunteur de l'année à solliciter le marché international des capitaux sous le couvert de la République française et le profil de son opération ressemble fort à celui de la précédente, soit huit jours auparavant pour le compte du Crédit foncier de France : même durée de dix ans (remboursement *in fine*), même taux d'intérêt facial de 9,50 %. Lorsque l'émission EDF a vu le jour,

mardi 7 février, la marge qui séparait son rendement de celui des fonds d'Etat américains correspondants était de 37 centimes.

Cet écart était alors inférieur de 2 centimes à celui que l'on mesurait sur la base des cours où se traitait le Crédit foncier. Les conditions étaient donc fort justes mais cela n'a pas nui à sa réussite. C'est dans l'attente du discours « budgétaire » du président Bush. Les opérateurs en espèrent, malgré tout, de quelques mesures énergiques, de nature à rétablir la confiance des milieux financiers nationaux et internationaux. A cette fin, ils avaient, depuis quelque temps, procédé à des achats de dollars à terme, accumulant ce qu'on appelle, en jargon de cambistes, des positions « longues ».

Las ! Ce fut la déception après le discours, et même un peu avant, les projets du président apparaissant tout à fait vagues et guère de nature à réduire un déficit budgétaire qui, cette année, va déjà à 160 milliards de dollars, au lieu de 10 milliards le montant prévu.

Les pronostics très optimistes de M. Bush, à la fois sur le montant de ce déficit et sur le niveau des taux d'intérêt (7,4 % en 1989 et 5,5 % en 1990) étaient plutôt mal accueillis. Conséquence, jeudi soir et vendredi matin, le dollar amorçait une chute libre, dégringolant en douze heures de 1,8750 DM et 6,37 F à 1,8370 DM et 6,25 F, avec des conséquences sur la tenue des marchés financiers (voir ci-dessous). Mais, vendredi après-midi, un renversement spectaculaire s'opéra : l'annonce d'une hausse des prix de gros de 1 % contre 0,4 % prévu, due, essentiellement, à l'augmentation des prix du pétrole et de produits alimentaires, faisait rebondir brutalement le dollar qui s'envola à 1,87 DM. La raison était simple : la hausse des prix de gros génère l'inflation et, indirectement, donc la hausse des taux provoquée par des autorités monétaires vigilantes.

DEVISES ET OR

L'Amérique en question

Cardiaques s'abstenir, du moins s'ils veulent opérer sur les marchés des changes ! La semaine s'était pourtant déroulée de manière assez calme au départ. Après une nouvelle poussée du dollar à 1,8350 de DM, 6,42 F et près de 130 yens, précédée par une flambée des créations d'emplois aux Etats-Unis, la devise américaine dérivait un peu, dans l'attente du discours « budgétaire » du président Bush. Les opérateurs en espèrent, malgré tout, de quelques mesures énergiques, de nature à rétablir la confiance des milieux financiers nationaux et internationaux. A cette fin, ils avaient, depuis quelque temps, procédé à des achats de dollars à terme, accumulant ce qu'on appelle, en jargon de cambistes, des positions « longues ».

Las ! Ce fut la déception après le discours, et même un peu avant, les projets du président apparaissant tout à fait vagues et guère de nature à réduire un déficit budgétaire qui, cette année, va déjà à 160 milliards de dollars, au lieu de 10 milliards le montant prévu.

Les pronostics très optimistes de M. Bush, à la fois sur le montant de ce déficit et sur le niveau des taux d'intérêt (7,4 % en 1989 et 5,5 % en 1990) étaient plutôt mal accueillis.

Conséquence, jeudi soir et vendredi matin, le dollar amorçait une chute libre, dégringolant en douze heures de 1,8750 DM et 6,37 F à 1,8370 DM et 6,25 F, avec des conséquences sur la tenue des marchés financiers (voir ci-dessous). Mais, vendredi après-midi, un renversement spectaculaire s'opéra : l'annonce d'une hausse des prix de gros de 1 % contre 0,4 % prévu, due, essentiellement, à l'augmentation des prix du pétrole et de produits alimentaires, faisait rebondir brutalement le dollar qui s'envola à 1,87 DM. La raison était simple : la hausse des prix de gros génère l'inflation et, indirectement, donc la hausse des taux provoquée par des autorités monétaires vigilantes.

Tous ces soubresauts ne laissent pas d'inquiéter les observateurs lucides. Après le discours du président Bush, certains voyaient déjà le dollar tomber à 1,80 DM, mais son rebond les a surpris. Il faut dire que, à l'heure actuelle, dans le monde entier, les opérateurs ne regardent que la seule chose, les niveaux du taux d'intérêt dans chaque pays, qui rend plus ou moins attirante la rémunération des dépôts dans la monnaie

intéressée. Ainsi, les autorités britanniques ayant indiqué que la boulimie de consommation des citoyens d'Albion ne faiblissait pas, les taux meurtriers actuels (13 %) seraient maintenus, ou presque, par rapport au mark (3,2650 DM), soit un peu plus de 11 F, et cela en dépit de balances extérieures (commerce et paiements) tout à fait épuisantes. De même, les opérateurs délaissent le mark malgré un excédent commercial record en RFA (128 milliards de marks, soit 435 milliards de francs en 1988), excédent qui risque d'augmenter encore en 1989. Mais voilà : les places en curomarks à un mois ne rapportent que 6 % contre 9 1/2 % pour les eurodollars.

Toute cette agitation n'a guère perturbé le franc, qui a peu varié par rapport au mark, dont le cours a oscillé autour de 3,4030 F environ.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 6 AU 10 FÉVRIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

(La ligne inférieure donne le cours en francs suisses)								
PLACE	Livre	S.E.I.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,7895	—	15,8227	65,4115	65,8953	2,5493	47,6985	0,0738
	1,7420	—	15,8213	65,3911	65,8788	2,5494	47,6988	0,0738
Paris	11,137	6,300	—	488,76	34,088	16,2304	301,45	4,6264
	11,137	6,300	—	488,76	34,088	16,2304	301,45	4,6264
Bruxelles	11,1514	6,4015	—	488,34	34,088	16,2304	301,45	4,6264
Zurich	2,7751	5,770	—	—	84,9219	4,8519	75,2286	1,1651
	2,7751	5,770	—	—	84,9402	4,8552	75,2286	1,1651
Amsterdam	2,7895	5,990	—	—	—	4,7713	85,5762	1,371
	2,7895	5,990	—	—	—	4,7713	85,5762	1,371
Frankfurt	3,2655	1,8570	29,352	117,75	—	—	88,860	1,371
	3,2655	1,8570	29,352	117,75	—	—	88,860	1,371
London	3,2790	1,8625	29,4074	117,75	—	—	88,860	1,371
	3,2790	1,8625	29,4074	117,75	—	—	88,860	1,371
Geneve	68,408	38,92	6,1582	24,6791	289,58	—	18,552	2,578
	68,408	38,92	6,1582	24,6791	289,45	—	18,552	2,578
Bruxelles	68,408	38,92	6,1582	24,6791	289,45	—	18,552	2,578
	68,408	38,92	6,1582	24,6791	289,45	—	18,552	2,578
Amsterdam	68,408	38,92	6,1582	24,6791	289,45	—	18,552	2,578
	68,408	38,92	6,1582	24,6791	289,45	—	18,552	2,578
London	2,3801	1,3335	214,18	808,66	729,34	34,0212	646,11	—
	2,3916	1,371	214,18	808,66	729,34	34,0212	646,11	—
Milan	2,3916	1,371	214,18	808,66	729,34	34,0212	646,11	—
	2,3916	1,371	214,18	808,66	729,34	34,0212	646,11	—
Tokyo	225,41	128,20	262,14	80,955	10,7383	3,2618	68,8941	8,09

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les travaux du comité central du PC Hongrois. 4 Zaïre : le marasme économique. 5 L'ex-roi Zahir Chah demeure très populaire à Kaboul. — La visite du président Bush au Canada.	6-7 La préparation des élections municipales : Marseille, Paris, Clichy, Isère, Girondie. — Livres politiques, par André Laurens.	8 Grave épidémie de paludisme à Madagascar. — Le Vatican condamne le racisme. — L'Ecole de la magistrature à la recherche d'un deuxième souffle.	10 Pâquerette avec Marie Pacôme. — Didier Gustin au Théâtre de la Ville. — Segalen à Neuilly. — Cinéma : <i>Whitmail and I</i> , de Bruce Robinson.	13 La hausse des prix de gros aux Etats-Unis risque de précipiter le relèvement des taux d'intérêt. — Le CSMF juge nécessaire de reconstruire 20 000 médicaments. 14 Revenus des valeurs. 15 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 12 Météorologie 12 Mots croisés 12 Radio-télévision 12 Spectacles 11	● Les hauteurs de neige dans les stations CORUS ● Calculez vos impôts IMPOTS 3615 Tapez LM ● Chaque matin : 10 h : le mini-journal JOUR 11 h : la Bourse BOURSE 3615 tapez LEMONDE

A l'occasion de sa visite à Ajaccio

M. Joxe annonce la venue de M. Mitterrand en Corse

A l'occasion de sa quatrième visite officielle dans l'île depuis que l'ex-FNLC a décidé une trêve qui dure depuis le 1^{er} juin 1988, M. Pierre Joxe s'est rendu vendredi 10 février à Ajaccio pour préciser la mission du nouveau représentant du gouvernement en Corse, M. Jean-Gilbert Barzin, qui succède à Joel Thoraval à la préfecture de région. Le ministre de l'intérieur est également venu assister — comme Gaston Defferre en 1985 — à la signature du contrat de plan Etat-région qui permettra à la Corse de bénéficier d'un financement de 827 millions de francs pour les cinq années à venir.

BASTIA
de notre correspondant

« Le président de la République se rendra en Corse après les élections municipales », a révélé M. Joxe, vendredi à Ajaccio, à l'occasion du discours d'installation de M. Barzin, le successeur de Joel Thoraval à la préfecture de région. Le ministre de l'intérieur n'a pas précisé les raisons de cette visite, mais a clairement indiqué que « le statut particulier dont bénéficie la Corse depuis 1982 mérite réflexion ». Une réflexion permanente... M. Joxe a également annoncé que, dès le mois d'avril, un colloque international sur les îles européennes sera organisé à Ajaccio. Cette rencontre permettra de comparer les situations insulaires et d'étudier les problèmes spécifiques du développement régional dans la perspective de l'Europe de 1993.

Au cours du discours d'installation du nouveau préfet, le ministre de l'intérieur a précisé la mission du

représentant du gouvernement en Corse : « Votre action sera axée dans deux directions complémentaires : le respect de l'Etat de droit et le développement culturel, économique et social de l'île ».

Rappelant les principales mesures arrêtées par le gouvernement et le Parlement en matière de « moralisation de la vie publique », M. Joxe a insisté sur la nécessité de « la rigoureuse observation des règles de droit indispensables au bon fonctionnement de la démocratie ». De plus, il a été annoncé que deux nouvelles missions d'inspection générale seront prochainement diligentées dans certains services publics de l'administration.

En matière électorale, dix fonctionnaires de l'inspection générale de l'administration (IGA) et dix magistrats des tribunaux administratifs spécialisés en contentieux électoral seront chargés d'informer et de sensibiliser les électeurs aux règles du droit électoral.

M. C.

M. Barre demande au gouvernement de faire connaître son « programme d'action » pour préparer l'échéance de 1993

Dans l'éditorial de sa lettre mensuelle *Faits et arguments* datée de février, M. Raymond Barre écrit notamment :

« Les Français ne savent pas très bien où ils vont, ni comment ils y vont. A un moment où l'attention se concentre sur les « affaires » avec ce qu'elles comportent de soupçons, de rumeurs et d'insinuations, il vaut mieux ne point se laisser diverger ou accabler par ce climat délétère. Souhaitons que toute la clarté soit faite, que la transparence des opérations financières puisse être assurée, qu'il soit mis un terme par des dispositions appropriées à l'affairisme qui, depuis plusieurs années, règne à la faveur de liens étroits entre certains milieux économiques et financiers et certains milieux politiques, prenant, selon l'expression de Tocqueville, un « air d'industrie privée ».

« Revenons à 1993. Je regrette que, depuis l'adoption de l'Acte unique, puis sa ratification par le Parlement, les gouvernements successifs n'aient point davantage déterminé leurs objectifs et pris leurs décisions en fonction des engagements contractés. Il n'est pas trop tard pour que l'actuel gouvernement fasse savoir clairement le programme d'action qu'il entend suivre pour mettre la France à niveau ».

L'ancien premier ministre relève deux domaines « où des mesures doivent être prises sans retard » : les entreprises publiques et la fiscalité des produits de l'épargne.

Importante découverte archéologique en Haute-Egypte

Cinq statues ont été déterrées dans le temple de Louxor

La découverte de cinq statues datant d'au moins trois mille ans dans le temple de Louxor, en Haute-Egypte, a été annoncée, vendredi 10 février par le ministre égyptien de la culture, M. Farouk Osmi. Selon lui, il s'agit d'un événement majeur de l'archéologie égyptienne, parce que ces statues, de grande taille, sont en parfait état de conservation et parce qu'il n'exclut pas d'en trouver d'autres.

Selon notre correspondant au Caire, Alexandre Bucciatti, un groupe d'au moins cinq statues a été découvert il y a quelques jours dans le temple de Louxor, en Haute-Egypte. Selon la presse égyptienne, la pièce la plus importante est une statue en quartz de 245 centimètres représentant Aménophis III (1408-1372), debout, le front ceint du cobra égyptien et la tête recouverte de la double couronne du Nord et du Sud. Le nom du dieu Amon a été martelé sur le cartouche du roi. Une statue représentant son épouse favorite, la reine Ti, a été trouvée à ses côtés.

La troisième statue identifiée est celle de Horem Heb (1340-1314), le général d'Akhenaton devenu roi grâce au soutien du clergé d'Amon. Une autre statue, haute de 170 centimètres, représente en diorite la

déesse Hathor, assise. Un cinquième personnage n'a pas encore été identifié.

La découverte a été faite par hasard. Quand des ouvriers aplanissaient le sol de la cour d'Aménophis III dans le temple de Louxor, une pelle a heurté un objet dur qui, déterré, s'est révélé être la statue d'Aménophis III.

« Il s'agit peut-être de la découverte la plus importante depuis le début du siècle », a souligné le ministre de la culture égyptien, M. Farouk Osmi. Elles étaient enterrées là depuis des siècles et sont toutes en parfait état.

Les égyptologues établissent un parallèle avec la mise au jour, au début du siècle, de milliers de statues sur le site de Karnak. Celui-ci correspond à la partie nord de l'ancienne Thèbes, dont les ruines de Louxor représentent la partie sud.

« Mais il s'agissait de petites statues », a expliqué M. Osmi. Celles-ci sont de taille normale et nous nous attendons à en trouver beaucoup d'autres.

Selon le président de l'Organisation des antiquités égyptiennes, M. Said Taoufik, les statues ont peut-être été enterrées par des prêtres pour éviter leur destruction par des envahisseurs. C'est une des raisons qui font espérer la découverte de nombreuses autres statues.

Salmonellose en Grande-Bretagne

Alerte aux œufs... et aux fromages

L'épidémie de salmonellose, due à des œufs infectés, suscite beaucoup d'émotion en Grande-Bretagne. Le gouvernement a demandé aux éleveurs d'éliminer les poules porteuses infectées et a chargé une commission d'experts d'étudier l'ensemble des problèmes posés par les intoxications alimentaires.

Publié le 9 février par le *Times* de Londres, le rapport gouvernemental confidentiel établissait qu'une épidémie de salmonellose d'« une ampleur considérable » sévit actuellement en Grande-Bretagne. Ce document précisait que deux millions de personnes pourraient être touchées par cette intoxication alimentaire. Il faisait suite à une polémique qui avait débuté le 3 décembre dernier lorsque M^{me} Edwina Currie, secrétaire d'Etat à la santé, avait invité les Britanniques à ne plus manger d'œufs crus ou de produits à base d'œufs. M^{me} Currie avait indiqué alors que « la plupart » des œufs vendus au Royaume uni étaient infectés par la salmonelle. Devant le tollé provoqué par ses déclarations, elle avait été contrainte de démissionner le 16 décembre.

Les éditorialistes britanniques n'ont pas de mots assez durs pour condamner l'attitude du gouvernement dans cette affaire. « Le gouvernement serait cette semaine en diffi-

culté s'il avait une opposition sérieuse », ironise le *Financial Times*, avec de dénoncer l'attitude « insoumise » de pouvoirs publics qui n'ont pas su concilier les intérêts de la santé publique avec ceux des producteurs d'œufs.

Comme si l'opposition n'était pas déjà assez inquiète, Sir Donald Acheson qui occupe au gouvernement la fonction de « chef medical officer » a mis en garde la population contre la consommation de fromages à pâte molle, tels que le Brie et le camembert et les bleus, responsables selon lui d'une cinquantaine de décès par listériose l'an dernier. Deux cent quatre-vingt-sept cas de listériose ont été au total diagnostiqués en Angleterre et au Pays de Galles. Selon Sir Donald, les fromages à pâte dure tels que le cheddar, la cheshire et le stilton ne sont pas en cause.

En France, selon les responsables de l'Institut Pasteur chargés de la surveillance des salmonelloses, la situation « n'est pas inquiétante ». On indique cependant que de 1987 à 1988 le nombre d'infections à salmonelle a progressé de 10 à 20 %. Cette progression, explique-t-on, est en partie liée au plus grand nombre de repas pris en collectivité, ainsi qu'aux températures élevées que la France a connues l'été dernier.

F. N.

M. Maheu à la présidence de Radio-France

Le CSA choisit le consensus

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a désigné pour un mandat de dix mois, vendredi 10 février, M. Jean Maheu, président du Centre Georges-Pompidou, à la tête de Radio-France. Il y succèdera à M. Roland Faure, lui-même nommé au CSA, fin janvier, par le président du Sénat, M. Alain Poher. La passation des pouvoirs aura lieu mardi prochain.

Deux tours de scrutin, et le verdict est tombé : cinq voix pour M. Jean Maheu, l'outsider ; trois voix pour M. Jean Izard, l'homme de la continuité, et une seulement pour M. Jean-Pierre Hoss, le grand favori. Pour sa première décision d'importance, le CSA a créé la surprise en portant, contre toute attente, le patron du Centre Georges-Pompidou à la tête de Radio-France.

M. Maheu « présente toutes les garanties nécessaires pour que cette maison ait un président de grande qualité », a affirmé en guise d'explication de vote le président du CSA, M. Jacques Boutet. Pas une voix, y compris dans l'opposition, ne s'est levée pour le contredire, et il semble que la culture, la maîtrise et l'humanisme de l'heureux élu aient réellement impressionné les nouveaux « sages ».

« Tempérons, nuance cependant l'un d'entre eux. La présence parmi nous de l'ancien PDG de Radio-France a pesé sur les auditions des candidats à sa succession. Aucun d'entre eux n'a vraiment osé acquiescer un projet d'entreprise par crainte de paraître critiquer la gestion passée... » Si les ambitions culturelles de M. Maheu, son passé à la direction de la musique du ministère de la culture, son passage à l'Opéra de Paris et son action à Beaubourg, peuvent aisément justi-

fier sa nomination, ils n'en expliquent donc peut-être pas tout.

De la vingtaine de candidats au départ, seules quatre personnalités avaient franchi avec succès en début de semaine une première sélection : M^{me} Jean-Pierre Hoss, ancien directeur général de RMC ; Jean Izard, l'actuel directeur général de Radio-France ; Jean Maheu et Gérard Unger, un ancien PDG de la Sofrad.

« S'il avait fallu attribuer une note à chacun d'entre eux, s'amuse un « sage », aucun n'aurait obtenu moins de 17 de moyenne. » Oui, mais voilà : Deux d'entre eux sont apparus, à tort ou à raison, comme trop proches de la majorité. M. Unger n'est-il pas un familier du président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius ? Et M. Hoss n'a-t-il pas déjà, en 1986, son engagement supposé en étant limogé par le gouvernement de M. Jacques Chirac, malgré sa réussite à la direction de RMC ? Sacrifié par la droite, il devait finalement l'être aussi par la gauche au nom de la raison d'Etat et de la « nécessaire pacification de l'audiovisuel ».

Restaient donc M^{me} Izard et M. Maheu. Le premier pouvait arguer de sa connaissance de Radio-France dont il fut l'un des pilotes depuis la création de la société en 1975. Politiquement neutre, il a su collaborer avec quatre présidents successifs au tempérament opposé. Mais le soutien actif apporté à sa candidature par M. Roland Faure semble lui avoir paradoxalement nuí. D'abord en le transformant à son corps défendant en candidat du Sénat, ensuite en faisant redouter à certains membres du CSA une connivence trop grande entre l'ancien et le nouveau PDG.

Le curriculum vitae de M. Maheu ne pouvait dès lors que s'imposer. N'a-t-il pas été chargé de mission au secrétariat général de l'Elysée sous de Gaulle ? M. Mitterrand ne lui a-t-il pas renouvelé sa confiance en 1986, en le reconduisant à la tête du Centre Pompidou ? Politiquement, le choix du CSA apparaît donc soigneusement pesé. Pour son premier geste symbolique, le Conseil a évité l'erreur fatale que la CNCL committ en 1986 en nommant un quinquarion de responsables considérés, jusque dans les rangs de la majorité d'alors, comme trop liés au RPR. La leçon a

grammes au succès indéniable (Franco-Info), des chaînes en difficulté (Franco-Inter) ou qui n'arrivent pas à élargir leur auditoire (Franco-Culture et Franco-Musique), ainsi que quarante-sept stations locales particulièrement difficiles à gérer.

Passionné de musique, M. Maheu se retrouvera en toute connaissance de la gestion des deux orchestres, du chœur et de la maîtrise de Radio-France. Mais le reste lui sera encore largement étranger lorsqu'il prendra officiellement ses fonctions. Conscient, celui-ci a déjà déclaré vouloir agir « avec prudence et humilité ».

Une méconnaissance partagée si l'on en juge par l'étonnant quiproquo auquel a donné lieu, mardi, la première prestation à Radio France du nouveau PDG. Dans le grand hall de la maison ronde, le staff au complet l'attendait. Il arrive. Félicitations, congratulations. Et voilà le nouvel arrivant happé jusqu'à un studio de Roger Gicquel, où ce dernier devait l'interviewer. Micro, présentation etc... blanc à l'antenne. L'heureux invité n'était que le président de l'association, France-Afghanistan ! Le vrai PDG, lui, voyait son chemin vigoureusement barré par les huissiers...

PIERRE-ANGEL GAY.

[M. Jean Maheu, né le 24 janvier 1931 à Paris, ancien élève de l'ENA, est conseiller maître à la Cour des comptes. Chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République entre 1962 et 1967, il devient ensuite directeur de la jeunesse et des activités socio-éducatives au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports. Il reste en poste jusqu'en 1974, date à laquelle il est nommé directeur de la musique, de l'art lyrique et de la danse au ministère de la culture et de la communication. Il s'y illustre par un important travail en faveur de la musique contemporaine. En février 1983, il est nommé président du Centre Georges-Pompidou, poste qu'il occupe jusqu'en 1986. Gestionnaire rigoureux, il a été remplacé par M^{me} Hédié Abraveller, ancien recteur de l'université de Paris, à laquelle il succède. M^{me} Genton-Massoloux, elle-même ancienne porte-parole de l'Elysée. Il est le fils de René Maheu, qui fut directeur général de l'UNESCO.]

ÉTATS-UNIS : une « première »

Un Noir M. Ronald Brown est élu à la tête du Parti démocrate

En accédant, vendredi 10 février, à quarante-sept ans, à la présidence du Parti démocrate, M. Ronald Brown est devenu le premier Noir à diriger un grand parti politique aux Etats-Unis.

« Vous avez écrit une page d'histoire », a déclaré M. Brown après avoir été élu par acclamation à la présidence de la Commission nationale démocrate (CND), l'organe directeur du parti. Ancien collaborateur du sénateur Edward Kennedy durant sa campagne présidentielle de 1980 et proche du pasteur Jesse Jackson, M. Brown représente l'aile libérale du parti et, à ce titre, aura du mal à s'imposer au vieux bastion conservateur des Etats du Sud.

Il a indiqué que la préoccupation raciale ne serait pas la première de sa direction, mais qu'il ne l'ignorait pas, déclarant : « Je suis fier de ce que je suis, je suis fier de mon parti, car nous sommes véritablement le dernier et le meilleur espoir pour l'Amérique de dépasser les divisions de race et de religion. » — (AFP.)

EN BREF

● URSS : M. Voronikov ne sera pas candidat contre Andreï Sakharov. — Un membre du Bureau politique, M. Vitali Voronikov, a retiré sa candidature à Moscou pour éviter d'être confronté à deux contestataires célèbres, dont Andreï Sakharov, lors des prochaines élections au Congrès des députés du peuple prévues le 28 mars (le Monde du 24 janvier).

L'autre candidat d'opposition choisi par la commission électorale de Moscou pour la première circonscription de la capitale est M. Boris Eltsine, ancien chef du parti à Moscou, qui toutefois n'a pas encore décidé où il se présenterait.

Un porte-parole de la commission a indiqué vendredi que M. Voronikov, soixante-trois ans, président de la Fédération russe, a été inscrit dans la ville de Voronej, dont il avait été le premier secrétaire du parti dans les années 70. — (AFP.)

● SPIE BATIGNOLLES : hausse de 12 % des bénéfices. — Le bénéfice net consolidé (part du groupe) de l'entreprise de bâtiment et travaux publics SPIE Batignolles devrait se situer pour 1988 aux alentours de 200 millions de francs, soit une progression de 12 % par rapport à 1987. Quant au chiffre d'affaires (62 % réalisé en France au lieu de 58 % en 1987), il sera d'environ 20,6 milliards au lieu de 19,8 milliards.

● Visite israélienne en Hongrie. — Le ministre israélien des affaires religieuses, M. Ze'evulun Hammer, devait entamer, dimanche 12 février, la première visite officielle d'un ministre israélien en Hongrie depuis la rupture par Budapest de ses relations diplomatiques avec l'Etat hébreu en 1967. — (Reuters.)

Le Conseil d'Etat inflige à la Cinq une amende de plus de 12 millions de francs

Saisi par l'ex-CNCL, le Conseil d'Etat a infligé, vendredi 10 février, à la Cinq une amende de 12,17 millions de francs pour avoir respecté en 1988 ses quotas de diffusion d'œuvres audiovisuelles françaises et d'origine communautaire.

Dans un communiqué, le Conseil d'Etat précise qu'il avait déjà enjoint à la Cinq de respecter durant son second exercice ses obligations en la matière : 60 % d'œuvres CEE, 40 % d'œuvres françaises. « Pour atteindre cet objectif », poursuit le texte, il avait en outre été imposé à la Cinq de diffuser entre le 1^{er} mars et le 1^{er} décembre 1988 au moins 48 % d'œuvres communautaires et 40 % d'œuvres françaises. « Tout manquement entre ces deux dates devait donner lieu à une astreinte de 10 000 francs par heure manquante. Le Conseil d'Etat a constaté que ces objectifs n'avaient pas été atteints puisque les pourcentages réalisés ne se sont respectivement élevés qu'à 29,2 % et 28,6 %, soit un double déficit de 758 et 459 heures (1217 au total). La Cinq, qui ne conteste pas les chiffres du Conseil d'Etat, assure par la voix de son directeur délégué, M. Philippe Ramond, avoir « déjà inscrit le montant de l'amende dans ses comptes pour 1988 ». Elle avait toutefois demandé à la CNCL d'intercéder auprès du Conseil d'Etat pour que celui-ci ne lui inflige pas d'astreintes avant la fin de son deuxième bilan annuel qui doit intervenir le 28 février.

● Le cyclone Harry atteint la Nouvelle-Calédonie. — Caractérisé par des vents soufflant en rafales à près de 200 km/h et des pluies diluviennes, le cyclone a atteint, samedi 11 février, le nord et l'est de la Nouvelle-Calédonie, a annoncé le centre de la météorologie de Nouméa. Selon les premières estimations, les dégâts risquent d'être très importants. La plupart des routes du nord et de l'est de la Nouvelle-Calédonie étaient déjà impraticables samedi. — (AFP.)

(Publicité)

SUR RADIO COMMUNAUTÉ JUDAÏQUES FM 95.8

Alain Juppé, Pierre Mauroy, Didier Bariani, Michel Charzat, Claude-Gérard Marcus, Tony Dreyfus, Jacques Dominati, Maurice Benassy, Dominique Strauss-Kahn, Raymond Lamontagne, Laurent Cathala, Jean-Claude Attuel, Roger-Gérard Schwarzenberg, Marius Faïsse, Georges Sarre, Alain Devaquez

Chaque dimanche à 13 h, Chaque jeudi à 21 h 30 et tous les matins à 8 h 30 du 27 février au 10 mars 1989

Le numéro du « Monde » daté 11 février 1989 a été tiré à 512 375 exemplaires

A B C D E F G